



37
0-484

LES TROIS AGES
DE LEUR ETAT PASSE PRESENT
ET FUTUR
DES
C O L O N I E S.

~~~~~  
TOME TROISIÈME.  
~~~~~



THE THIRDS AGES

1888

COLONIES

THOMAS PROBLEME



80 Rés. 8
- (3/3)

LES TROIS AGES
DES COLONIES,

O U

DE LEUR ÉTAT PASSÉ, PRÉSENT
ET A VENIR.

PAR M. DE PRADT,
MEMBRE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

~~~~~  
TOME TROISIEME.  
~~~~~

80 = Rés 18

A PARIS,

CHEZ GIGUET ET C^{IE}. IMPRIMEURS-LIBRAIRES,
RUE DES BONS-ENFANS, n^o. 6, AU COIN DE CELLE BAILLIF.

~~~~~  
1802. — an 10.

8000 46 74



---

# LES TROIS AGES

D E S

# COLONIES.

---

SUITE DE LA SECONDE PARTIE.

## CHAPITRE QUATORZIÈME.

*Nécessité d'un changement aux Colonies.*

**L**A nécessité d'un changement aux colonies, doit être entendue de deux manières, comme indispensable et comme inévitable, de manière qu'en préparant un changement, qu'en

le graduant, l'Europe ne fasse que consentir à ce que les circonstances la forceroient de subir autrement ; de manière encore qu'elle reste ordonnatrice sur le terrain dont elle ne peut plus rester maîtresse. Voilà la question. Les choses sont-elles arrivées de toutes parts au point que les colonies tendent évidemment et forcément à l'indépendance ? Dans l'impossibilité de les maintenir sous la dépendance accoutumée, les métropoles doivent-elles s'arranger prudemment sur une nécessité qui vient en partie de leur fait ? Doivent-elles prévenir la séparation, et en la prévenant, se réserver la faculté de la diriger vers leur propre utilité ? Doivent-elles attendre que l'explosion de la liberté, dans les colonies, tarisse la source de leurs relations avec elles, et devienne celle d'une infinité de maux ? En un mot, le changement est-il inévitable et forcé ? S'il l'est, il est indispensable ; et reconnoître l'impossibilité d'échapper à ce changement, c'est reconnoître par là-même la nécessité de s'y soumettre.

La nécessité du changement de l'état colonial provient à-la-fois des colonies, de la métropole et de la révolution.

Dans l'examen des principes coloniaux ; nous avons remarqué que les colonies , prenant , comme les individus , des degrés d'accroissement suivant l'âge , contractoient par là même des habitudes et une tendance nouvelle , suivant les degrés de leurs forces et l'opportunité des circonstances. Celles-ci influent bien autrement sur la vie politique que sur la vie physique. La croissance des corps est déterminée d'une manière générale et fixe. Les corps environnans n'y contribuent en rien : ils peuvent la retarder par leurs frottemens ; mais ils ne peuvent l'accélérer. Au contraire , les états trouvent dans ces circonstances le véhicule d'une partie de leurs progrès. Telle circonstance bien saisie , peut leur donner un développement subit et inattendu , que les individus réglés dans leur développement , n'atteindront jamais de la même manière. Il faut donc examiner si les colonies ne sont pas arrivées à un degré de croissance qui double leurs forces , et si elles ne sont pas favorisées par un concours de circonstances très-propres à les développer et à leur donner envie d'en user.

Les grandes colonies européennes ne sont

plus au berceau , elles sont sorties des liens de l'enfance , elles sont en pleine virilité , et par elles-mêmes et par rapport aux métropoles. La population des colonies , très-foible d'abord , comme il est naturel de l'imaginer , s'est , après des pertes immenses , acclimatée peu-à-peu ; elle s'est étendue , et a fini par couvrir à-peu-près tous les points des contrées découvertes par les Européens. Sûrement elle existe dans une quantité bien inférieure à ce que les contrées demandent et pourroient comporter. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit , mais seulement de savoir s'il existe aux colonies une population nombreuse toujours croissante , capable de se suffire à elle-même , et de résister en cas de besoin. Ainsi , l'Amérique septentrionale n'avoit pas trois millions d'habitans lorsqu'elle a entrepris sa révolution : ce n'étoit rien pour une aussi vaste contrée , c'étoit peu de chose en comparaison de la métropole ; mais c'étoit suffisant pour les colonies elles-mêmes et contre la métropole , comme l'expérience l'a prouvé. La question n'est pas absolue , elle est relative , et la solution dépend en partie de la balance entre les deux points à comparer. Par conséquent ,

si les colonies ont une population assez nombreuse , assez éclairée pour se suffire à elle-même , si elles possèdent dans leur sein tout ce que les métropoles possèdent dans le leur , si leurs forces sont en proportion avec la partie correspondante de forces que la métropole peut leur opposer , dès-lors elles ont chez elles tout ce qu'il faut pour être indépendantes et libres , et la continuité de leur soumission est un acte de fidélité et presque de courtoisie , dont la métropole peut se féliciter , mais sur lequel elle n'a plus droit de compter. Or , qui oseroit nier , et comment se dissimuler que les colonies n'en soient là pour la plupart. Prenons pour exemple les colonies espagnoles du continent et le Canada.

Les premières sont peuplées d'Espagnols en assez grand nombre. Leur sang y prend bien , il y prospère , et tandis que celui des Indiens va en s'affoiblissant , le leur , au contraire , va en croissant , et fait tous les jours de nouveaux progrès. Cette population suffiroit et au-delà pour la défense du pays contre l'ennemi du dehors. L'Espagne en paroît bien convaincue , d'après la retraite de ses troupes , qu'elle a généralement ordonnée dans ces

contrées où elle ne laisse que dix bataillons et quelques milices. Les habitans auroient à leur disposition une partie de la population indigène primitive , dont ils disposent à plusieurs titres. Ceux-ci encore plus dégénérés que les Grecs modernes , ne sont plus d'aucun danger pour les Espagnols , pas plus que ces derniers ne le sont contre les Turcs ; ce sont de part et d'autre des races abâtardies , sans énergie personnelle et sans volonté d'en avoir. Les habitans espagnols ont pour eux l'avantage en connoissances locales , celui bien inappréciable d'être sur leur terrain , d'être acclimatés , d'avoir pour eux toutes les chances des longs transports de la part de l'ennemi , de ses longs déplacemens , de la lenteur et de l'incohérence des résolutions et des ordres arrivant de loin. La guerre d'Amérique a fait connoître toute l'étendue de ces inconvéniens , et combien les contre-tems auxquels la partie qui combat au loin est sujette , compensent l'inégalité apparente des forces. Si l'Amérique anglaise , avec ses deux millions cinq cent mille habitans , a résisté aux douze millions d'habitans des trois royaumes et à leurs auxiliaires du continent , comment l'Amérique

espagnole , qui compte plusieurs millions de colons issus de race espagnole , ne résisteroit-elle pas à la longue , à la paresseuse Espagne ? Où celle-ci , qui n'a pas de grandes armées , qui n'a jamais de flottes équipées , prendroit-elle le nombre d'hommes nécessaires pour attaquer et pour contenir de nouveau ces vastes contrées ? Ce ne seroit plus , comme à la première invasion , où il ne s'agissoit que de se montrer aux yeux d'un peuple que tout frappoit d'étonnement , et qui ne voyant rien que de nouveau dans ces conquérans , les prenant tantôt pour des Dieux , tantôt pour des êtres d'une espèce supérieure à lui , étoit toujours bien plus près de se prosterner que de combattre. Ici ce seroit tout le contraire , au lieu des peuples conquis , ce seroit les conquérans que l'on auroit à combattre , ces descendans de ces guerriers , dont la moindre émanation de la valeur surnaturelle de leurs pères , suffiroit pour soutenir le choc d'un ennemi qui , de son côté , est bien dégénéré ; car si les Espagnols n'avoient plus à faire aux soldats de Pizarre et de Cortez , ceux-ci , à leur tour , n'auroient pas non plus à faire à ceux de Charles-Quint et de Philippe II.

Si les colonies sont peuplées en proportion de l'Europe , elles sont aussi pourvues qu'elle de lumières et de moyens de toute espèce. L'Amérique anglaise l'a bien prouvé , et les colonies espagnoles le prouveront encore , quand elles le voudront. Elles possèdent tout ce qui appartient aux puissances européennes ; elles sont aussi bien *ouillées* que la métropole ; il y a plus , ce sont elles qui lui fournissent la plus grande partie de ses moyens militaires des deux espèces , de ces mêmes moyens que l'Espagne devoit employer contre elles. Les colonies espagnoles renferment des chantiers , des fonderies , des ateliers , qui fournissent les ports et les arsenaux de l'Espagne. Celle - ci en reçoit une partie de ses vaisseaux , de son artillerie et des matières qui lui servent à les fabriquer. Les colonies espagnoles peuvent se passer de l'Espagne bien plus que l'Espagne ne peut se passer d'elles. Aucune denrée ne leur manque ; le Mexique cultive le bled avec assez de succès pour approvisionner toute l'Amérique méridionale ; il suffiroit , avec le tems , aux besoins des Antilles et de l'Europe. Avec leurs métaux , les colonies espagnoles ne manqueroient

d'aucune consommation , d'aucun objet d'utilité ou d'agrément ; il n'y a pas un peuple qui ne s'empressât de les leur porter. Elles ont donc en propre tout le matériel de l'indépendance , elles n'en ont pas moins le moral ; car si les colonies sont abondamment pourvues de forces personnelles et de moyens de résistance , croit-on que cet état échappe à ses habitans ? Croit-on qu'il manque parmi eux des hommes capables de sentir leurs forces , d'apprécier leurs avantages , de chercher l'occasion de les mettre à profit ? S'il ne manque pas dans la métropole d'apôtres de cette doctrine , croit-on qu'elle n'ait pas des disciples et des prosélytes dans les colonies ? Nous avons déjà remarqué qu'elle étoit anciennement et publiquement professée en Espagne , à la connoissance et presque sous les yeux du gouvernement ; qu'il avoit balancé lui-même à s'en rendre l'exécuteur. Tout cela est connu des colons , et tout cela est bien propre à faire fermenter parmi eux les idées favorables à ce dénouement. Il est , en effet , de ces idées qui n'ont besoin que d'être connues pour être aussitôt embrassées , et qui laissent dans les esprits des semences qu'on ne peut plus en

arracher. Celle-ci est sûrement de ce nombre, elle se fortifie, elle s'alimente journallement par deux considérations toujours présentes aux yeux des colons, le sentiment de leur intérêt et l'exemple de l'Amérique.

Les colons sentent, à chaque instant, leurs intérêts froissés par leur liaison avec la métropole, en paix comme en guerre : ils sentent aussi l'avantage qu'ils trouveroient à vivre à leur manière et pour leur compte. Un pareil sentiment est-il bien compatible, à la longue, avec l'attachement à la métropole, avec cette facilité de soumission qui, seule, rend un joug supportable ? Par exemple, croit-on que dans le cours de la guerre actuelle, les colonies espagnoles ne soient pas vivement affectées des inconvéniens de leur dépendance envers une puissance qui, par l'imprudence de sa conduite, les voue à toutes sortes de privations et de malheurs ? Croit-on qu'il leur échappe que l'Espagne, qui ne peut les défendre, ne pourroit davantage les attaquer, et que ces réflexions n'atténuent d'autant les liens qui les attachent à la mère patrie ? Sûrement tout est calculé par des hommes justement chagrins, aigris par de longs malheurs, et pouvant en

distinguer si facilement le terme, qui ne dépend que d'un seul acte de leur volonté, sollicité d'ailleurs par tant de motifs : voilà ce qui forme la base d'une séparation inévitable entre des métropoles et des colonies, qui ont trop bien appris à s'apprécier mutuellement. Quand le ministre *Vergennes* disoit, au nom et dans le conseil d'un roi, qu'un *peuple est libre dès qu'il veut l'être*, il ne rapportoit pas ce principe anarchique à sa véritable application ; il n'en connoissoit ni la portée, ni la source ; il faisoit une volonté de ce qui est l'effet d'une suite de réflexions, et il attribuoit à un principe variable de sa nature, ce qui appartient à un mobile fixe et déterminé. Un peuple n'est pas libre, parce qu'il veut l'être ; il peut le lendemain vouloir ne l'être pas. Mais il est libre parce qu'il *peut* l'être ; c'est-à-dire qu'une certaine quantité d'hommes recherchent tous les rapports de leur situation ; qu'ils l'étudient ; qu'ils la graduent suivant les circonstances et les tems ; qu'ils savent en profiter, et qu'ils font un peuple libre, souvent sans lui, comme quelquefois malgré lui. Ainsi fut affranchie l'Amérique : ce n'est pas sur la volonté du peuple que porta son

affranchissement, mais sur les méditations des Franklin, des Washington, des Adam.... Des hommes qui avoient su se pénétrer des avantages, comme des facilités de l'indépendance, qui avoient bien mesuré leur position, qui l'avoient bien confrontée avec celle de la métropole, et qui, amenant, ou facilitant l'occasion, en firent sortir la volonté que le peuple manifesta, après qu'ils eurent su la lui donner. Elle existoit pour lui avant qu'il s'en doutât ; elle étoit *en germe* dans la population, dans l'étendue de l'Amérique, dans l'éloignement de l'Angleterre, dans les lumières des colons qui leur en montroient les avantages, dans leur courage qui leur faisoit sentir en eux-mêmes la résolution de la soutenir. Au moment où de profonds penseurs le firent libre, le peuple voulut la liberté, sans s'être douté qu'elle existât au milieu de lui : elle existe dans les mêmes germes au milieu de toutes les colonies étendues, peuplées et fortes de tous les moyens de la civilisation moderne ; elles ont de plus, l'exemple ; l'exemple qui fait tout ; l'exemple qui supplée au génie et à l'invention ; l'exemple qui prévient et étouffe le remords.

L'Amérique est là , avec sa prospérité : exemple trop frappant pour pouvoir n'être ni apperçu , ni envié ; elle est là , aux portes de toutes les colonies continentales , avec tous les attraits d'une indépendance qui la sépare si heureusement des querelles de l'Europe , qui lui laisse la direction de sa conduite , la jouissance de ses facultés , la propriété de son travail. Croit-on que cette prédication perpétuelle ne soit pas aussi efficace , aussi bien entendue que celle qui , depuis dix ans , tonne dans les chaires de l'Europe , sur la métaphysique des principes coloniaux qu'on ne présente aux colonies qu'à la lueur des incendies , aux cris des victimes , à l'aspect des débris et des cendres des habitations renversées ? Ah ! n'en doutons pas , l'Amérique remplira sa destinée et les prophéties dont elle a si souvent été l'objet. Elle changera la face des colonies par son exemple seul , quand même elle ne le feroit pas par *séduction* : et qu'on se garde bien d'attacher à ce mot aucune acception odieuse , aucune acception qui soit indigne d'un gouvernement aussi pur que celui de l'Amérique. Mais il a beau s'en défendre , il est séducteur par nature ; il ne peut empêcher

les autres colonies de le voir et de l'envier ; il ne peut s'empêcher lui-même de tendre vers elles , de chercher à lier avec elles , de se procurer , au milieu d'elles , les avantages que son commerce réclame. Ainsi , en 1793 , l'Amérique obtint de l'Espagne le passage sur le Mississipi , à travers tout le continent espagnol , concession majeure en elle-même , et inouïe dans les fastes des colonies espagnoles. Le gouvernement américain , tout loyal qu'il est , empêchera-t-il tous et chacun de ses sujets , de se faire aux colonies , un apôtre de liberté , qui , pour ne pas emprunter les formes révolutionnaires , n'en sera que plus dangereux , en paroissant sous des dehors moins effrayans ? Il est de ces choses dont l'effet est inévitable , qui ne veulent qu'avoir paru une fois , pour laisser une impression durable , et certainement la révolution d'Amérique est de ce genre. C'est un fanal placé trop haut pour n'être pas apperçu de toutes les parties de l'univers , et pour ne pas servir à la direction de tous ceux qui , avec la volonté , auront la faculté de s'y rallier.

Les essais d'indépendance que l'Angleterre laisse propager sur le continent américain et

dans les Antilles , sont encore un acheminement évident vers l'indépendance des colonies espagnoles. La foiblesse et l'éloignement de la métropole , la durée de la guerre et des privations qui marchent à sa suite , sont les motifs de la séparation des colonies et de la tolérance que l'Angleterre lui accorde , tolérance qui est toute à son avantage , en ouvrant ces îles à son commerce. Les autres colonies ont bien assurément les mêmes motifs ; elles ont de grands motifs sous les yeux. Le *mezzo termine* , adopté sur la souveraineté , rassurera leur délicatesse sur deux articles qui peuvent leur tenir fort à cœur ; celui de la fidélité à abjurer envers leur ancien souverain , et celle à promettre à un nouveau. Le parti adopté envers les autres colonies , fait éviter deux écueils ; il met les colons uniquement aux prises avec leurs intérêts , point du tout en compromis avec leurs devoirs , et leur laissant toujours la mère patrie en perspective , il les accoutume , en attendant , à s'en passer ; il les familiarise avec les étrangers , avec les avantages de leurs relations commerciales , et les substitue peu-à-peu à l'ancien fournisseur dont la place se trouvera prise ainsi , et

qu'il ne pourra recouvrer même avec le tems. Ce genre d'attaque contre ces colonies, est bien plus efficace et plus dangereux pour la métropole, que celle qui auroit lieu à force ouverte.

Nous avons assimilé à cette tendance celle que le Canada a aussi vers l'indépendance; nous n'entendons pas par-là, qu'il en ait les moyens et les motifs au même degré: il s'en faut de beaucoup; mais le tems ne peut manquer de les lui donner. Ce pays qui a plus de mille lieues de profondeur, sur neuf cents de largeur, n'a besoin que d'habitans; ils s'y forment promptement, tout les y favorise; le ciel par sa salubrité, la terre par sa fécondité; les fleuves et la mer par des milliers de débouchés, et de moyens de transport qui enrichissent tous les pays qui ont le bonheur d'être dans la même situation. Le Canadien qui est agriculteur aujourd'hui, deviendra aussi navigateur. Laissez-le augmenter sa population, et vous verrez si la plus grande partie ne prend pas son écoulement vers la mer, comme a fait celle de l'Amérique qui s'adonne principalement à la navigation.

L'on sait combien les occupations maritimes et la situation sur les grandes rivières, contri-

buent à augmenter la population. La Bretagne stérile et déserte dans son intérieur, renferme dans ses contours baignés par l'Océan et sur les bords de la Loire, plus d'habitans que n'en comptent les plus grandes et les plus opulentes provinces de France. Les situations pareilles, sur-tout le voisinage de la mer, offrent pour le travail et pour la subsistance, des facilités qu'on ne rencontre pas ailleurs, et qui ne peuvent manquer d'influer sur la population. Le Canada s'en ressentira donc comme on l'a fait par-tout; et lorsqu'il en sera là, il voudra être libre : il le voudra, comme l'a voulu l'Amérique, et il y parviendra comme elle et par les mêmes moyens; il aura sous les yeux son exemple et peut-être son secours. Comment les Anglais s'y prendront-ils pour l'empêcher? Recommenceront-ils une guerre d'Amérique, avec la perspective du même succès, mais avec un bien moindre intérêt; car vingt ans, trente ans de jouissance du Canada, ne payeront pas les frais d'une campagne contre ce pays. Il sera donc affranchi, et pour en calculer au juste l'époque, il suffiroit de connoître la gradation de sa population : elle est entièrement de sang fran-

çais; nouveau motif de briser ce joug , puisqu'il est anglais. Qui sait s'il ne le seroit pas déjà , si les Français y avoient été attaquer les Anglais , et exciter les habitans à revenir à la mère patrie dont ils sont idolâtres? Les Anglais étoient assez occupés chez eux , pour n'avoir pas trop le tems de s'occuper de ce pays; et comme alors la querelle changeoit de théâtre, qu'elle se décidoit sur terre et non plus sur mer , on peut croire que réduite entre des armées françaises et anglaises , elle n'eût pas tourné à l'avantage de la Grande-Bretagne.

Le Brésil est dans la même position à l'égard du Portugal , avec la différence , cependant , qui existe entre l'Angleterre et lui. Le Brésil est un très-grand pays; la population prend de l'accroissement, et son commerce de l'essor; l'habitant est plus entreprenant que tous ceux de l'Amérique méridionale : il est le seul qui fasse par lui-même ses exportations que les autres abandonnent à la métropole. Si jamais il lui prend envie de divorcer avec le Portugal , comment celui-ci forcera-t-il l'infidèle à rentrer dans le devoir , et le transfuge à revenir à lui? Le Brésil fournit au Portugal les moyens dont il devroit se servir ,

dont il auroit besoin contre lui : qu'il s'arrête un moment ; qu'il suspende l'écoulement de son or vers le Portugal. Que devient celui-ci , et où prendra-t-il les moyens de le soumettre ? De même , en cas de séparation de ses colonies , l'Espagne ne sauroit où prendre les moyens de les attaquer , car elle les reçoit d'elles ; c'est ce qui rend quelquefois les métropoles encore plus dépendantes des colonies que celles-ci ne le sont d'elles , et ce qui range la dépendance véritable du côté où paroît être la suzeraineté et l'indépendance réelle.

Quant aux Indes où il ne peut être question que des Anglais , parce qu'eux seuls y sont en grand établissement , et que tous les autres peuples , pour y être apperçus , doivent , pour ainsi dire , y être observés au microscope. Les Anglais sont trop clair-semés dans cette vaste contrée , ils y sont trop passagers , ils y sont en trop grande disproportion avec les indigènes , qu'il faut tenir dans un état continuel de répression , pour oser courir les chances de la séparation. Le joug anglais ne prospère pas aux Indes , comme l'Espagnol le fait en Amérique ; l'Anglais ne va pas aux Indes pour former un établissement , mais pour faire for-

tune promptement et largement ; il revient aussitôt chez lui consommer dans l'opulence et dans les délices de sa patrie le fruit de ses travaux. L'Espagnol, au contraire, est attaché à la terre d'Amérique, il y est fixé, il y est propriétaire. L'Américain l'étoit chez lui, le Brésilien l'est aussi ; mais l'Anglais ne l'est pas aux Indes, et c'est ce qui constitue la différence essentielle entre les deux espèces de colonies et les deux espèces de colons. L'un a toute sorte d'intérêts à la conservation de la dépendance, l'autre à sa liberté ; il n'y a pas de parité entre de pareils extrêmes. L'Inde anglaise n'a donc aucun principe d'indépendance personnelle.

Les Moluques sont dans le même cas. Que sont, en effet, une partie de ces îles ? Des points sur l'Océan presque inhabités, ou couverts d'une population indigène, contre laquelle il faut toujours être sur le *qui vive*. Quel germe d'indépendance pourroit se trouver là pour les Européens ? La seule île suspecte et qui le seroit à bon droit, ne peut être que Batavia, si les Européens y formoient la population dominante ; mais elle est dominée par les indigènes, qu'il faut sur-

veiller sans cesse. Les colons hollandais ont trop besoin de la Hollande , par laquelle ils subsistent , pour s'en détacher. C'est elle qui les protège , et qui y entretient des forces qu'ils ne pourroient avoir sans elle. Les Européens sont concentrés dans la ville de Batavia ou dans ses environs ; le reste est abandonné aux Chinois et aux naturels. Dans cette position , l'indépendance qui priveroit le colon hollandais des secours de la Hollande , ne seroit-elle pas le comble de la folie ? L'attachement à la métropole n'est-il pas , au contraire , un besoin de première nécessité ?

Au Cap de Bonne-Espérance , c'est tout le contraire. Il peut se passer de la métropole , mais il ne pourroit lui résister , parce que la population , suffisante contre l'indigène , seroit trop foible contre la Hollande. Ainsi , pour juger les degrés d'approximation de l'indépendance de la part des colonies , il faut commencer par examiner où elles en sont de leur population , sous deux rapports , celui de la métropole et des indigènes. Tant que la population indigène est à craindre pour l'Européen , il se tient attaché à la métropole qui est sa sauve-garde. A mesure qu'en se multi-

pliant lui-même , il parvient à rivaliser avec les indigènes, ses liens avec la métropole se détendent ; et dès qu'il domine les naturels, ses liens se relâchent tout - à - fait, ils peuvent même se rompre. Si l'égalité proportionnelle avec la métropole vient encore se joindre à celle qui existe déjà avec les naturels, alors il ne manque plus rien aux moyens d'établir l'indépendance ; alors la colonie est mûre pour la liberté ; tous ses liens avec la métropole ont changé de nature, la colonie ne conserve plus que ceux du devoir ; mais plus désormais ceux de la nécessité. L'absence de population indigène a singulièrement facilité la séparation de l'Amérique, qui, n'ayant personne à surveiller, n'avoit besoin d'aucun secours de la part de la métropole. Tout étoit égal entre la colonie et la mère-patrie. La séparation étoit une espèce de partage de famille, ou tout au plus une querelle purement domestique, sans aucun mélange étranger. C'étoit des Anglais qui demandoient à d'autres Anglais à se séparer d'eux, et qui en cas de refus, cherchoient dans la force des armes un supplément au consentement qu'ils ne pouvoient obtenir.

Les Espagnols américains ont été longtemps dans la dépendance de l'Espagne , par la crainte de la population indigène. Alors ils étoient plus attachés à la mère-patrie , dont ils se sont détachés à mesure que cette crainte s'est dissipée , par l'accroissement de leur propre sang ; alors ce sentiment auroit suffi pour les retenir dans les liens de l'Espagne ; mais depuis qu'ils dominent à leur tour les indigènes , depuis que ceux-ci ont cessé d'être redoutables , ces motifs d'attachement ont cessé avec la crainte qui les inspiroit ; cet attachement a suivi tout naturellement les degrés du besoin et de la nécessité.

Les colonies des Antilles sont dans une position très-différente en elle-même et entr'elles. Une partie sont des infiniment petits , dont la métropole châtieroit à loisir le plus léger signe de désobéissance. Quelques-unes ne sont presque que des postes militaires et des arsenaux dont la métropole tient toujours la clef. Les grandes îles commerciales , Cuba , Porto-Ricco , la Jamaïque , Saint-Domingue et la Guadeloupe , loin de pouvoir quitter la métropole , ont , au contraire , un besoin continuel de son appui , à cause du

mélange des sangs qui les habitent. Par exemple , Saint-Domingue compte vingt-cinq mille blancs sur cinq cent mille noirs et trente mille gens de couleur. Comment cette petite quantité, cette minorité de blancs oseroit-elle se séquestrer , séparer ses intérêts de la métropole qui la défend , et qui , par le secours de son autorité toujours présente au milieu de la colonie , compense l'inégalité des populations ? Aussi la faveur que la métropole accordoit aux blancs , cette préférence contre laquelle on a tant crié , étoit-elle moins un déni de justice envers le noir , et une connivence avec le blanc , qu'un calcul bien établi et une politique bien entendue , pour appuyer le foible contre le fort , et mettre dans un bassin de la balance ce qui manquoit dans l'autre. Le sang étranger l'emporte trop visiblement à Saint-Domingue et dans les Antilles , pour qu'on n'ait pas été forcé de lui chercher des contre-poids ; et le blanc en faveur de qui ils étoient établis , ne pouvoit pas vouloir , par une séparation irréfléchie , s'en priver volontairement. Aussi qui est-ce qui a provoqué l'insurrection des colonies , et fait retirer le bras qui les maintenoit en paix ? Ce

ne sont pas les blancs, mais les noirs et leurs amis. La séparation, car elle existe de fait, a été importée d'Europe; elle a été accueillie par les noirs autant que repoussée par les blancs; les premiers s'en sont faits, et en sont encore les instrumens; les seconds n'en ont été que les victimes. Dans ce moment, est-ce une armée blanche ou noire, des colons ou des affranchis qui jouissent de la colonie sous des couleurs mensongères, qui tiennent un langage de sujets et une conduite de révoltés, et qui dans tout le cours de leurs équivoques démarches, ne laissent que trop percer l'intention de l'indépendance, quand l'heure leur en paroîtra arrivée ?

Voilà quels sont, sur les colonies, les effets des différens degrés de la population; ils finissent par décider inévitablement de leur sort. Voyons maintenant en quoi les métropoles elles-mêmes hâtent et favorisent cette disposition naturelle.

Les métropoles ne peuvent jamais se résoudre à voir dans leurs colonies autre chose que des enfans, comme les parens ne peuvent jamais voir que cela dans leur famille. Tout autre calcul blesse leur amour-propre ou leurs

habitudes; et quelque différence, quelque changement que le développement amené par les circonstances et par le tems ait produit dans eux, les uns et les autres s'obstinent à n'y reconnoître que des sujets et des enfans : il faut les traiter toujours comme tels ; et cependant cette espèce d'immobilité, de fixité sur un seul point, on la fait coïncider avec tout ce qu'on peut inventer pour les frustrer de leur effet. Ainsi, métropoles et parens soignent de tous leurs moyens l'éducation de leurs enfans, cherchent à les pourvoir de toutes les facultés correspondantes à leurs besoins propres, comme à la facilité de leur établissement ; et puis, par une disposition bien contradictoire, ils ne s'étudient qu'à en restreindre l'usage, et qu'à le circonscrire dans le cercle de cette enfance, où ils aiment toujours à ramener des descendans trop hâtifs au gré de leurs desirs. C'est contrarier le vœu et la marche de la nature, c'est se contrarier soi-même ; mais cela n'en est pas moins dans l'usage à-peu-près universel.

Les métropoles ne voyant encore dans leurs colonies, comme la nature des choses le comporte, que des objets d'utilité, cherchent

d'abord à en tirer le plus qu'elles peuvent , et pour y parvenir, elles tendent à les faire prospérer ; mais cette prospérité est le piège inévitable où elles doivent se prendre ; car la prospérité des colonies n'étant pas séparable de l'accroissement de leurs forces, celles-ci sont la mesure de celle-là ; et la colonie, après avoir prospéré pour le compte d'autrui, cherche à prospérer pour le sien. Ainsi , dans les familles, l'enfant qui s'est associé avec l'âge aux travaux et à l'industrie de ses parens, cherche avec le tems à l'employer pour lui-même , et à former à son tour une famille séparée, dont il sera le chef, en attendant qu'il y soit remplacé de la même manière. C'est l'allure commune du genre humain et le principe de sa diffusion. Ce résultat inévitable ne doit pas plus dégoûter les hommes de la paternité, que les métropoles des colonies. Ce sont des maux nécessaires auxquels il faut savoir se soumettre, et des conséquences qu'il faut subir, dès qu'on en admet le principe.

Les métropoles ont oublié et oublient encore d'observer cette gradation, et d'y coordonner leur conduite ; elles ne peuvent

traiter toutes leurs colonies de la même manière, ni comme au même âge. Il faut tenir compte de leurs progrès en tout genre, et de leur situation respective. Ainsi le mode d'administration, la mesure d'égards, qui convient à l'un, qui sont dus à l'autre, ne convient pas à celui-ci, n'appartiennent pas à celle-là, non plus qu'à la même colonie en toute circonstance et en tout tems. Cet oubli a coûté à l'Angleterre l'heureuse perte de l'Amérique : elle sera au même prix pour toutes les métropoles qui commettront la même inadvertance.

L'art des métropoles est de bien observer le développement de leurs colonies, de suivre leurs progrès, de se régler sur eux pour marcher toujours à hauteur, d'éviter de se commettre avec elles par des prétentions ou par une fermeté hors de saison, de céder sur tout ce qui est raisonnable, d'en prévenir jusqu'au desir, et de tâcher de substituer imperceptiblement les liens de l'amitié et de la reconnaissance à ceux de l'autorité, que le tems va toujours en relâchant. Voilà les principes véritables d'une conduite calculée de la part des métropoles. Toute autre n'est propre qu'à les commettre avec leurs colonies, et qu'à

leur faire perdre irrévocablement leurs profits et leur attachement. Malheureusement c'est ce dont les métropoles ne s'occupent guères, et l'on n'en voit aucune graduer ses procédés sur l'accroissement progressif de ses colonies.

Les métropoles ont transporté dans les colonies tous les arts meurtriers de l'Europe; elles les ont abondamment pourvues de tous les moyens de résistance. Ainsi, en élevant des forteresses, en bâtissant des arsenaux, en établissant des chantiers, en formant les colons à la tactique de l'Europe, ont-elles fait autre chose que créer au milieu des colonies les moyens de leur résister, et finalement de les expulser. Sûrement ce n'est pas dans cette vue qu'elles ont travaillé, on le sait assez; mais qu'importe, le résultat n'en est pas moins constant, l'*égoïsme* de ces établissemens ne pouvoit avoir qu'un tems pour elles, celui des colonies devoit arriver à son tour, comme celui des enfans de famille; et si ce résultat est inévitable, ne prouve-t-il pas que l'indépendance l'est aussi, et qu'elle est dans la nature des choses. Quand Galvez a donné au Mexique des chantiers, des arsenaux, des fonderies, rivales de celles de la métropole,

n'a-t-il pas , avec la plus grande pureté d'intentions , fait du Mexique même le rival de l'Espagne , et ne l'a-t-il pas armé de toutes pièces contr'elle ? Quand la France transportoit sur le mole Saint-Nicolas , des défenses égales à celles qui couvrent sa propre frontière en Europe ; quand elle transportoit à Saint-Domingue cinq cent mille nègres , sûrement elle ne songeoit qu'à s'assurer la possession de cette précieuse colonie , qu'à étendre la culture à laquelle elle devoit tout : qui ira maintenant s'emparer de ces mêmes remparts ? qui arrachera les armes à cette multitude d'affranchis , formés à l'art des combats , à la discipline de l'Europe et au même degré qu'elle ? Voilà comme la prospérité des colonies et leur instruction tournent , avec le tems , contre les métropoles. Et cependant , comme on ne peut avoir des colonies que pour les faire prospérer , il s'ensuit qu'on ne peut en avoir que pour un tems ; que l'indépendance est innée avec elles , et qu'elle existe dans des germes que le tems et les circonstances développent inévitablement.

En augmentant les progrès de leurs colonies , les métropoles ont aussi augmenté leurs

lumières et leurs prétentions. Sans parler de celles qui résultent du tems et de la communication avec la métropole et le reste du monde, celles-ci ont eu l'imprudence d'associer leurs colonies à tous leurs débats, et de remuer mille questions, aussi dangereuses pour elles, que les lectures peu châtiées le sont pour la jeunesse. Ainsi, depuis près de cinquante ans, on a jeté dans le public mille dogmes nouveaux sur l'utilité intrinsèque des colonies, sur la convenance de leur union avec les métropoles; les gouvernemens eux-mêmes n'ont pas craint de se rendre les apôtres de ces nouveautés; ils ont regardé froidement agiter avec fureur la question de l'esclavage; ils s'y sont rendus parties, et tandis qu'ils multiplioient et laissoient propager aux colonies les amorces d'indépendance, ils y joignoient celles de l'intérêt même des colonies, par des essais très-atrayans pour elles et très-dangereux pour les métropoles. Ainsi, l'arrêt du conseil du 30 août 1784, ouvroit en partie les colonies aux neutres, il ouvroit la brèche devant l'ancien édifice de l'exclusif. Comment ramener les colons, quand les inconveniens de cette erreur se font sentir? Comment

leur faire quitter leurs nouvelles jouissances, et reprendre l'ancien joug ? Dans le cours de cette guerre, l'Espagne permet à l'Amérique des liaisons avec les neutres ; on en abuse, l'abus amène le retrait de la loi ; tout, comme par le passé, doit être fourni par l'Espagne. Mais comment forcer le colon à renoncer aux douceurs de ses nouvelles liaisons ? Comment forcer le neutre à oublier la route de ce nouveau débouché ? Et quel moment l'Espagne a-t-elle pris pour rendre cet arrêt burlesque ? Précisément celui où bloquée elle-même dans tous ses ports, elle ne peut ni approvisionner l'Amérique, ni lui en imposer. N'est-ce pas lui ordonner de se laisser manquer de tout ou de désobéir ? L'Amérique, avec le goût encore tout frais du commerce des neutres, y renoncera-t-elle tout de suite, y renoncera-t-elle pour toujours ; et la prolongation de la guerre augmentant sa détresse et en même-tems l'impuissance de la métropole, n'augmentera-t-elle pas en elle le désir et le besoin de s'en séparer ? Tous ces essais, il faut le dire, sont on ne peut pas plus mal calculés. Il falloit bien se garder d'éveiller dans les colonies un sentiment qui ne s'y manifesterà que trop, l'on

peut en être sûr. Il falloit , au contraire , prendre un parti absolu , et au lieu de flotter entre deux systèmes et s'en donner tous les inconvéniens , il falloit , ou donner franchement et entièrement l'indépendance aux colonies , ou proscrire absolument tout ce qui pouvoit s'y rapporter , et en exciter le sentiment. C'est ainsi qu'il faut procéder en toutes les grandes affaires ; c'est le seul moyen de les terminer , ou du moins de retenir long-tems sur le bord du précipice , ce qui doit nécessairement y tomber. Malheureusement l'Europe a toujours suivi une autre méthode ; et avec ses demi-mesures et ses demi-partis , qui ne soulageoient que sa paresse , elle est parvenue à établir dans le nouveau monde , le même *imbroglio* que dans l'ancien.

Les essais d'indépendance que l'Europe , et sur-tout l'Angleterre renouvelle par-tout , sont aussi très-propres à la répandre et à la rendre bientôt universelle ; nous les avons déjà cités plusieurs fois , aussi nous dispensons-nous d'y revenir. L'Angleterre ne peut suffire à la garde de toutes les colonies qu'elle peut envahir ; l'Angleterre , comme commerçante , a peu d'intérêt à la souveraineté d'une

colonie , mais seulement à son commerce : l'indépendance est donc ce qui lui convient le mieux , ou plutôt c'est la seule chose qui lui convienne ; tout le reste est hors de son ressort. Mais ce qui constitue son avantage particulier contribue-t-il de même à celui des autres ? Cette spéculation , pour être bien anglaise , est-elle bien coloniale ? Tient-elle aux loix du bon voisinage qui règlent les objets d'intérêt commun ? Et en semant l'indépendance sur des points épars autour des grandes colonies , en les environnant d'un atmosphère de liberté , ne les en imprégnera-t-elle pas ? Les colonies anglaises ne s'en imbiberont-elles pas comme les autres ? L'Angleterre travaille donc évidemment à la séparation de ses colonies contre elle-même , en multipliant sous leurs yeux et à leurs portes , les exemples de liberté. Si elle met encore quelque prix à ses colonies , si elle ne porte pas ses vues vers l'indépendance générale de ces contrées , de manière à s'en attribuer le commerce universel , elle commet une faute dont elle ne tardera pas à ressentir les effets. Quand on réfléchit à l'état de ces colonies , à celui des puissances qui en sont propriétaires , on ap-

précie la facilité de cette *échappée* générale des colonies , on sent à combien peu de chose tiennent ces beaux fleurons de la couronne de l'Europe. Les colonies françaises sont presque indépendantes. Les colonies espagnoles sont affamées, sont à la merci des ennemis du dehors, de ceux du dedans, des révolutionnaires, et sans secours, comme sans crainte de la part de la métropole. On ne peut être plus près de l'indépendance. Les colonies hollandaises sont révolutionnées modérément, il est vrai, et à petit bruit, comme tout ce que fait le Hollandais; mais enfin elles n'en sont pas moins sous la loi de la révolution, et par conséquent, dans le chemin de l'indépendance. On ne peut pas parler des colonies suédoises et danoises; ce sont des infiniment petits, qui seront emportés dans le tourbillon, et entraînés dans le mouvement général; elles ne peuvent être considérées comme des points de résistance. Restent donc les colonies anglaises, qui seules, dans ce déluge de maux, ont conservé une ombre de gouvernement; ce sont les *ancres de miséricorde* des colonies.

Mais ne sont-elles pas elles-mêmes atta-

quées au-dedans et au-dehors ? Les premiers coups portés sur elles , ne partent-ils pas de leur propre métropole , qui agite imprudemment et sans cesse la question la plus désastreuse pour elles , celle qui frappe à la racine de leur existence , la question de l'esclavage ? Ces attaques , car elles en sont , et de la nature la plus dangereuse , ne coïncident-elles pas avec celles que les révolutionnaires des Antilles ne cessent de leur livrer , tantôt sous une forme , tantôt sous une autre ? Combien de complots importés de l'étranger , ou nés sur le sol même de ces colonies , n'a-t-il pas fallu étouffer depuis quelques années ? Combien de tems ces colonies isolées conserveroient-elles la dépendance au milieu de l'affranchissement général des autres colonies , au milieu de l'autorité de leurs exemples , et de la séduction de leurs principes et de leurs missionnaires ? Il est bien évident qu'elles ne tarderont pas à suivre leur sort ; que dans cet état de *siège* de la part des colonies libres , elles coûteront plus à garder qu'elles ne rendront : il est clair aussi que tout ce qui se passe aux colonies , est un acheminement nécessaire vers le changement qu'un

seul évènement suffit pour amener avec rapidité. Qu'une seule grande colonie se détache de la métropole avec éclat ; qu'elle joigne à cet acte tout ce dont on sait si bien s'environner dans ce tems-ci ; qu'une seule puissance coloniale, grande ou petite, par des motifs quelconques, vienne à reconnoître l'indépendance, et l'on verra qu'elle étoit la solidité de la dépendance des autres colonies, et des liens qui sembloient les unir à leurs métropoles. La séparation seroit très-favorisée par la manière bizarre dont les Européens sont établis aux colonies, et par celle dont leurs possessions sont mêlées et comme enchevêtrées l'une dans l'autre : ils y sont inégaux, mélangés, envieux les uns des autres ; les uns y sont en état permanent de contrebande contre les autres : ceux-là ne cherchent qu'à profiter des malheurs ou des fautes de ceux-ci. Il n'y a aucun ensemble, aucun point de contact, ou de communauté, entre des propriétaires qui, cependant, ont ensemble un trop grand nombre d'affinités, pour n'avoir pas besoin de s'entendre sur un certain nombre d'objets qui sont d'un intérêt commun. Car il n'en est pas aux colonies, de même qu'en Eu-

rope , où les états sont assez distincts pour n'avoir jamais d'influence l'un sur l'autre , jamais rien de commun ensemble : comme la Suède et le Portugal , par exemple , ou Naples et le Danemarck ; tandis qu'au contraire , dans les colonies , à quelque distance que l'on soit de lieu et de domination , il y a néanmoins des objets d'un intérêt tellement commun , tellement majeur , comme l'esclavage et l'exclusif , qu'ils ne permettent pas de divisions , pas même d'indifférence , ces deux points tenant à l'état même des colonies , et affectant le fonds de leur existence. L'intérêt commun des métropoles et des colonies , exige qu'elles s'entendent enfin sur ces points élémentaires pour lesquels la diversité a la plus fâcheuse influence , et qu'elles établissent enfin entr'elles une espèce de police générale , pour se soustraire mutuellement aux effets d'un arbitraire qui est du plus grand danger pour chacune en particulier. Mais ce qui met le comble aux fautes des Européens et à leurs manquemens habituels à l'égard de leurs colonies , c'est leur inconcevable apathie sur ces précieuses possessions , au milieu de la conflagration générale , allumée par la révolution. L'Europe

regarde brûler ses colonies ; elles les voit englober par la révolution , envahies successivement par elle , sans opposer ni prévoyance au danger , ni résistance à ses effets : on diroit qu'elles ne lui appartiennent pas , qu'elles ne lui importent pas , que leur perte , que leur incendie est un spectacle *comme un autre* , un feu dont les flammes ne peuvent jamais l'atteindre : l'Europe a été , s'il est possible , encore plus dépourvue de prévoyance et d'accord pour ses colonies , que pour elle-même. Il y a eu , sur cet article si important , un *laissez-aller* , un abandon du plus sinistre augure. Ah ! ce n'est pas ainsi qu'on possède , ni qu'on mérite de posséder utilement et long-tems ; c'est par des soins , des attentions , des efforts soutenus , en un mot , par tout ce qui constitue un gouvernement véritable. A la première annonce , à la première explosion de la révolution , les métropoles , au lieu de se livrer au sommeil , ou à de commodes illusions , devoient se réunir pour en écarter toute approche de leurs colonies ; elles devoient embrasser en commun , les mesures les plus viriles , se prêter mutuellement secours et resserrer les liens de l'au-

torité et de la police dans les colonies, en même-tems que ceux de la bonne amitié et de l'harmonie entr'elles. L'a-t-on fait ? a-t-on songé à le faire ? Pas plus qu'en Europe : aussi n'est-on guères moins embarrassé dans un pays que dans l'autre.

Mais ces causes, toutes prochaines, tout efficaces qu'elles puissent être pour l'accélération de l'indépendance des colonies, que sont-elles auprès de la révolution qui, suspendue, comprimée, ou triomphante, n'a pas cessé de pousser de son bras irrésistible, les colonies vers l'indépendance, et y fait contribuer ses ennemis, autant qu'elle le fait par elle-même ? Si ces premières causes que nous avons retracées, devoient amener l'indépendance, c'étoit successivement avec les progrès nécessaires et le développement des circonstances et du tems ; si on ne pouvoit échapper à ce changement, on avoit le tems de le modérer, de le tempérer : mais ici c'est toute autre chose, la catastrophe est brusque, l'impétuosité de son cours ne laisse le choix ni du mode, ni du moment. Les colonies tendent vers l'indépendance, avec la même vitesse que les corps en chute tendent vers la terre :

encore un moment , et la révolution les enlève à l'Europe , pour les livrer à toutes les horreurs dont elle a été le théâtre.

Développons cette proposition , et cherchons dans son résultat , ce qui appartient directement ou indirectement à la révolution.

L'œuvre propre de la révolution dans cette grande affaire , la part qu'on ne peut lui contester , sont les principes et les pratiques qui en sont inséparables. La révolution ne connoît point , elle ne peut connoître d'esclavage ; elle appelle également aux places le nègre et le blanc , le maître et l'esclave ; elle ne voit en eux que *l'homme* ; elle brise toutes les sages barrières qui les séparoit , elle brise par là-même les liens des colonies avec les métropoles , elle les affranchit de l'Europe , comme elle affranchit l'esclave de son maître. L'indépendance ou la fin de l'esclavage sont la même chose ; elle est même quelque chose de plus , car elle est la fin même des colonies. En effet , à quoi sont-elles bonnes sans esclaves ? et des colonies qui ne sont plus bonnes à rien aux métropoles , ne sont-elles pas indépendantes par là-même ? Car à quoi bon

s'épuiser en leur faveur , pour n'en avoir que les épines ? Elles étoient déjà si embarrassantes quand on jouissoit de leurs fruits , que sera-ce donc quand on n'en aura plus que les dégoûts ? Mais si la révolution fait perdre aux métropoles *le vouloir* pour leurs colonies , elle leur en fait perdre plus sûrement encore *le pouvoir* ; elle affranchit , elle arme , elle discipline les nègres , elle les laisse s'élever à tous les grades. Dans toutes les professions elle les y porte , elle leur applaudit , elle les admire quand leur conduite répond à leur élévation , quand ce sont *des Toussaint-Louverture , des Raymond , des Oger* , et mille autres. Comment aller les détrôner , les faire redescendre à leur ancienne condition ? Comment partager l'empire avec des gens qui sentent très-bien que pour eux il n'y a pas de milieu entre le trône et les fers , entre servir et régner ? Comment les désarmer dans le nombre où ils sont , et dans le besoin qu'ils ont de ces armes , qui font leur sauve-garde ? Comment même les gagner ou transiger avec eux ? Voyez ce qui se passe à Saint-Domingue ; on a beau faire luire aux yeux des nègres réunis en corps *d'armée et de conseil* , toutes les

espérances et toutes les jouissances , liberté , assimilation en tout aux blancs , droits de cité , chaises curules dans la métropole , cession des propriétés dans la colonie , rien n'y fait , rien ne les désarme ; et à bon droit , parce qu'ils sentent très-bien que tout cela reste au-dessous de leurs besoins , et par conséquent de leur but. Ils ont besoin d'être libérés de la métropole comme de leurs maîtres , pour être tout-à-fait libres , pour se croire et se sentir tels. Comment aller contre un pareil sentiment ? Les colonies purgées des blancs , il est vrai , mais infestées de nègres qui sont armés , n'auront pas la complaisance de s'astreindre à l'exclusif comme les blancs d'autrefois , qui étoient seuls armés. Dans ce pays , la force a souffert un déplacement complet ; elle est passée de l'Europe aux colonies , des mains du blanc à celles du nègre. Jadis c'étoit l'Europe qui y disposoit de la sienne propre et de celle de toutes les colonies ; aujourd'hui ce sont les colonies , qui avec la leur seule , savent très-bien se passer de celle de l'Europe , pour reprendre la même autorité. Il faut les reconquérir. Quel changement dans cet état ! Les nègres profitent de tous leurs avantages , tra-

fiquent avec les neutres , et vivent séparés d'une métropole qui ne peut plus rien pour eux ni contr'eux. Leurs relations avec les neutres , avec la Jamaïque , sont ouvertes et avouées. On sait tout ce qui s'est passé entre les chefs de Saint-Domingue et les chefs de la Jamaïque , les messages répétés de ceux-ci à Saint-Domingue , les ébauches de traités pour y lier des relations commerciales. L'Angleterre a abandonné Saint-Domingue à cause de son étendue , qui étoit disproportionnée avec ses forces , mais qui par sa richesse , est très-convenable à son commerce. Elle n'a pas besoin d'une embarrassante souveraineté , mais d'un commerce libre , et l'indépendance le lui donne ; elle doit donc la favoriser de tout son pouvoir : elle le fait aussi. Mais comment rompre toutes ces relations , tous ces nouveaux liens affermis , resserrés par l'usage , par la convenance , par le sentiment journalier de l'intérêt ? Comment les faire abjurer en faveur de l'exclusif , qui y substitue autant de gênes que la liberté y faisoit éprouver d'avantages ?

La révolution a donc , par elle-même , engendré l'indépendance des colonies , et en a

déposé un germe au milieu d'elles, en même-tems que ses principes. Joignez-y les manœuvres directes et indirectes, celles de ses agens propres, et de ceux qui sont sortis de son sein, qui se sont donné leur mission à eux-mêmes; joignez-y l'autorité des exemples, les imitations publiques ou cachées, et vous verrez jusqu'à quel point la révolution porte vers l'indépendance par son influence nécessaire. La révolution a beau s'en défendre, elle a beau vouloir arrêter le cours de son propre développement, se borner et se restreindre elle-même dans ses effets; sa force répressive ne s'étend que sur elle-même et à ses subordonnés; elle est sans pouvoir sur tout ce qui est par nature, ou par choix hors de son ressort. Par exemple, en 1798, des individus non-patentés par elle, s'embarquent à Hambourg pour aller révolutionner le Brésil. L'œil vigilant du gouvernement anglais les suit sur les mers, les arrête au port même où commençoit leur apostolat. Ils n'étoient point les missionnaires de la révolution, il est vrai, mais ils en étoient les disciples; et comme ils étoient à-la-fois dans ses principes et hors de sa juridiction, ils alloient professer

les uns sans pouvoir être retenus par l'autre. Telle est l'influence des principes et des choses purement morales ; elles appartiennent , par essence , à tout le monde ; et une fois mises en lumière , rien ne peut en contenir l'essor , ni en régler l'usage. Des nègres et d'autres révolutionnaires français, sous toutes sortes de déguisemens , s'introduisent à la Jamaïque ; une conjuration du genre le plus atroce s'y forme ; elle va éclater. Le gouvernement établi par la révolution y a été absolument étranger par ses agens , mais il ne l'est pas par ses principes ; il ne peut pas empêcher qu'ils n'aient germé dans certaines têtes ; il ne peut être le confident de leurs pensées et de leurs projets : il ne peut donc les retenir. L'effet n'en est pas moins constant que s'il l'avoit commandé ; il est en paix , mais ses principes sont en guerre , et la continueront toujours , même malgré lui. Ceux que la révolution a propagés sur les colonies , agiront donc sur elles , indépendamment de la coopération de la révolution. Ils ont une action propre qui n'a pas besoin d'être secondée , et la révolution continuera de travailler ainsi à l'indépendance , de ronger , d'user les liens des métropoles avec les colo-

nies ; elle a , dans ses principes seuls , des auxiliaires , des substituts , qui suffisent pour compléter son ouvrage.

Croit-on d'ailleurs que la révolution voulût se refuser à un appel d'indépendance , ou qu'elle le pût , quand elle le voudroit ? Qu'une des conspirations rapportées plus haut eût réussi : elle avoit lieu en pays ennemi , on ne l'eût pas refusée ? Voilà de grandes colonies de plus indépendantes , en entraînant d'autres à leur suite. Etoit-ce sur terre neutre ? Comment s'y refuser sans manquer aux principes ? Le gouvernement français , qu'on se plaît à regarder comme auteur de ces mouvemens , n'a pas besoin d'y prendre part ; il est fort distinct de la révolution ; pour en avoir été le berceau , le foyer , elle ne lui appartient cependant plus , elle est à tout le monde comme à lui : tout ce qui la subit , devient son allié , à *cause de sa puissance* (1). Cela est vrai , mais non pas à *titre de filiation*. On peut se révolutionner en Suède , en Amérique , sans le moindre concours du gouvernement fran-

---

(1) Il faut se rappeler que cet ouvrage a été écrit en 1797.

çais , seulement en vertu de ses principes qui ne sont pas sa propriété , quoiqu'ils soient *sa progéniture* , mais qui , comme *moralité* , appartiennent à tout le monde. La révolution travaillera donc par elle-même , en tout tems et en tous lieux , à révolutionner ; et son œuvre se diversifiant , suivant les sujets , aux colonies , elle sera toujours affranchissement et indépendance ; elle commencera toujours par ces deux articles , qui amèneront toujours les autres.

Par principe élémentaire , la révolution est donc indépendance aux colonies ; elle l'est encore plus efficacement par ses accessoires : nous entendons par-là les changemens qu'elle a introduits en Europe , et aux colonies , la guerre , et le but même de la révolution.

La révolution a tout changé en Europe , et le contre-coup de ce changement porte sur les colonies et vers l'indépendance. La Hollande est révolutionnée et morcelée : par ce premier acte , ses colonies seront aussi révolutionnées par leur liaison avec la métropole ; par le second , ce pays , déjà trop foible avant la révolution , est hors d'état de contenir ses colonies : nouveau moyen d'indépen-

dance. Surinam est indépendant de fait, Curaçao l'est aussi.

Les colonies françaises sont complètement révolutionnées. Saint-Domingue est en indépendance de fait, et en attitude de l'être de droit, quand il le voudra.

Les colonies anglaises des Antilles sont attaquées à-la-fois par le dehors et par le dedans. Le voisinage des colonies françaises révolutionnées est du plus grand danger pour elles, et la conduite du gouvernement anglais l'est encore davantage.

Les colonies espagnoles sont à la merci de tout le monde et de tous les évènements.

La France a acquis la partie espagnole de Saint-Domingue; c'est l'avoir donnée à la révolution. Si le sort des armes lui eût attribué quelque autre possession coloniale, c'eût été autant d'ajouté à la révolution. Tout, dans les accessoires propres de la révolution, contribue donc à la propager, et l'indépendance par elle et avec elle.

Mais où son action est la plus forte, c'est ans la guerre; c'est là où elle n'agit pas par elle-même, mais où elle emprunte le bras d'autrui, qu'elle opère avec plus d'activité

peut-être , qu'elle ne le feroit elle-même ; et ceci est un des phénomènes les plus singuliers de la révolution ; elle est devenue conquérante en Europe ; elle s'y est rendue formidable et presque inattaquable. Les élémens de puissance de son principal ennemi, ne correspondent pas aux siens ; c'est sur mer que celui-ci triomphe , comme la révolution le fait sur terre. Il attaquera donc les colonies ; il y cherchera les dédommagemens , les compensations que le continent lui refuse ; il deviendra donc conquérant de colonies ; mais ne pouvant les garder toutes , ne pouvant non plus les restituer à l'ennemi , il les rendra indépendantes pour l'en priver , et pour les gagner à son commerce. Cette marche est forcée ; elle est déjà observée et remplie ; mais la guerre se prolonge , les dépenses augmentent , de nouveaux besoins de crédit demandent de nouvelles hypothèques ; où les prendre ? Celles de l'Europe sont à-peu-près épuisées : on les demandera au commerce ; celui-ci aux colonies ; on conquerra donc pour le commerce , c'est-à-dire , pour l'indépendance : tout cela est forcé. Les hasards de la guerre ont livré à l'ennemi les colonies

hollandaises , quelques colonies espagnoles et françaises ; il continuera de conquérir celles qui restent ; et de proche en proche , le besoin les lui fera conquérir toutes. Mais comme il ne peut les garder , tout en devant en profiter ; comme il ne peut en profiter , qu'en les séparant des métropoles , il les fera indépendantes pour les faire ses tributaires , et libres de la métropole pour les rendre dépendantes de son commerce. Le tems obligera l'Angleterre à procéder ainsi. Suivez sa conduite dans le cours de la guerre ; elle commence par se jeter sur les colonies françaises ; elle s'établit dans les deux îles militaires de Sainte-Lucie et de la Martinique. La Guadeloupe ne peut être conquise ; Saint-Domingue ne peut être gardé ; l'une est trop forte , l'autre est trop grand ; elle abandonne ces îles à elles-mêmes , à la révolution , c'est-à-dire , à l'indépendance , dont la révolution et le cours des évènements leur feront une loi , bien sûrs qu'ils ne peuvent manquer de lui ramener ces deux colonies , et de les rattacher à son commerce au défaut de ses armes.

La Hollande est englobée , en Europe , dans la révolution. Aussitôt ses colonies sont

envahies en Asie , en Afrique , en Amérique ; celles qui conviennent à l'Angleterre par leur position , par le peu de frais de leur garde , seront occupées par elle , le reste sera livré à lui-même , à l'indépendance. Ainsi le Cap , Ceylan , les établissemens hollandais aux deux côtes de l'Inde , les petites Moluques , Saint-Eustache , tous ces points de convenance , d'utilité et de peu de frais , seront accaparés et gardés par l'Angleterre ; mais elle laissera Surinam s'affranchir ; elle s'abstiendra d'y régner , et se contentera de s'approvisionner. Elle n'y aura pas d'autre sceptre que celui du commerce , et celui-là la dédommagera amplement du premier. L'Espagne est entraînée dans la guerre ; l'Angleterre saisit la superbe île de la Trinité ; elle ne prononce pas sur la souveraineté , elle se borne à jouir de son commerce et à en faire son entrepôt avec le continent espagnol. Cependant la guerre se prolonge , les frais augmentent ; ce n'est encore que le crédit qui peut y pourvoir ; il faut donc l'augmenter , le fortifier par de nouvelles bases , c'est-à-dire , par de nouvelles hypothèques. Alors tombe Tippoo-Saïb ; ses trésors , l'extension de puissance et de commerce

que ses états donnent à l'Angleterre , fournissent pour un tems à son crédit. Mais bientôt il lui faut d'autres bases : aussi , l'on médite déjà en Asie la conquête de Manille , en Amérique celle de Porto-Ricco , qui amèneroit bientôt celle de la Havanne ; mais comme on ne peut garder à-la-fois toutes ces colonies , comme leur nombre et leur étendue surpassent de beaucoup les facultés de l'Angleterre , il faut les rendre indépendantes , pour pouvoir en jouir par le commerce. Ainsi chaque année de guerre force l'Angleterre de conquérir à l'indépendance de nouvelles provinces. Ainsi chaque nouvelle année de guerre la forcera encore à renouveler des conquêtes du même genre , à pousser ses empiétemens sur les colonies encore existantes ; c'est toujours sur elles qu'elle cherchera la réparation des brèches que l'on fait à son crédit. Lorsque les colonies isolées seront épuisées , ce qui ne tardera pas , elle sera réduite à attaquer la grande colonie du continent américain ; mais comme ce continent se défend par sa masse seule , comme il surpasse infiniment en guerre comme en paix , toutes les forces disponibles de l'Angleterre , il ne lui res-

tera d'autre ressource que de se déterminer à l'indépendance, que tant de motifs lui persuadent déjà. Cette marche est toute tracée, et ce résultat est inévitable; il faut être aveugle pour ne pas l'appercevoir distinctement. Ainsi la guerre se fait au profit de l'indépendance des colonies ; elle se fait par la main même des ennemis de la révolution , qui sont obligés de conspirer avec elle pour l'établir, afin de n'être pas engloutis par elle ; car voilà leur position au vrai. Tel qui combat ou a l'air de combattre la révolution en Europe , combat avec elle et pour elle aux colonies , et le fait forcément. L'indépendance n'en avance pas moins , de quelque côté que viennent ses progrès : les colonies la reçoivent également de main amie et ennemie. Si la guerre contribue directement à l'indépendance , elle n'y contribue pas moins indirectement par l'interruption prolongée des relations avec les métropoles. Celles-ci tombent *en désuétude*, et pour ainsi dire en *quenouille*, pendant cette longue séparation. D'autres relations se forment , s'établissent , et une fois établies il n'est pas aisé de les rompre , sur-tout en faveur de la métropole , dont les relations sont

toujours plus chères pour la colonie, que celles avec les étrangers. Le blocus des métropoles de l'Europe, occasionné par la guerre, est donc un véhicule très-puissant vers l'indépendance, et c'est encore un effet de la révolution, quoiqu'il ne le soit qu'indirectement.

Cette influence s'étendra encore plus loin, et il faut savoir appercevoir à l'avance ce nouvel effet. En quel état, en effet, se trouveront les puissances coloniales à l'époque la plus désirée, celle de la paix? où en seront-elles, tant en Europe, que dans les colonies? Les unes regorgeront de colonies; les autres en seront tout-à-fait privées: celles-ci n'en retrouveront que de révolutionnées; celles-là seront trop affoiblies pour garder les leurs. L'Angleterre voudra garder le cap de Bonne-Espérance, encore plus la dépouille de Tippoo-Saïb; la France tiendra à la totalité de Saint-Domingue, quoiqu'elle ne sache qu'en faire. Quelle sera l'issue et la porte de sortie de tout cet *imbroglio*, le point de réunion entre tant d'intérêts contradictoires et exclusifs? Comment les concilier? comment les faire fléchir mutuellement? N'est-il pas évident que l'indépendance deviendra la seule solution, qu'elle paroîtra le supplément de toutes

les autres, et qu'en désespoir de cause, le foible et le plus lésé y cherchera son dédommagement ou sa vengeance? N'est-il pas dans la nature des choses, que la France, par exemple, à laquelle la restitution de ses colonies ne rendra presque que des cendres, tandis que ses rivaux retrouveront, ou continueront de voir les leurs florissantes, blessées d'une infériorité aussi dommageable pour elle, cherchera à la compenser par l'abaissement de ses rivaux qu'elle le cherchera dans la séparation de leurs colonies, et qu'elle travaillera à les porter vers l'indépendance.

La guerre de la révolution a rompu toute proportion entre les marines de l'Europe; c'est une assertion qu'on ne peut point malheureusement contester. Cette guerre a de plus développé cette vérité, qu'il n'y avoit pas de colonies sans marine, et que le plus puissant en marine étoit, par cela seul, le maître de toutes les colonies. Les puissances coloniales ont donc senti qu'elles ne possédroient plus de colonies que sous le bon plaisir de l'Angleterre. Quel est le remède à cet état précaire? *l'indépendance*; car on ne se condamne pas à posséder pour autrui. La supériorité du commerce anglais produit le même effet, par

la fréquentation de ses vaisseaux aux colonies, y apportant les produits de l'industrie anglaise, attrayans sous tant de rapports. Comment les métropoles remettront-elles sous le joug de leur dispendieuse industrie, des colonies accoutumées à des jouissances d'un tout autre ordre? Qu'on en juge par ce qui se passe en Europe, où tout le génie fiscal ne peut fermer l'entrée des états même ennemis, à ces séduisans ouvrages qui se jouent des prohibitions qui les forcent, ou qui les franchissent, qui les éludent, ou les achètent. Dans l'état de communication habituelle où sont tous ces peuples entr'eux, il est désormais impossible de s'opposer à la force d'attraction qui attire le consommateur vers le bon marché et la bonne marchandise ; les gouvernemens se tourmenteroient, s'épuiseroient en pure perte dans une pareille lutte ; ils seroient seuls contre tous et chacun de leurs sujets. Il n'y a qu'une manière de s'en affranchir, c'est d'égaliser celui dont on ne peut se défendre ; cela seroit encore plus sensible aux colonies, qu'en Europe, parce que les moyens de surveillance y sont nécessairement plus relâchés. Ce que nous disons du commerce anglais en particulier,

on peut le dire du commerce des neutres en général ; car l'Angleterre exceptée , il n'y en a pas un seul qui ne soit plus avantageux aux colonies , que celui de la métropole. Mais les colonies ont eu et auront encore , pendant la guerre , le tems de savourer toutes les douceurs du commerce anglais et de celui des neutres , c'est-à-dire les douceurs de l'indépendance : comment les en priver après de longues habitudes ? et si on ne les en prive pas , pourquoi les conserver avec leurs charges , sans leurs profits , car les colonies sans exclusif , ne sont plus des colonies utiles pour les métropoles , ni intéressantes à conserver pour elles ? Quelle sera leur détermination dans une position aussi critique ; vers quoi doivent-elles se porter ? N'est-ce pas vers l'abandon de colonies dont il ne leur restera plus que l'embaras et l'indépendance ? N'est-elle pas dès-lors consentie par elles ; résultat nécessaire de toutes les nouveautés accumulées depuis vingt-cinq ans sur l'Europe et sur ces colonies. On peut même aller jusqu'à dire que cette indépendance si redoutée , sera une ressource pour les puissances inférieures en marine , et qu'elle deviendra pour elles un véritable contre-poids

à opposer à l'Angleterre : car dès qu'elles ne peuvent plus lutter contre elle , ni lui opposer une marine équivalente , il ne leur reste qu'à l'annuller autant que possible , c'est-à-dire à la rendre moins nécessaire , ce qui aura lieu avec l'indépendance. Les puissances n'ayant plus alors de colonies à protéger , n'ont plus que des occasions très-rares d'employer leur marine , et réduisent à-peu-près au même point, l'utilité de celle de l'Angleterre : elles seront en tems de guerre , approvisionnées par les *neutres* , comme elles le sont aujourd'hui ; et comme l'Angleterre ne peut venir les conquérir chez elles , ses flottes ne seront plus que de vains épouvantails sur leurs côtes , ou plutôt elles n'y paroîtront pas , car elles n'auront plus rien à y faire. Si l'Espagne n'avoit pas de colonies , à quoi serviroit le blocus de Cadix : si c'est à contenir la flotte militaire , ce n'est pas un malheur ; pour elle , car ses flottes ne sont presque jamais sorties que pour être battues ; mais c'est contre les colonies , contre le Mexique et le Pérou , contre les trésors qu'elle en tire , que le blocus est dirigé. C'est à Cadix que l'Amérique est bloquée ; voilà où l'Espagne est vraiment vulnérable , et ce dont elle

s'affranchiroit en se séparant des colonies qui lui échappent de toute part. Dans ce cas, il resteroit en *produit net*, aux puissances inférieures en marine, le bénéfice du corsairage sur le commerce anglais, qui doit toujours tourner à leur avantage, à cause du grand nombre de vaisseaux qu'il emploie. Ainsi, pendant que les flottes de Louis XIV avoient disparu devant celles du roi Guillaume, les corsaires de Saint-Malo désoloient le commerce anglais, et lui enlevoient quatre mille vaisseaux.

Enfin, et l'on doit en prévenir, la révolution tendra à l'indépendance des colonies, comme au seul terme correspondant à l'étendue de ses principes, ainsi qu'à celle d'une entreprise aussi vaste que celle qu'elle a formée; car l'indépendance générale des colonies est nécessaire à la France; elle est un besoin pour elle, elle est le dédommagement de ses colonies perdues, elle est la seule compensation possible avec la supériorité commerciale et navale de l'Angleterre; elle est la seule manière d'éluder sa puissance maritime. L'Angleterre ne peut jouir de colonies nombreuses et florissantes, et la France se passer tout-à-fait de colonies; l'égalité proportion-

nelle en souffriroit trop , et les effets en seroient trop sensibles sur la balance même de l'Europe , ils retomberoient sur elle autant que sur la France. Il n'y a que l'indépendance des colonies qui puisse l'affranchir de cette dépréciation , en lui ouvrant tout de suite un immense débouché , en l'associant à un commerce trop étendu pour être exploité par un seul. Il n'y a que l'indépendance qui puisse dédommager la France de ses immenses sacrifices , de ses longues privations , et donner en même-tems aux affaires générales le seul tour qui lui convient. Ce résultat ne peut échapper à la pénétration des chefs actuels de la France , mieux avisés en tout sens que leurs prédécesseurs. Ceux-ci ont presque toujours agi par convulsions , sans but déterminé et sans méthode ; en ouvriers mal habiles , ils ne connoissoient pas même la portée de leurs instrumens ; ils étoient portés par la révolution , dont ils étoient moins les directeurs que les devanciers , moins les *cochers* que les *coureurs*. L'ignorance continuelle des directeurs de la révolution sur sa nature et ses effets , les méprises qu'ils y ont tous également commises , sont un des phénomènes de la révolution , et

l'on rit également des terreurs et des hommages de l'Europe vis-à-vis des acteurs de cette grande scène , qui ne savoient pas leur rôle et qui n'en connoissoient pas l'esprit. Mais tout est changé ; ce n'est plus la partie grossière , mais la partie la plus subtile de la France qui la dirige aujourd'hui. Les plans qui émanent de son nouveau gouvernement ont un caractère prononcé de perspicacité et de mesure ; l'exécution en est hardie , prompte et sûre ; il conçoit et frappe à-la-fois. Comment un résultat aussi évident en lui-même , aussi important , pourroit-il lui échapper ? N'en doutons pas ; que la paix s'établisse en France , qu'elle se délivre de tous les embarras qui l'ont affligée jusqu'ici , et dont elle a déjà , dans ces derniers tems , simplifié une bonne partie , et l'on verra si les colonies échappent à ses regards pénétrants , si du premier coup ils ne tombent et ne se fixent pas sur leur indépendance. En revenant sur cette longue déduction des mobiles qui portent les colonies vers l'indépendance comme vers un terme inévitable et certain , on trouve que les colonies y tendent par elles-mêmes , par nature , et que hors des circonstances *hâtives* ,

elles ne peuvent manquer d'y arriver , par le développement successif et nécessaire de leurs facultés. On trouve encore que les métropoles ont fait tout ce qui étoit en leur pouvoir pour assurer et accélérer ce développement et ses effets , et que la révolution est venu mettre le comble à l'œuvre des métropoles et des colonies , et en rendre les résultats inévitables et prochains. Elle a rapproché la perspective d'un évènement qui étoit dans la nature des choses , mais que de sages tempéramens pouvoient retenir et y tenir enfermé encore long-tems. Si ce triste présage pouvoit paroître choquant à quelques esprits , nous leur dirions que dans l'état d'abandon général où est la cause coloniale , ce n'est que par les sensations les plus vives et les terreurs salutaires des plus tristes vérités , que l'on peut encore se flatter de ramener l'attention égarée sur cet objet si important. L'Europe est toute entière à ses champs de Mars , à ses tribunes , à ses voluptés ; nulle part elle n'est à ses colonies , nulle part on ne s'en occupe , nulle part on ne cherche le remède au mal présent , le préservatif au mal à venir ; et pendant ce tems-là l'ordre colonial s'ébranle , s'écroule , tantôt d'un côté ,

tantôt d'un autre ; de manière que semblables à ces édifices qu'il faut abandonner , à la suite de longues négligences , les colonies se trouveront , au moment qu'on s'y attendra le moins , englobées dans une ruine inévitable ; elles échapperont à l'Europe , qui se trouvera obligée d'en sortir , à défaut de les avoir soutenues par aucun soin , comme de les avoir entretenues par les moindres réparations. La prévoyance est importune , on le sait assez ; mais il faut savoir subir les inconvéniens même de cette incommodité , quand il s'agit de prévenir des malheurs aussi grands que ceux qui seroient évidemment la suite du déchirement des colonies , et de leur séparation non-préparée avec les métropoles. Cette nouvelle considération sera le sujet du chapitre suivant.

## CHAPITRE QUINZIÈME.

### *Dangers de la séparation non-préparée des Colonies.*

La séparation non-préparée des colonies , menace à-la-fois une partie des colonies et la

totalité des métropoles. Dans ces colonies de sang mêlé, la séparation accompagnée de l'affranchissement, compromet l'existence des colons, et les arme sur-le-champ, les uns contre les autres. Les noirs étant infiniment plus nombreux que leurs maîtres, et détestant les gens de couleur, voilà deux classes exposées, sur-le-champ, à leur fureur, comme elles l'ont été à Saint-Domingue, et malheureusement l'animosité qui règne entr'elles, les empêche de faire cause commune. La base de tous les complots aux colonies, à la Jamaïque, à l'île de France, à la Virginie, a-t-elle jamais varié? N'est-ce pas toujours par le massacre des blancs que l'on doit débiter? Et un baptême de sang, n'est-il pas toujours le premier signal de la régénération coloniale? Si les esclaves restent maîtres de la colonie, n'est-elle pas perdue par cela seul en elle-même et pour la métropole? Voyez encore ce qu'est devenu Saint-Domingue entre leurs mains affranchies; est-ce vers la culture qu'ils les ont tournées, ou vers le brigandage et les armes? Quels sont les corsaires qui infestent tous les parages de l'Amérique, qui mettent à mort tous les blancs qu'ils capturent? Sont-

ce des blancs ? non : ce sont leurs esclaves révoltés et indisciplinés , fuyant les occupations utiles et comme les barbaresques , ne cherchant plus que des proies sur les mers. La séparation brusque de la dépendance et de la discipline des métropoles , amène sur-le-champ cet affreux désordre. Si ce sont les colons eux-mêmes qui opèrent la séparation comme le firent les Américains , elle n'est pas , il est vrai , souillée de sang au début , mais elle est cause de troubles et de dérangemens dans les relations commerciales , par conséquent elle nuit à-la-fois aux métropoles et aux colonies ; car il n'en seroit pas ici comme en Amérique , où toute la révolution étoit calculée et conduite sur un plan préparé et développé entièrement par les hommes les plus habiles de leur pays , hommes qui auroient honoré l'ancien monde , comme ils honorent le nouveau. La révolution d'Amérique étoit restreinte par-là dans la classe des révolutions préparées ; elle ne partoît d'ailleurs que d'un seul point ; elle ne portoit à son tour que sur un seul ; il y avoit unité d'intérêt , de vues et d'action , comme de localités. Mais ici c'est tout le contraire ; au lieu de cette unité précieuse , unité qui a

servi de sauve-garde à l'Amérique, on n'aperçoit que des disparates, des contradictions, des sujets de division et de séquestration. Ce n'est pas l'ensemble des colonies, qui par un acte commun, spontanée et réfléchi, se sépare du même coup des métropoles; le divorce solennel du nouveau monde avec l'ancien, ne sera pas prononcé de cette manière, il n'est pas susceptible de cette forme; mais ce sera une série, une agrégation de séparations particulières, qui par leur réunion, formeront la séparation générale, dont les derniers actes seront précipités par le poids des premiers, sans avoir admis préalablement un centre commun de délibération et de conduite. Par exemple, quelques colonies, soit aux îles, soit sur le continent, touchent déjà à l'indépendance formelle ou en jouissent tacitement, le reste des îles y accède peu-à-peu; le grand continent américain espagnol se détache à son tour de la métropole. Ce n'est pas l'affaire d'un jour, que d'ébranler et de mettre en mouvement une pareille masse; mais une fois en action, quelle direction prendra-t-elle? Comment retenir quelque trace d'uniformité sur une aussi vaste étendue de terres, avec des

localités si bizarres , si séparées par les plus grands écarts que la nature se soit permis ? Ici la population indigène est inférieure ou soumise , là elle est supérieure et remuante , ailleurs elle est indomptée ; mille nuances couvrent ces pays encore nouveaux , comment se rattacheroient-ils d'eux-mêmes à une communauté d'intérêts , dont ils n'ont pas d'idée ni de modèle ? Avant que chacun de ces pays , abandonné à lui-même , ait pris une forme stable , avant qu'il ait prononcé sur lui-même , que de troubles , que de désordres , que de sang répandu ! Ailleurs on le versoit pour commencer , ici pour finir. Le résultat , pour être transposé , n'en seroit pas moins fatal à la colonie et aux métropoles ; car l'état des colonies étant de produire , celui des métropoles étant de les pourvoir , des colonies troublées sont des colonies moins productives ; tout désordre prend sur la culture , et le défaut de culture sur la consommation. La colonie produisant moins , ne peut aussi que moins consommer ; la métropole doit moins lui envoyer , et toutes les deux souffrent également de ce qui a l'air de n'en affecter qu'une seule. Qu'on multiplie maintenant ces *déficit* de cul-

ture et de consommation , par l'intensité et la durée des désordres qu'une anarchie générale, produite par une séparation imprévue , occasionneroit dans les colonies. Ici on voudroit être en république , là en monarchie ; en s'entendant même sur le fonds du gouvernement , comment s'entendrait-on sur les modifications ? A qui appartiendroient ces riches mines , cette espèce de propriété que la nature a prodiguée au nouveau monde ? De quels membres se formeroit une association particulière ? Par exemple , l'Amérique espagnole se réuniroit-elle , se diviseroit-elle , et en combien d'associations ? Aux Antilles , même embarras entre des colonies différentes de mœurs , de langage , de religion , de souveraineté ? Que de tems , que de malheurs , avant qu'un arrangement bien cimenté eût terminé toutes les difficultés , et tari la source des calamités qui en découleroit ! Et pendant ce tems , que devient la prospérité des colonies et celle des métropoles , qui y est enchaînée ? Ne descendent-elles pas ensemble dans le même tombeau ? Ne tombent-elles pas dans le même abîme , et le seul moyen de prévenir cette catastrophe , n'existe-t-il pas uniquement dans

la préparation calculée de cette séparation , qui en coupant , il est vrai , les liens des colonies avec les métropoles , ne le fait cependant qu'avec toutes les précautions que la prévoyance et la sagesse peuvent dicter , et que d'aussi grands intérêts réclament ? En préparant la séparation , en s'en rendant maître , on prévient tous les inconvéniens que nous venons de rapporter , et l'on joint aux fruits actuels des colonies , ceux qu'on est fondé d'attendre d'un meilleur ordre de choses. Par exemple , dans la séparation non-préparée , le mode de gouvernement , source la plus ordinaire des troubles civils , sur-tout lors de l'établissement , flotte sans régulateur et sans point d'arrêt , on n'en apperçoit d'aucune espèce ; au contraire , dans la séparation calculée , la substitution d'une autorité toute organisée est le premier acte qui suit la séparation , il en découle nécessairement , il n'y a ni suspension , ni hésitation dans les pouvoirs publics ; dans aucun moment , la sûreté et l'ordre ne sont intervertis , et les colonies continuent de jouir de leur tranquillité accoutumée , remplissent ainsi leur destination et le but de la métropole. La préparation de la séparation

donne aussi ouverture à un arrangement essentiel, qui manque dans le reste du monde, et qui ne peut avoir lieu qu'une fois et dans un seul moment, celui de l'établissement; nous voulons parler d'une bonne division de territoire dans toute l'étendue des colonies. Les limites des états, quelques-uns exceptés, ne sont pas le produit d'un calcul régulier, mais du hasard et de mille causes impossibles à assigner. Une fois constitués dans cet état, protégés par la prescription, il est bien difficile de les en faire sortir. La plus petite correction a coûté quelquefois des siècles de combats; que seroit-ce, s'il falloit les redresser tous à-la-fois? La bonté, la facilité de cet arrangement tient principalement aux localités. Dans les pays insulaires, dans ceux où la nature a posé des limites faciles à reconnoître, par l'interposition de grands fleuves, de grandes montagnes, les bornes des états se modèlent facilement sur ces démarcations toutes tracées: ainsi l'Angleterre est bornée par l'Océan, l'Espagne par les Pyrénées, l'Italie par les Alpes; la nature a fait les frais de leurs frontières actuelles: on n'entendrait pas en quoi elles auroient intérêt à en sortir;

il leur en a souvent coûté beaucoup pour y parvenir. L'Angleterre a combattu l'Écosse pendant des siècles, avant de la réunir à elle. La France a, dans ces derniers tems, beaucoup insisté sur la convenance des frontières naturelles; elle a appuyé sa doctrine de l'appareil de ses victoires. Ce principe est bon en lui-même, mais il pourroit devenir vicieux dans son application, si on la rendoit trop générale; car alors on courroit risque de blesser un trop grand nombre d'intérêts préexistans. Entr'états coexistans depuis long-tems, avec des rapports aussi établis depuis long-tems, de pareils remuemens seroient impraticables en eux-mêmes, ils ouvreroient toutes les portes à l'arbitraire, à la violence, aux dommages; le plus fort auroit toujours besoin de toucher à sa frontière, tantôt pour une raison, tantôt pour une autre. Pour prévenir ces désordres, la justice et l'intérêt général doivent s'interposer entre le foible et le fort, et servir de barrière contre l'oppression. Par conséquent, il n'y a pas de barrière *naturelle*, proprement dite, entre les états qui sont des êtres *moraux*, encore plus que *matériels*, et le sens de cette expression doit être transporté du

physique au moral , de manière à ce que les barrières naturelles des états ne puissent être également par-tout , que la justice et l'intérêt général. Mais ce qui est de toute vérité comme de toute nécessité entre états déjà existans , dans l'ordre de la société , où l'on doit se supporter mutuellement avec ses inconvéniens , comme les propriétaires se supportent entre eux avec les leurs, n'a pas la même application sur des terres neuves, encore affranchies de toute responsabilité , et sur lesquelles un arrangement quelconque ne peut blesser personne , comme il arrive dans une révolution préparée , qui ne porte sur rien d'établi , sur rien de préexistant. Les colonies n'appartiennent encore qu'aux métropoles , elles n'ont ni d'autre maître , ni d'autre responsabilité. Par conséquent , quand elles s'en sépareront , sur-tout de leur consentement mutuel , elles ne choqueront aucun intérêt , elles pourront exercer dans toute sa plénitude , le droit de n'écouter que le leur. Alors revient dans toute sa force la doctrine des barrières naturelles ; il y a là de l'étoffe pour l'employer , et il n'existe aucun motif pour se priver des avantages très-réels qu'elle renferme. Les colonies pourront

donc l'employer , et feront très-bien de n'y pas manquer. Aucune contrée sur le globe n'y prête autant que leur territoire ; il semble dessiné par la nature , et renfermé dans des cadres qu'elle a tracés exprès pour leur sûreté ou pour leur bonheur. La nature y a ménagé les points de réunion et d'assemblage , pour compenser ceux de division , que les hommes devoient y introduire. En Amérique , où la nature est plus forte , et travaille à plus grands traits , les lignes de démarcation sont plus fortement prononcées que dans le reste du globe ; les chaînes de montagnes y sont plus étendues , le cours des fleuves est plus large et plus rapide , mille autres accidens servent encore à distinguer entr'elles les différentes contrées. On peut établir là des barrières naturelles tant que l'on veut. Ainsi , la limite naturelle du Canada , c'est le fleuve Saint-Laurent et les Apalaches ; ces montagnes , ce fleuve et l'Océan , sont , à la première inspection , celles des Etats - Unis , avec une évidence qui saute aux yeux. La Louisiane est enfermée entre deux grands fleuves , celui du Nord et le Mississipi , qui l'encadrent de manière à la séparer très-bien de la Flo-

ride et du Mexique ; celui-ci s'arrête naturellement au Darien. Les Cordelières sépareront éternellement le Pérou et l'est de l'Amérique méridionale, du Paraguay et de l'est de cette contrée. Les trois Guianés seroient très-bien comprises entre l'Orénoque et le grand fleuve des Amazones. Ces divisions sont toutes faites des mains de la nature , elles sont toutes trouvées, et leur établissement ne rencontrant aucun intérêt préexistant, n'en blessant point, reste un bien sans mélange ; elles devroient être exécutées dans le plan d'une séparation préparée ; elles n'y mêlent aucun scrupule , aucun regret , elles sont un avantage très-précieux de cette préparation, avantage qu'elle seule peut donner.

Les nouveaux états cantonnés dans des limites bien tracées, ces limites étant de nature à ne pouvoir être aisément franchies, on leur épargne par-là mille sujets de contestation, de troubles et de querelles ; on établit entr'eux la paix qui suit nécessairement de l'absence des sujets de discorde ; car il ne faut pas s'en reposer sur les hommes seuls, pour un article aussi important, il est bien plus sûr d'asseoir ses plans sur les choses même,

et de faire d'elles des obstacles aux divisions toujours prêtes à naître dans des cœurs qui y sont toujours trop enclins. Quand on pense que la prétention des Portugais de passer l'Amazone pour s'établir au Saint-Sacrement, de sortir des vastes solitudes du Brésil dans lesquelles ils sont comme per dus ; quand on pense que cette ambition a fomenté pendant cinquante ans des troubles entre l'Espagne et le Portugal, et qu'elle a fait couler le sang en Amérique, peut-on trop affermir des barrières capables de réprimer de pareils écarts d'ambition ? peut-on trop regretter qu'elles n'aient pas toujours existé ? Voilà les avantages principaux qu'il y auroit à préparer la séparation des colonies, avec les métropoles, au lieu de recevoir cette séparation du hasard et des évènements ; ici elle s'exécute sans secousses, sans interruption de l'ordre public, sans danger pour la vie des colons, sans suspension dans la culture, dans la consommation, sans perte pour les colonies, sans ralentissement de profits pour la métropole, sans confusion dans l'établissement qui la suit. Là, au contraire, c'est un déchirement plutôt qu'une séparation, un tremblement de terre

plutôt qu'un aménagement domestique , une épreuve terrible pour la sûreté des colons , une atteinte prolongée à l'ordre public , un ouragan sur la culture , une faillite pour les métropoles ; un *imbroglio* interminable pour l'arrangement de tant d'intérêts divers abandonnés à leur propre arbitrage ; voilà l'état réel des deux espèces de séparation : qu'on choisisse. La séparation en elle-même est inévitable ; il n'y a que les inconvéniens du mode d'une des deux espèces de séparation qui ne le soient pas ; c'est donc à celle dans laquelle ils sont évités qu'il faut uniquement s'attacher , et puisqu'on n'en peut sauver le principe , qui est désespéré , il faut porter toute son attention sur les conséquences qui ne le sont pas , de manière à en tirer autant d'avantage qu'on en éprouveroit d'inconvéniens dans l'autre espèce. Cette distinction nous conduit naturellement à rechercher les différentes chances qui peuvent amener les différentes espèces de séparation.

## CHAPITRE SEIZIÈME.

*Hypothèses diverses sur le mode de séparation des Colonies avec les métropoles.*

La séparation des colonies est inévitable, cela est prouvé.

La séparation des colonies peut être préparée, elle peut ne l'être pas ; elle devient sous une forme une source de malheurs, comme d'avantages sous une autre ; mais à quels cas s'applique la préparation, et sur lesquels tombe la non-préparation, et pour ainsi dire, la surprise des métropoles.

La séparation préparée peut résulter et de la paix et de la guerre, d'un arrangement général entre les puissances coloniales, ou de la volonté de quelques-unes en particulier. On en conçoit la possibilité de plusieurs manières : un congrès, dans lequel les puissances se réuniroient pour fixer le sort des colonies en elles-mêmes, et le leur propre, tant entr'elles qu'avec leurs ci-devant colonies, est sûrement ce qu'on peut imaginer de mieux pour résoudre enfin cette litigieuse question. On ne peut se

dissimuler le besoin que l'on aura d'une pareille assemblée , et l'on peut même assurer que ce ne sera que là que les ministres européens s'appercevront de la grandeur du mal qu'ils ont laissé faire , quand ils voudront enfin *prendre hauteur* , et connoître de combien ils ont *dérivé* ; alors ils connoîtront toute l'étendue de leur négligence et toutes les difficultés de leur position. Il faudra d'abord fixer l'état colonial dans toutes les parties , ensuite la souveraineté des colonies , puis l'état de la plus grande population ; enfin , la police générale des colonies. Il faudra mettre ordre à l'état habituel de contrebande où quelques colonies se sont placées à l'égard des autres. Il faudra s'entendre sur l'esclavage , empêcher la bigarrure de conduite , à cet égard , entre les différentes colonies ; enfin , s'arranger de manière à ce que la conduite des uns ne soit pas un appel continuel à l'insurrection contre les autres. Par exemple , comment y souffrir que le Danemark tienne arboré sur le rocher qu'il possède , pour toute colonie , le signal de l'affranchissement , et qu'il croie avoir satisfait à toutes ses obligations coloniales , en reculant de quelques années l'exé-

cution de ce beau projet ? Faut-il donc que ce soit le foible qui décide, dans des questions communes à tous , et qu'il prenne l'initiative sur lui du sort du fort ? Il faudra bien s'entendre sur cet article , qui en renferme tant d'autres.

Passant delà à la souveraineté, on trouvera des puissances privées des colonies qui les firent fleurir ; on en trouvera d'autres gonflées des dépouilles de tout le monde , voulant retenir des points d'une importance reconnue , comme offensés pour tous les intéressés au commerce de certaines contrées. Ainsi , la France restera sans les colonies qui la faisoient régner dans tous les marchés et sur tous les intérêts de l'Europe. Ainsi , l'Angleterre voudra retenir le cap de Bonne-Espérance , qui lui convient davantage , à mesure qu'elle étend son commerce dans l'Inde , et dont la possession par elle , convient d'autant moins à toute l'Europe. On trouvera encore que l'équilibre maritime est rompu de manière à ne pouvoir être rétabli ; que l'*exclusif*, principe fondamental des avantages des états dans la possession des colonies , est attaqué dans sa source. On se convaincra de plus à

l'examen , que la séparation des colonies bien préparée , loin d'être un malheur pour personne , est au contraire un grand avantage pour tout le monde. Quel peut être le résultat d'une pareille discussion ? Quel fil guidera leurs pas dans ce dédale ? N'est-ce pas l'indépendance ; et dans l'impossibilité de concilier tant d'intérêts contradictoires , ne sera-t-on pas forcé de les confondre tous dans un même abandon ? N'est-ce pas le résultat inévitable de toutes les questions insolubles , et celle-ci n'est-elle pas du nombre ?

S'il est bien reconnu que les affaires de l'Europe ne peuvent s'arranger que dans un congrès , il ne l'est pas moins que celles des colonies ont un besoin encore plus pressant du même secours ; car il y aura à traiter pour elles toutes les questions qui appartiennent aux états européens , plus celles qui sont particulières aux colonies.

Le second mode de séparation préparée , est celui par lequel une puissance coloniale , affectée des inconvéniens de ses colonies , peut vouloir s'en détacher elle-même , en prenant cependant , à leur égard , tous les arrangemens nécessaires pour leur tranquil-

lité, pour leur administration et pour leur commerce. Par exemple, que l'Espagne, éclairée sur sa disproportion avec ses colonies, en sentant vivement les inconvéniens, prenne le sage parti de les affranchir, mais qu'elle joigne à cet acte de sagesse, celui non moins indispensable de ne pas les abandonner à elles-mêmes; qu'elle ne leur porte le bienfait de la liberté, qu'entouré de toutes les précautions qui doivent l'empêcher de se changer en poison; alors l'Espagne aura fait en petit, ce qu'un congrès feroit en grand, et seulement d'une manière plus générale. Mais la séparation d'avec ses colonies n'en aura pas moins tous les caractères et tous les avantages que la préparation peut donner à un acte de cette nature: le cas est moins chimérique que l'on peut se le figurer. Lorsque Philippe V, poursuivi par ses ennemis, fuyoit de sa capitale, ce prince songeoit à aller régner au Mexique, et à transporter en Amérique la couronne qu'il abandonnoit à son rival en Espagne. *Vous reviendrez dans dix ans conquérir l'Espagne avec l'argent du Mexique*, lui disoit un courtisan. Cette promesse étoit sûrement plus celle d'un

homme de cour, que d'un homme d'état, plus celle d'un consolateur, que d'un général ou d'un ministre. L'expérience a montré que rien n'est plus difficile à un prince, que de rentrer dans le pays d'où il est une fois sorti; ce qui devient plus vrai en raison de la distance où l'on se trouve; et sûrement revenir du Mexique en Espagne, étoit revenir de loin.

Le trône est comme une île escarpée et sans bords;

On n'y peut pas rentrer dès qu'on en est dehors.

Quoi qu'il en pût être de ce résultat secondaire, celui qui nous occupe étoit parfaitement rempli par l'émigration de Philippe V. Il le seroit encore par l'établissement dans ces contrées des princes de la maison d'Espagne, auxquels le chef de cette maison assigneroit, en apanage, les différentes divisions de cette contrée qu'il ne peut plus gouverner, et qui sont prêtes à lui échapper. Les princes succédant immédiatement à l'autorité de leur auteur, il n'y a pas une minute de suspension dans la marche de l'administration, dans le cours des affaires, dans la tranquillité de la colonie. Tout se tient, tout est lié dans l'œuvre même de la séparation qui introduit un grand changement, il est

vrai , mais qui ne produit aucune secousse ; car il y a mutation d'autorité , mais arrêt dans l'administration.

Le troisième mode du même événement proviendrait de ce que la détermination spontanée de l'Espagne seroit remplacée par l'inspiration et les suggestions du gouvernement français , qui , en vertu de la supériorité de ses lumières et de ses forces dans l'alliance avec l'Espagne , lui donneroit le conseil et l'impulsion vers cette grande résolution. Cet acte même ne seroit pas tyrannique de sa part , mais bien plutôt celui d'une politique éclairée pour l'un et l'autre alliés. En effet , la fin de la guerre , trouvant la France très-considerée militairement au - dehors , très-riche en armes , mais très-pauvre en commerce , et encore plus en colonies , celles-ci ayant été la cause de sa prépondérance pendant un demi-siècle , si l'Espagne veut que son alliée continue d'être son égide , elle devra vouloir aussi que son alliée en ait les moyens ; et ces moyens n'existant plus dans les colonies appartenant à la France , mais seulement dans celles de l'Espagne qui doit y faire trouver un dédommagement à son alliée , ce

dédommagement ne pouvant consister dans une simple cession de territoire colonial, l'Espagne doit ouvrir ses colonies à la France ; ce qui n'est autre chose que les ouvrir à l'indépendance. Il n'y a plus qu'un commerce aussi riche que celui du Mexique, qui puisse dédommager la France de la perte de ses colonies. Il lui faut l'Amérique pour remplacer Saint-Domingue. Dans ce cas , la séparation peut être préparée avec tous les égards dûs à l'Espagne, pour une aussi grande concession , aux colonies pour un aussi grand changement , et aux deux parties pour les avantages qu'elles s'y proposeroient ; car si ce changement est dirigé vers l'utilité commune de l'Espagne et de la France , il faut qu'elles prennent en commun les mesures pour arriver à ce but qu'elles ne peuvent atteindre qu'à force de ménagemens et de soins. Si elles se proposent d'en recueillir les fruits , il faut savoir les semer et les amener à maturité.

Le quatrième mode est celui d'une séparation opérée par la force des armes , mais accompagnée d'arrangemens tout faits.

Par exemple , que l'Angleterre, contrainte, par le cours des évènements , de faire de nou-

velles conquêtes, et pour avoir des hypothèques, de chercher de nouvelles bases à son crédit par de nouveaux débouchés à son commerce ; que l'Angleterre, ayant épuisé toutes les colonies éparses et insulaires, ce qui ne tardera pas d'arriver ; que l'Angleterre soit donc poussée, par le cours des évènements, vers le continent espagnol américain, et soit forcée de s'y attacher ; car avec le tems, elle ne sera pas maîtresse de s'y refuser ; alors même elle ne sera qu'instrument et agent de la nécessité, et d'une force de choses qui l'entraînera malgré elle. Eh bien ! dans cette supposition, l'Angleterre, assez forte pour attaquer, avec succès, tel point qu'elle voudra dans le continent américain, ouvert de tous côtés, mais l'Angleterre trop foible pour le garder, et d'ailleurs n'ayant pas besoin de le faire, mais seulement d'étendre son commerce ; l'Angleterre, pénétrée des dangers de laisser à lui-même cet immense assemblage délié de tout frein, de tout principe et de toute adhérence, l'Angleterre peut joindre à la promulgation de l'indépendance du joug de l'Espagne, un plan d'établissement complet, qui préserveroit les colonies des horreurs

de l'anarchie, suite nécessaire du déchaînement soudain et complet de ces contrées ; elle peut , soit par vengeance contre la conduite de l'Espagne , soit par nécessité de s'indemniser elle-même ; enfin quel que soit son motif , elle peut très-bien arriver en Amérique avec des plans préparés , dont elle recueillera d'ailleurs le fruit , et qui pareroient en même-tems aux inconvéniens d'un appel à la liberté et à l'indépendance , tel que celui qu'on suppose avoir été conçu par le *général Loyd* , à la fin de la guerre de 1756. Celui-là introduisoit vraiment un désordre inextricable dans l'Amérique , et fait croire par cela seul qu'il n'a jamais appartenu à un homme aussi justement célèbre.

Le premier mode de séparation non-préparée , est celui de l'abandon illimité de la part de la métropole , qui se désiste de ses colonies , sans précautions comme sans conditions. Il auroit eu lieu dans les divers plans d'abandon général de l'Amérique , proposés depuis Charles-Quint. Ceux qui ne s'en mettoient guères en peine , lorsqu'ils la possédoient , lorsqu'ils étoient en pleine jouissance , s'en occupoient encore moins pour le tems où

ils l'auroient abandonné : c'eût été la source d'un beau désordre.

Le second mode peut provenir d'une cause semblable à celle qui résulte de la position actuelle de l'Espagne. Son abandon n'est pas spontanée, il n'y entre rien du sien; ce n'est plus sa volonté, c'est sa foiblesse qui opère : ses colonies lui échappent; elle ne peut ni les pourvoir, ni les contenir; elles arrivent à l'indépendance sur le torrent des évènements et par la force de la nécessité; mais elles y arrivent sans préliminaires conservateurs, et par conséquent, avec tous les germes des désordres et des malheurs, qui doivent en résulter. Nous avons indiqué les principaux.

Le troisième mode est celui de la conquête simultanée ou successive, telle qu'elle s'opère actuellement. L'Angleterre détache petit à petit les colonies, qui, de leur côté, ont besoin de cette séparation, afin de subsister. En cela, l'Angleterre ne s'est encore occupée que de son avantage particulier, et de nouveaux élémens d'extension pour son commerce. Les colonies tombent successivement dans l'indépendance, sans aucun préalable capable d'y faire contre-poids. Ces petites indé-

pendances, ces fractions, pour ainsi dire, se multiplient tous les jours; mais comme elles n'affectent pas encore de très grandes colonies, l'effet n'en est pas très-sensible. Pour qu'il le devienne, il faut qu'il tombe sur un sujet plus étendu, et ce sera au moment qu'il atteindra de grandes colonies, qu'il se développera dans son entier, et qu'on pourra en bien juger. Par exemple, les Anglais sont à la veille d'attaquer Manille : attaquer et conquérir, c'est la même chose contre les Espagnols de ces contrées lointaines. Que fera le vainqueur de cette vaste et embarrassante conquête? Une nouvelle offrande à la liberté, à l'indépendance. Que feront les nouveaux indépendans eux-mêmes, sans guides ni régulateurs? Ce sera encore bien pis, quand il s'agira du continent américain. L'Angleterre sera réduite avant peu à l'attaquer, non pour y régner, comme nous l'avons dit tant de fois, mais pour y commercer. Il sera donc indépendant; mais en continuant, comme on a fait jusqu'ici, c'est-à-dire, sans précautions, il le sera comme on l'est à Surinam, à Curaçao et ailleurs, mais d'une manière bien plus irréremédiable que dans les petites colonies que

leur foiblesse permet toujours de rappeler à l'ordre , tandis qu'une masse comme celle du continent espagnol , une fois mise en mouvement , ne laisse plus de prise aux correctifs , et résiste , par son propre poids , à toute action étrangère , même secourable.

Le quatrième mode est celui de la séparation spontanée des colonies , quel qu'en soit l'origine , soit l'opportunité de l'occasion contre la métropole , soit le sentiment de leurs maux , l'avantage calculé et apprécié de la séparation , soit enfin des incitations révolutionnaires provenant de leur sol même , ou importées du dehors. Tous ces cas sont possibles ensemble comme séparément ; chacun renferme tous les malheurs attachés à la non-préparation de ce grand acte ; et malheureusement , au train dont vont les choses , il n'est que trop probable que tel sera le dénouement de tout ce qui se passe. Tout ce qui suppose prévoyance , longueur de vues , méditation , est tellement au-dessus des idées et des habitudes du tems , qu'il est malheureusement trop apparent que de ces deux modes de séparation , d'ailleurs inévitable , celui qui est à redouter , sera préféré , et qu'on le laissera

s'effectuer, à défaut de vouloir s'en occuper à l'avance. On ne s'en appercevra, on n'y songera qu'après coup, d'après l'usage habituel de l'Europe; et l'on n'en paroîtra pas moins étonné, que s'il eût été hors de toutes les probabilités, tant il est vrai que l'Europe est arrivée, même sur les plus grands intérêts, à un degré d'indifférence et de stupeur, qui sont toujours également étonnantes. Rien n'arrive que ce qui doit arriver, d'après le cours ordinaire des choses. On ne s'occupe de rien prévoir, et après l'évènement, on jette les hauts cris, comme s'il eût été sous la garde même de l'impossibilité. On ne voit pas autre chose depuis le commencement de la révolution. Il est trop à craindre que cette fatale imprévoyance, après avoir tout décomposé sous les yeux des Européens, n'ait les mêmes effets sur les objets qui en sont placés si loin. Ils apprécieront, mais trop tard, la grandeur de leurs fautes, par celle de leurs pertes, et la mesure sera plus exacte que consolante.

## CHAPITRE DIX-SEPTIÈME.

### *Récapitulation des principes relatifs aux Colonies.*

Les colonies s'établissent par diverses causes.

La dépendance et le commerce exclusif constituent l'état essentiel des colonies européennes, et leur différence avec les colonies des anciens.

Les anciens, supérieurs aux modernes en institutions coloniales, et les modernes supérieurs en possessions coloniales.

Les colonies ne sont que des fermes de l'Europe.

Les colonies diffèrent pour leur importance, pour la facilité de les garder, comme postes militaires, comme objets de commerce en utilité et en âge.

Age, en langage colonial, est mesure de forces et non de tems.

Les colonies sont destinées à produire et à consommer.

Les colonies sont des *producteurs* sans fabriques, les métropoles sont des fabriques et

des producteurs , mais dans un genre différent des colonies.

L'intérêt des métropoles est de faire consommer beaucoup par leurs colonies, des produits de leur industrie , et de balancer l'acquisition des denrées coloniales , par les ventes de leurs fabriques.

Le commerce avec les colonies se fait de trois manières.

Les métropoles sont quelquefois plus dépendantes des colonies , que les colonies des métropoles.

La facilité des débouchés pour leurs produits , et le bon marché des consommations sont la base de l'existence et le but de l'ambition des colonies.

La supériorité maritime , premier principe de la puissance coloniale , plus forte de sa nature que la supériorité purement continentale.

La supériorité d'industrie et de capitaux , second principe de la supériorité coloniale , lien très-fort pour les colonies envers leurs métropoles , et très-attractif pour celles d'autrui.

Les compagnies exclusives fatales aux colonies.

Les colonies à sucre impossibles sans nègres et sans régime exclusif de la part de la métropole.

L'exclusif, principe des avantages de chaque métropole en particulier, envers ses colonies.

L'exclusif doit être commun à chaque colonie envers sa métropole, ou détruit à-la-fois dans toutes les colonies.

L'esclavage doit être commun ou aboli à-la-fois dans toutes les colonies.

Les colonies ont des questions d'état qui sont communes à toutes.

Ces questions ne peuvent être décidées par un *seul*, ni par le *foible aux colonies* contre le *fort*.

Les colonies ne se gardent pas avec des forteresses, mais avec des vaisseaux, et par la communication habituelle avec les métropoles.

La guerre est plus nuisible au colon qu'à l'Européen.

L'interruption des communications avec la métropole perd les colonies, équivaut à une séparation de fait, et amène celle de droit.

Le peuple, supérieur en navigation et en

commerce, et propriétaire de droit de toutes les colonies, n'a pas besoin de leur possession, mais seulement de leur commerce.

L'intérêt des métropoles à l'égard de leurs colonies, change et passe quelquefois de l'exclusif à la liberté.

Les colonies, qui sont des points exclusifs et offensifs pour la *généralité*, ne peuvent appartenir à un seul, sur-tout s'il est supérieur en marine; ils doivent appartenir à *tous*, et pour cela être *neutres*.

Révolution et colonies sont incompatibles.

L'indépendance est innée avec les colonies, et s'accroît par leur prospérité.

Les colonies ont quelquefois une population suffisante pour elles-mêmes et contre la métropole, source d'indépendance.

La différence entre les populations des colonies, est la mesure principale de leur attachement aux métropoles.

Les changemens arrivés dans l'état des puissances de l'Europe, sont un principe d'indépendance pour les colonies.

La prolongation de la guerre est une double semence d'indépendance.

Les colonies abandonnées à elles-mêmes,

par l'effet de la guerre, deviennent des sujets et des modèles d'indépendance.

Par la guerre, toutes les colonies appartiennent à quelques puissances ; les autres en sont dépouillées. Dangers de cet état pour les colonies et pour l'Europe.

Cinq puissances coloniales seulement.

Une seule affermie ; tout le reste perdu ou croulant.

L'Angleterre émancipe toute colonie que la France a révolutionnée.

L'émancipation lui donne les colonies par le commerce.

Les colonies, long-tems séparées des métropoles, peuvent être attaquées avec des provisions mieux qu'avec des armes.

Les colonies sont arrivées au point de leur séparation avec toutes les métropoles.

La séparation générale des colonies est produite par leurs accroissemens, par les métropoles et par la révolution.

Les colonies sont attaquées par la révolution, en paix comme en guerre.

Les ennemis de la révolution en Europe sont ses auxiliaires aux colonies.

Les colonies avec esclaves, commencent

par la révolution et finissent par l'indépendance ; les colonies sans esclaves se bornent à l'indépendance, et n'ont pas besoin de la révolution.

La séparation des colonies doit être préparée.

La séparation non-préparée perd à-la-fois les colons , les colonies et les métropoles.

Le mode du gouvernement est indifférent pour et dans la séparation.

L'Europe ne peut plus conserver ses colonies qu'en les perdant, et qu'en les établissant sur un plan régulier.

La séparation des colonies prête à l'établissement d'un grand nombre d'états.

Ces états sont plus faciles à bien borner que ceux d'Europe.

Ces états sont pacifiques de leur nature.

La position maritime est l'attribut et l'avantage distinctif des nouveaux états.

Leur établissement est un double moyen éventuel de paix.

Le commerce de l'Inde , onéreux à l'Europe inférieure en industrie, se fait avec des métaux, et sert d'écoulement à l'argent qu'elle reçoit d'Amérique.

L'argent ne revient point de l'Inde.

L'envoi des métaux peut y être remplacé par les droits de la souveraineté.

La nation européenne, qui y est souveraine, y prime celles qui ne le sont pas.

Elle épargne les capitaux de l'Europe, à mesure qu'elle est *plus souveraine*.

L'Europe a intérêt au maintien de la souveraineté de celui qui domine dans l'Inde.

La domination d'un *seul* y est plus utile à l'Europe que celle de *plusieurs*.

Imprudence des Européens dans leurs communications avec le naturel de l'Inde.

L'Indien est très-différent du nègre, dans ses rapports coloniaux.

Le commerce anglais est supérieur à tous les autres, en industrie et en capitaux. Il restera supérieur à eux, tant qu'ils n'atteindront pas au même point d'industrie et de richesses.

Les nouveaux états profitent aux *non-possessionnés* aux colonies et aux supérieurs en industrie.

Les métropoles qui perdent leurs colonies, peuvent être dédommagées.

Les nouveaux états doivent s'arranger dans leur intérieur sur des plans réguliers et modernes.

L'Europe doit former des établissemens convenables aux nouveaux états coloniaux.

Elle doit pourvoir à l'augmentation de leur population d'une manière régulière.

Elle ne perd pas les habitans qu'elle leur cède.

Elle n'a d'intérêt qu'aux populations qui ont des goûts européens.

Elle doit s'attacher dans ses découvertes , à multiplier la population européenne.

## CHAPITRE DIX-HUITIÈME.

### *Plan général pour les Colonies.*

Les préliminaires d'un plan d'établissement convenable aux colonies , ainsi que tous les accessoires de cette grande question paroissant épuisés , passons maintenant à l'exposition même du plan général dont les développemens précédens ne sont que l'introduction. Une question de cette importance ne se décide pas d'un seul mot ; elle ne peut être que le résultat d'une suite de démonstrations antérieures ; elle ressemble aux problèmes de

mathématiques dont la solution résulte de la connoissance et de l'accord d'un grand nombre de données. De même ici, ce sont les antécédens qui, par une déduction régulière, doivent l'amener naturellement. Les principes coloniaux ont été établis : nombre de faits ont été cités à l'appui, la séparation des colonies d'avec les métropoles, a été démontrée inévitable ; les inconvéniens et les avantages des deux espèces de séparation sont constatés. Que reste-t-il pour compléter toute cette question, sinon d'exposer un plan général fait pour être substitué à l'ordre de choses qui s'écroule de toutes parts ? Un ouvrage qui se borneroit à l'exposition de l'état colonial en général et des dangers actuels des colonies, ne seroit-il pas un ouvrage incomplet ? Ne laisseroit-il pas à désirer la partie la plus essentielle, la partie réparatrice ? A quoi bon sonner l'alarme sur ces précieuses possessions, si on ne peut *rien mettre* à côté de ces lugubres avis, ni à la place des causes actuelles de cette catastrophe ? Ce ne sont pas des *poèmes sur les colonies perdues* qui les rendront à l'Europe, qui les lui conserveront sous une autre forme, mais ce sont de bons et solides arrangemens

qui peuvent seuls les lui faire retrouver et plus productives et plus réellement utiles, hors même de sa domination que sous son propre empire. Depuis quarante ans, les écrivains et les spéculateurs politiques ont ambitionné la triste gloire d'annoncer à l'Europe qu'elle perdrait ses colonies; mais ils se sont tenus aux honneurs de ces faciles pronostics : aucun, que l'on sache, n'a encore dit ce qu'il falloit en faire. Tâchons de suppléer à leur silence, reprenons où ils se sont arrêtés, commençons où ils ont fini; et après avoir montré plus évidemment qu'eux, peut-être, en quoi consistent des colonies, pourquoi, à l'égard de l'Europe, elles penchent vers leur perte, disons maintenant comment on peut les retenir sur le bord de l'abîme; comment on peut les élever sous une forme nouvelle à un plus haut degré d'utilité pour elles-mêmes et pour l'Europe; et puisque cette déplorable question est devenue inévitable et urgente par le malheur des tems, que cette nécessité même nous soutienne à-la-fois et contre les difficultés du travail, et contre celles qu'il est trop naturel de prévoir de la part des hommes dans une question aussi nouvelle. Si la hardiesse et la sin-

gularité de la solution devient l'objet d'une censure *attendue*, notre défense consistera uniquement à demander : Peut-on faire autrement ?

Un plan général d'établissement des colonies doit, pour être bon, se rattacher autant que possible, aux principes coloniaux et à ceux de toute bonne administration, à l'utilité des colonies en général, à celle de chacune en particulier, ainsi qu'à la diminution des dommages que doivent éprouver les puissances coloniales qui fournissent le plus à l'arrangement total. Les avantages publics doivent toujours coûter le moins qu'il est possible aux particuliers. Le bonheur général ne doit point se composer de larmes; et les états n'ont pas plus que les particuliers, le droit de se créer et de se choisir pour eux des victimes. S'il peut exister un plan qui renferme, dans un certain degré, toutes les conditions détaillées ci-dessus, ce plan est bon par-là même; et s'il s'applique à un ordre de choses dont la ruine inévitable exige une reconstruction immédiate, alors ce plan sort de la ligne de ces *utopies*, dont le principal défaut étoit de devoir manquer d'application, parce qu'elles n'étoient pas d'une absolue

nécessité. L'Europe *alloit* et pouvoit *aller* encore, quand le respectable abbé de Saint-Pierre s'amusoit à lui fabriquer un mode d'existence platonique. Mais les colonies ne *sont* plus. Il faut songer à renouveler le mouvement d'une machine qui s'arrête de tout côté, et prévenir sa dissolution.

La base principale du plan des colonies consiste dans leur séparation absolue d'avec les métropoles, celles de l'Inde exceptées, pour des raisons que nous indiquerons; et dans leur formation en états libres et indépendans sur les proportions les plus convenables, à une bonne organisation sociale et politique. Nous avons déjà dit que la conformation du sol des colonies y prête beaucoup; nous ajouterons que l'agrégation des régions coloniales, forme presque par-tout un ensemble que la nature semble avoir rapproché pour leur donner les moyens d'exister en commun, et qu'elle a rassemblés dans une même enceinte, comme pour leur indiquer qu'elles devoient y vivre sous les mêmes loix. Ainsi, les trois Archipels, des Antilles, des Philippines et des Moluques, sont évidemment destinés à une réunion constante : leur convenance mutuelle frappe les

yeux à la première inspection. De même sur le continent, quelques contrées appellent la communauté d'existence, résultant d'une communauté de propriétés et de facultés : ainsi les États-Unis renfermés entre la mer, le Saint-Laurent, les Apalaches et le golfe du Mexique, sont faits pour remplir cet espace, et tendront sans cesse à le faire, jusqu'à ce qu'ils aient accompli une destinée qui est marquée à trop de signes pour n'avoir pas un peu l'air d'avoir été faite exprès pour eux. La Louisiane est limitée par la nature comme elle auroit pu l'être par l'artiste le plus habile : la région comprise entre l'Amazone, n'est pas moins bien dessinée, et ses vastes proportions sont encadrées entre deux grands fleuves qui couvrent ses deux flancs d'une manière inattaquable, tandis que son front l'est par l'Océan même. Que l'on compare ces barrières avec celles dont on est si fier en Europe, ces mers appelées fleuves, inabordables une partie de l'année, avec ces filets d'eau que l'Europe appelle aussi des fleuves, et que l'on franchit en tous tems et de toutes manières, et l'on reconnoîtra la supériorité du nouveau monde sur l'ancien, pour accomplir des divisions ter-

ritoriales bien adaptées au repos des peuples.

Les nouveaux états seroient donc taillés sur les mesures les plus convenables à leur administration ; il ne devra y avoir ni pygmées , ni colosses ; tout sera dans une égalité proportionnelle , et se passera entre *pairs*. Il faut éviter les inconvéniens des trop grands états qui échappent à l'action du gouvernement par leur volume , et ceux des trop petits qui y échappent aussi par leur ténuité. Les uns sont trop forts ; les autres trop foibles : là , l'homme est au-dessus de lui-même ; ici , il est au-dessous : il faut le ramener à ses proportions naturelles et l'y contenir. Ce n'est que là qu'il est bon ; car ce n'est que là qu'il exerce ses facultés dans leur sphère naturelle.

Le mode particulier des nouveaux gouvernemens ne peut entrer dans cet examen , non plus que l'indication des parties prenantes dans ce partage général de toute la dépouille coloniale. Ces deux articles peuvent varier suivant les circonstances que l'on peut bien appercevoir à l'avance ; mais cette diversité n'affecte en rien le fonds du plan : il est , en effet , indifférent à la question prise en elle-même , que les nouveaux états soient gou-

vernés en république ou en monarchie ; les États-Unis pouvoient, lors de leur révolution, embrasser la forme monarchique , comme ils ont pris celle de la république , sans toucher au fonds de leur révolution qui étoit *l'indépendance et la séparation* avec l'Angleterre : sûrement un des deux modes convient beaucoup mieux aux nouveaux états en général , et à quelques-uns en particulier. Tout ce qui s'y rapporte davantage à l'unité et à la concentration de l'autorité , tourneroit sûrement à leur avantage ; mais en s'en privant , le principe de leur nouvelle existence qui réside dans l'indépendance , dans la faculté de se régir eux - mêmes , n'est pas moins conservé sans altération. Les Américains pouvoient (et sûrement ils auroient mieux fait) , préférer un roi à un président du congrès ; un parlement unique comme celui d'Angleterre , à un corps législatif général pour l'union , à des corps législatifs pour chaque province. La simplicité de ce rouage lui auroit donné plus de force que n'en a la complication du gouvernement actuel : un roi étoit plus grand , plus considéré qu'un président électif ; un seul parlement valoit mieux qu'un corps législatif , surmonté

d'autres corps législatifs. Les besoins que l'accroissement de la population et celui de toutes les parties de l'état ne peuvent manquer de produire , amèneront sûrement l'Amérique au gouvernement *paternel* , non par esprit d'imitation , dont elle n'a pas besoin , et dont on ne peut la soupçonner , mais par le sentiment de son bien-être et la nécessité d'y chercher une sauve-garde contre les divisions dont les germes semés dans le berceau même de cet état naissant , pourroient , sans cette barrière , se développer avec le tems d'une manière très-pernicieuse à ses intérêts. On connoît la division prononcée qui existe entre les états du Nord et ceux du Midi de l'Amérique. Quoi qu'il en soit de ce résultat particulier , celui que nous recherchons n'eût pas été changé par cette variété dans le gouvernement ; et l'Amérique républicque , ou monarchie , n'en restoit pas moins séparée de l'Angleterre. Il en sera de même de tous les états formés par les colonies actuelles ; qu'ils soient constitués d'une manière ou d'une autre , ils peuvent les admettre toutes , et aucune ne nuira au fonds du changement qui s'effectuera. Dans leur état , celui du passage de l'assujet-

tissement envers l'Europe, à la séparation avec elle, ainsi que celui de sa dépendance à une indépendance absolue. Il en est de même pour les nouveaux souverains, si l'on s'arrête à la forme monarchique; les potentats, démissionnaires des colonies, chercheront un premier dédommagement, une consolation à la perte d'une partie des fleurons de leur couronne, en les plaçant sur la tête de quelques membres de leur famille, et en se faisant les chefs de nouvelles dynasties royales en de nouveaux climats; ou bien, l'Europe, dans un congrès général, profiteroit de cette occasion, pour faire sur elle-même des arrangemens indiqués depuis long-tems, et pour dédommager aux colonies les princes déplacés en Europe; tout cela peut avoir lieu ensemble ou séparément, sans affecter le fonds du plan général pour l'organisation nouvelle des colonies.

Elle consiste, comme nous l'avons dit, dans la formation d'états pris sur le fonds immense dont la séparation de l'Europe avec les colonies laisseroit à disposer. Il est assez étendu pour fournir à la création de quinze ou dix-sept états, suivant qu'on réuniroit, ou qu'on

séparerait le vieux et le nouveau Mexique, ainsi que les États-Unis d'Amérique accrus des deux parties qui y seroient jointes. . . . . On iroit même jusqu'à dix-huit, en convenant que toute l'extrémité de l'Amérique, connue sous le nom de Terres Magellaniques, ainsi que la Terre de Feu à la pointe de ces terres et formant avec elles le détroit de Magellan, ne pourroit être occupée par aucun de ses voisins, mais qu'elle seroit réservée pour former un état particulier, quand on pourroit disposer d'assez d'habitans pour commencer à y former quelque chose qui rassemblât à une société.

Dans ce plan, il ne reste plus en propre, aux puissances coloniales, l'Angleterre et la Hollande exceptées, que les petits établissemens formés à leur portée; ainsi, le Portugal et l'Espagne continueroient de jouir des petits Archipels, des Açores, des Canaries et du Cap-Verd. Ces établissemens n'ont aucune influence sur l'ordre colonial, et peuvent être retenus sans inconvénient par les possesseurs actuels.

Dans ce plan, on ne touche en rien aux établissemens sur la côte d'Afrique, parce que l'attitude des Européens, dans cette région,

est plus celle de marchands, que celle de propriétaires, plus de commerçans, que de souverains, et que la décision du sort des colonies africaines dépend de celui des colonies principales qui sont en Amérique, et rend par conséquent l'état decelles d'Afrique, précaire jusqu'à ce moment.

Parcourons maintenant chacun des nouveaux états, et montrons-en les faces principales et les différens rapports, avec le soin de les présenter dans le même ordre qui a dirigé la première partie de cet ouvrage. Le Canada est d'une très-grande étendue; il faut la compter par milliers de lieues: sa longueur, comme nous l'avons dit, en comprend à-peu-près mille, et sa largeur au moins neuf cents. Il y a là de l'espace pour un bel état, pour une grande population, pour un commerce immense. La population s'élève déjà à deux cent mille habitans; elle a plus que triplé depuis 1763; elle est toute composée de Français, car très-peu d'Anglais s'y sont encore établis. Voilà donc un grand pays, avec une population entièrement homogène, sans le mélange incommode des nègres et des esclaves. La subsistance est abondante et saine dans cette contrée, où la terre est généralement fertile,

où des lacs les plus grands du monde, des fleuves immenses et sans nombre, des côtes fort étendues sur l'Océan, des forêts remplies de gibier, des pâturages sans bornes, couverts de bétail, offrent par-tout à l'habitant, le soutien de sa vie et l'entretien de sa famille. Là, il ne peut craindre de la trop multiplier; là, la nature lui offre dans la multiplication de ses reproductions, des garans certains pour la sienne propre. Le Canada est donc appelé à posséder, avec le tems, une population très-nombreuse, et à renfermer tout ce que l'on peut désirer pour la bonne organisation d'un grand état. Nous l'avons séparé de l'Acadie, et borné au Saint-Laurent, d'après la règle que nous avons indiquée plus haut, d'appuyer les états à des barrières naturelles, et de les y fixer quand il s'en présente. Un fleuve de l'étendue du Saint-Laurent en est sûrement une des plus solides, une des plus profondément tracées que l'on puisse indiquer. Le Canada y sera donc fixé : il reste encore assez étendu et séparé des États-Unis, de manière à n'avoir jamais rien à démêler avec eux ; objet essentiel pour lequel aucun sacrifice ne doit coûter et qu'il ne faut jamais perdre de vue dans l'é-

tablissement respectif des états. Le Canada, en perdant quelque terrain, gagnera l'assurance de la tranquillité, n'ayant pas même la possibilité d'un débat avec ses voisins. La tranquillité vaut mieux que l'étendue, et surtout pour les états naissans, qui, ayant beaucoup de vuide à remplir, ont besoin de n'être jamais troublés dans leur accroissement. L'Acadie n'a pas toujours fait partie du Canada; lors de la découverte, elle fut régie à part de ce pays, et n'y fut réunie que par la paresse du gouvernement, qui, alors peu soigneux de ces contrées lointaines, cherchoit à se débarrasser de ses colonies, plutôt qu'à les gouverner. L'Acadie fut séparée du Canada, à la paix d'Utrecht, et cédée aux Anglais qui étoient trop frappés de l'adhérence de cette contrée à leurs colonies d'Amérique, pour avoir négligé de la leur rattacher. L'Acadie est au Nord le complément des États-Unis, comme la Floride l'est au Midi : cette région dont les hommes ont fait trois pays séparés, quoique la nature n'en ait fait qu'un seul réuni par son encadrement entre les montagnes et la mer, tendra invinciblement à se rejoindre; et c'est pour accélérer sans se-

cousse un vœu qui, autrement, peut être acheté chèrement, que dans ce partage, l'Acadie rentre dans les États-Unis dont elle n'eût jamais dû être séparée. Il est vraiment remarquable que, sur ce point, l'Amérique ait cédé à l'Angleterre, lors de son traité, et qu'elle n'ait pas fait avec elle ce que l'Angleterre avoit fait avec la France.

Terre-Neuve deviendrait une possession du Canada, mais non exclusive, et tous les peuples auroient la liberté d'y aborder pour la pêche. Il est difficile qu'une propriété de cette nature reste en des mains étrangères à la portée d'un état bien constitué; c'est comme si l'Amérique alloit régner sur l'Irlande, ou sur quelqu'une des îles qui avoisinent les rivages d'Europe. Cela ne nous paroît-il pas intolérable? cela ne blesseroit-il pas notre fierté, et ne chercherions-nous pas à renvoyer chez eux ces propriétaires lointains dont la présence, sur nos côtes, nous paroîtroit à-la-fois un outrage et une déraison? Eh bien! il en seroit de même de la possession de Terre-Neuve à la porte, à la face du Canada; que tandis qu'il continuera d'être foible, et l'Europe d'être forte, celle-ci continue d'en jouir, à la

bonne heure ; car il n'y a pas de moyen de l'empêcher : mais la volonté contraire , viendra avec la force et les moyens de la faire valoir , et la convenance locale est trop marquée pour qu'on puisse y résister toujours. L'Europe n'auroit donc qu'à observer l'époque convenable pour un délaissement volontaire , comme pour celui auquel elle se soumet dans l'abandon général de ses colonies ; par là , elle ira au-devant des querelles dont la naissance et l'issue sont trop aisées à prévoir. Sûrement les prétentions du Canada seroient appuyées par l'Amérique entière ; et qui sait si sans attendre ce grand changement , elle ne demandera pas à être admise au partage , à la jouissance de cette précieuse possession , que sa position lui adjuge autant que son intérêt la réclame ? Le meilleur moyen de prévenir tout différend à cet égard , seroit de fixer à la jouissance de l'Europe , un terme dont on conviendrait en commun.

Les États-Unis de l'Amérique ne font pas partie intégrante du plan ; ils n'en sont , pour ainsi dire , qu'un accessoire ; ils n'y entrent que par accident. Ce que l'on indique pour les autres états , est de nécessité absolue , car

il s'agit de les constituer, au lieu que les Etats-Unis l'étant déjà, il ne s'agit que de les compléter, et pour ainsi dire de les perfectionner. Ils pourroient rester, dans leur état actuel, étrangers au changement qui se passeroit autour d'eux, sans que l'arrangement des autres colonies en souffrît d'altération, au moins sensible; mais, d'après les principes que nous avons développés, les Etats Unis sont sujets à *une révision* dont ils n'auroient pas sûrement à se plaindre; car il ne s'agit de rien moins que de les compléter par l'adjonction de deux membres qui lui manquent, et de rattacher deux bras au corps dont ils semblent détachés: ce sont l'Acadie et la Floride. Ces trois pays sont renfermés dans la même enceinte de mers et de montagnes, séparés par les hommes, mais unis par la nature. Quand l'Angleterre possédoit l'Amérique, elle ne s'y étoit pas trompée; si elle avoit acquis l'Acadie à la paix d'Utrecht, elle avoit eu soin à celle de 1763, de réunir la Floride au corps de la souveraineté en Amérique. Elle s'étoit bien gardée de conserver des colonies au centre d'un pays découvert sur les deux flancs, et embrassées par des possessions étrangères qui

pouvoient devenir ennemis. Elle avoit suivi la démarcation naturelle de l'ensemble de cette contrée, et rempli son cadre par une possession uniforme. En cela, elle avoit eu raison pour elle et pour le pays qui tendra toujours à rentrer dans sa démarcation naturelle. Les Américains ont déjà commencé à s'occuper de la Floride; ils ont obtenu en 1793, des concessions très-importantes pour leur commerce; ils dominent les derrières de cette contrée par leurs établissemens de l'Ouest, par le cours des rivières qui prennent leur source chez eux, et s'étendent ensuite dans la Floride, que leur navigation a maintenant la faculté de traverser. Il y a tant d'affinité entre ces deux pays, qu'il est évident que la Floride ne peut échapper à la confédération américaine. Quels en seront les moyens? il est hors de notre pouvoir de les fixer; mais il n'est pas au-dessus de la prévoyance, guidée par l'expérience de ce qui se passe entre *états*, d'appercevoir que ces moyens ne seront pas toujours ceux de la paix et de la douceur, si l'on n'a soin de les prévenir par celui que nous indiquons; il faut savoir commencer par où il faudra bien finir. Mais pour que cette acces-

sion de deux grands pays à un qui l'est déjà beaucoup, fût parfaite, pour qu'on fît un bien sans mélange, il faudroit que les Etats-Unis, ainsi augmentés, fussent partagés en deux souverainetés distinctes; en voici les raisons:

Les Etats-Unis ont déjà par eux-mêmes une grande consistance; leur étendue est de trois cent quarante-sept lieues de longueur sur cinquante de largeur commune. Cet immense pays est baigné par des fleuves et des rivières; ce sont autant de sources de fécondité et de population. De pareilles proportions suffisent seules pour bien constituer un état; le reste n'est que superflu pour lui, et n'est pas sans danger pour les autres. La Floride ne renferme pas moins de cent lieues de longueur sur quarante-cinq de largeur, dans toute la partie qui échoiroit aux Etats-Unis. Cette nouvelle dotation augmenteroit beaucoup les Etats-Unis; en y ajoutant l'Acadie, qui a trois cents lieues sur quarante, on arrive à un ensemble de sept cent quarante-sept lieues de longueur sur cent trente-six de largeur. Dès-lors ce n'est plus un état qu'on forme, c'est un colosse; il domineroit sur toute la côte orientale de l'Amérique; doit-on le

souffrir davantage que la domination d'un seul sur tout le côté de l'Amérique méridionale? L'Amérique ainsi constituée est évidemment trop forte. Sa supériorité morale est encore plus sensible ; car les Américains des États-Unis ne sont pas des *Américains d'Amérique*, ce sont des Américains d'Angleterre, conservant dans toute leur pureté les principes de supériorité qui appartiennent aux habitans de l'Europe, sur-tout ceux de cette contrée. L'Anglo-Américain n'a pas dégénéré comme l'Espagnol du Mexique ou du Pérou ; c'est un Anglais pur, resté tel dans l'éloignement de sa patrie, en ayant retenu le courage, l'esprit, l'activité, en un mot, toutes les qualités de l'esprit et du cœur, qui distinguent en Europe le sang dont il est issu. Qu'on en dise autant, si l'on peut, des autres Américains ; cette supériorité morale, jointe à des facultés matérielles aussi étendues que celles qui résultent de la réunion des deux pays accessoires au corps des États-Unis, en feroit un tout menaçant, ce qu'il faut toujours éviter. Les États-Unis seroient d'emblée la puissance dominante de l'Amérique : ce que ces dominations coûtent ailleurs montre assez combien il faut les éviter.

Alors les Etats-Unis ne seroient pas même sans danger pour l'Europe ; ils sont maintenant vis-à-vis d'elle dans l'attitude la plus décente , dans celle qui concilie leurs droits et ceux de l'Europe , dans celle qui maintient noblement leur indépendance , sans attenter à la sienne ; mais delà à des nuances plus prononcées , le passage est court et glissant , et la prudence ne permet pas de donner aux états le moyen de le franchir sans crainte. On a beau s'appuyer , avec l'abbé Raynal , sur l'infériorité du sol américain , *qui ne lui permettra pas*, dit-il , *de pourvoir jamais aux besoins d'une nombreuse population* , cette assertion est absolument irréfléchie , elle est démontrée telle par les exemples les plus frappans , par des faits habituels et constans. A-t-on donc oublié , quand on parle ainsi , que la Hollande nourrit sur un sol très-borné , dépourvu de récoltes , la population proportionnellement la plus nombreuse qui existe en Europe ; que la Bretagne , déserte dans son intérieur , est la province de France la plus riche en habitans , parce que la population de ses côtes compense la solitude de ses campagnes ? Ne sont-ce pas , en tout pays , les

bords de la mer et des rivières qui sont les plus habités , par l'attrait qu'offre à la reproduction l'abondance des subsistances, la multiplicité du travail et la bonne qualité du sol? Elle se rencontre toujours aux lieux arrosés par des rivières , elle augmente même en proportion de leur volume. Or, quel pays plus que l'Amérique possède ces avantages? Elle est toute entrecoupée de fleuves , de rivières , elle est baignée par l'Océan ; la navigation pénètre dans toutes ses parties ; toute sa population excédant les besoins de la culture , parcourt les mers , fouille au sein des rivières pour en tirer sa subsistance , s'occupe et se nourrit de mille travaux qu'exige une navigation étendue. L'Américain s'est tourné, comme par instinct, vers l'Océan , vers le commerce , vers la navigation. Il a obéi aux impulsions de son sang qui le portoit vers toutes les occupations maritimes et commerciales ; son sol même s'améliore par le commerce. Qu'on continue ailleurs d'avoir des besoins et de consommer , et l'Américain saura bien trouver dans ces besoins, des germes de multiplication : c'est ainsi que s'est accrue la population hollandaise. *Que le commerce croisse ,*

*et il croîtra des Hollandais.* Les Etats-Unis peuvent et doivent même s'élever à une population considérable, supérieure à ce que leur territoire semble comporter , parce qu'il s'accroîtra de toute leur industrie , de toutes les adjonctions qu'ils y feront par leur commerce : on peut en juger par l'augmentation qui a déjà eu lieu dans seize ans de paix. La population américaine s'élevoit à deux millions cinq cent mille ames lors de la révolution ; maintenant elle dépasse cinq millions. Cet accroissement surpasse celui de la Prusse pendant trente six ans du règne de Frédéric. Mais un état qui se développe avec cette rapidité , venant d'un autre côté à recevoir des accroissemens considérables en territoire , n'est il pas de sa nature inquiétant pour les autres états , et sur-tout quand ceux-ci sont encore dans la foiblesse de l'âge , comme il arrivera pendant long-tems encore pour les nouveaux états coloniaux ? Cette considération fixe une nécessité évidente pour la division en deux états unis , accrus de la réunion indiquée. Chaque partie restera encore assez forte , ayant une étendue de trois cent soixante-dix lieues , et une barrière telle que celle qui résulteroit du point

choisi pour leur démarcation, avec l'avantage commun d'être couverts de tous côtés par les montagnes, par de grands fleuves, et par la mer. Cette division calculée deviendrait indispensable, par l'accroissement nécessaire que l'adjonction de deux membres donnerait à un sentiment qui se manifeste déjà beaucoup trop entre les deux grandes divisions de l'union actuellement existante. Nous entendons l'animosité qui subsiste entre les états du Nord et ceux du Midi, semblable à celle qui se rencontre en plusieurs lieux entre les membres d'une même association politique. La haine, l'impatience de la communauté du joug, est fortement prononcée entre le Nord et le Midi de l'Amérique actuelle. Elle a pris naissance avec ces états; elle s'est fortifiée avec l'âge, par la forme même républicaine qui a partagé inégalement l'influence et les places; les provinces ont pris fait et cause en faveur des concurrents nés dans leur sein; enfin, dans les derniers tems, les révolutionnaires ont cherché et rallumé en Amérique, comme en tous pays, les germes de scission; ils les ont assez développés pour en faire éclater le desir et prononcer jusqu'au nom de séparation. Les partisans

d'Adams et de Jefferson , les amis et les ennemis des Français partagent réellement l'Amérique en deux parties très-distinctes : que seroit-ce donc , quand ce pays seroit plus que doublé par l'accession des deux nouveaux membres ? Devenu plus fort , ne seroit-il pas plus porté vers l'indépendance ; et le gouvernement lui-même ne seroit-il pas plus foible , comme l'observe Rousseau , à mesure qu'il auroit plus à gouverner ? La scission de l'état résulteroit nécessairement de l'augmentation de son étendue.

Un grand accroissement dans les états américains , seroit donc inévitablement le signe de leur séparation ; et ce résultat , effrayant au premier coup d'œil , seroit cependant un avantage qui compenseroit et au-delà la perte apparente provenant de la scission. S'il arrivoit , contre toute apparence , que l'unité ne fût pas rompue , au moins provoqueroit-il avec le tems un changement dans le mode d'une partie du gouvernement , dans celle de la branche exécutive , qui déjà bien petite et bien foible pour l'Amérique actuelle , seroit tout-à-fait disproportionnée avec elle après sa nouvelle augmentation.

L'Amérique se divise donc en deux parties ; elle se dédoublera , si l'on peut parler ainsi , en restant république ; elle se résoudra en monarchie , en restant unie dans un seul corps d'état.

La Louisiane , accrue de la petite partie de la Floride , située hors des Apalaches et du nouveau lot des États-Unis , formera un état séparé d'une grande étendue , sur d'excellentes proportions et sur de très-fortes barrières. Au nord , ce pays n'a pas de voisins ; à l'ouest , il est séparé du Mexique par le fleuve du nord. Dans toute son étendue , il est arrosé par le Mississipi ; à l'est , il est couvert par les Alpalaches ; au midi , il est baigné par la mer ; son territoire est abondant , arrosé par les plus grands fleuves , coupé en tous sens par mille rivières qui sont autant de débouchés pour ses innombrables productions ; il touche aux pays les plus riches du monde , tels que le Mexique et les Antilles. Il n'y a peut-être pas d'état appelé à une plus grande prospérité ; elle s'est beaucoup augmentée d'elle-même sous l'insouciant administration de l'Espagne , quand la nature seule en faisoit les frais. Que

seroit-ce quand elle seroit aidée, développée, poussée par un gouvernement présent sur les lieux, attentif à profiter des avantages locaux, et à leur donner tout le développement dont ils sont susceptibles? La Louisiane est connue pour le pays de la terre le plus riche en bois propres à la construction, ainsi qu'en tous autres matériaux de marine. De quelle extension ne seroit pas susceptible une pareille richesse avec les besoins que feroient naître par-tout les nouvelles marines des nouveaux états; car tous étant placés sur la mer ou sur de grands fleuves, tous auroient aussi, comme l'Amérique, une marine marchande et une marine militaire pour l'appuyer? L'Amérique possède aujourd'hui vingt fois plus de vaisseaux de commerce qu'avant sa révolution: alors elle n'en avoit pas un seul de guerre, la métropole se les étoit tous réservés. Elle commence aujourd'hui à montrer à l'Océan étonné, un pavillon qui, fidèle au génie du pays dont il tire son origine, promet de soutenir à-la-fois l'honneur de sa nouvelle patrie et de son ancienne extraction.

Le nouveau Mexique et la Californie ne

peuvent être séparés : divisés , ils sont trop foibles : réunis , ils peuvent se suffire. La Californie a trois cents lieues de long , sur une largeur moyenne de cinquante. Le nouveau Mexique n'est guères moins long , mais il est plus large. Si ces deux pays étoient suffisamment peuplés , leur réunion ne seroit pas nécessaire ; elle le devient dans l'état de dénuement où ils se trouvent. La Californie est une presque île que son isolement met à l'abri de toute attaque. Le nouveau Mexique est dans un éloignement qui ne permet guères de s'occuper de lui. Ces deux pays n'ayant rien à demander à personne , n'ont aussi rien à en craindre. Il ne faut pas les mépriser à cause de leur isolement , et de leur dénuement actuels : il ne faut pas considérer ce qu'ils sont , mais ce qu'ils peuvent être , et ce que la présence d'un gouvernement peut les faire devenir. Les jésuites qui s'y connoissoient bien , avoient porté leurs vues sur ce pays , et se proposoient d'y renouveler les miracles qu'ils avoient opérés au Paraguay. En tout cas , on pourroit décerner sur ces deux pays une expectative déterminée , et régler qu'ils feroient à

leur tour un état indépendant à une époque de tems , ainsi qu'à un degré de population convenu , régler aussi le mode des gouvernemens à venir , où la maison souveraine à laquelle ils seroient réservés. Tous ces arrangemens ont pour but de prévenir toute espèce de querelle. Cependant l'érection instantanée d'un gouvernement , paroîtroit de beaucoup préférable ; il vaut mieux en finir une fois qu'on aura commencé , que d'y revenir à plusieurs reprises. Après cet état , qui est tout entier à créer , paroît dans tout son éclat le brillant empire du Mexique , la source intarissable des métaux dont s'abreuve l'Europe , le père de l'or et de l'argent , des signes de toutes les valeurs si rares et si peu connus en Europe avant sa découverte. Heureux celui à qui écherra ce superbe lot ! Quelle sera sa puissance , sa richesse et ses jouissances , s'il sait mettre à profit tout ce que la nature à prodigué sur la surface de cet incomparable pays , tout ce qu'elle a renfermé dans son sein , tout ce qu'elle a semé sur toutes ses parties !

Le Mexique a cinq cents lieues de longueur ; la seule audience de Guatimala en

compte trois cents. Les côtes sont dans toute leur étendue baignées par deux mers à l'est ; il est séparé de la Louisiane par le grand fleuve du nord ; au midi , il l'est de l'Amérique méridionale par le Darien ; d'une part il regarde l'Europe , et de l'autre l'Asie : il avoisine les Antilles , de manière à ce qu'il n'ait qu'un court trajet à faire pour recevoir leurs productions et leur porter les siennes. C'est chez lui que l'argent naît avec une abondance inépuisable et toujours renaissante ; malgré la mauvaise exploitation , et l'administration encore plus mauvaise des mines , il ne rend pas moins de 130 millions de métaux ; il en rendroit le double , si on pouvoit fournir une plus grande quantité de vif-argent à son exploitation. Ce n'est pas lui qui manque à l'exploitation et qui lui refuse ses riches produits , c'est l'exploitation qui lui manque , et qui laisse languir les trésors qu'il s'offre à prodiguer. Il n'y a pas de doute que si le Mexique étoit bien administré , et exploité sur de bonnes méthodes , le produit de ses mines ne doublât , ne triplât , ne s'élevât du taux actuel de 130 millions , à une somme infiniment plus con-

sidérable, et qu'il est impossible d'apprécier. C'est au Mexique qu'entre mille productions précieuses à l'homme pour sa conservation et pour ses arts, croît la cochenille, la pourpre destinée à parer les trônes, et à leur donner autant d'éclat qu'elle peut en recevoir d'eux. Cette production, vraiment royale, fut jusqu'à ces derniers tems son apanage exclusif : un Français la lui a ravie. Jusques-là le Mexique seul auroit habillé les empereurs et les rois ; il eût seul revêtu les sénats et les grands de toutes les nations. Que de productions languissent dans son sein, ignorées, méconnues, négligées par d'indolens possesseurs, par un gouvernement éloigné d'elles de tant de sortes de distances ! Quelles découvertes n'y feroit pas une administration toujours présente et vigilante ; quelles conquêtes sur l'état actuel, et de combien de produits n'enrichiroit-il pas le monde, et lui-même avec lui ! Alors la canelle, qui croît naturellement dans ces fertiles et chaudes vallées du Mexique ; alors les autres épiceries qu'il reçoit des mains d'un accapareur hollandais ; alors ces soies qu'il reçoit encore du dehors, en ignorant qu'il en a

possédé de parfaites , alors ces produits se formeroient , ou revivroient sur le sol même du Mexique , mieux administré , et pourvu de tous les moyens et de toute la volonté propres à le faire fleurir. Enfin , c'est au Mexique qu'il appartiendroit de devenir le chemin de communication entre l'Europe et l'Asie , et d'être l'entrepôt de leurs relations. Depuis qu'il a été reconnu que le grand lac de Nicaragua est le point le plus convenable pour la jonction des deux mers , le Mexique a obtenu par cette seule découverte un avantage inappréciable , celui de pouvoir devenir le lien des deux mondes. Qu'on s'imagine en effet de quel prix seroit pour le Mexique un mouvement pareil à celui que le passage et la fixation du commerce des deux continens établiroit au milieu de lui. Placez des Hollandais sur le bord du Nicaragua , entre les deux grandes divisions de l'Océan , au centre des trésors de l'Amérique , dans le courant de ceux de l'Europe et de l'Asie , et vous verrez combien d'Amsterdam ils feront sortir de cette incomparable situation , eux qui ont su couvrir de tant de cités industrieuses et brillantes les bords fan-

geux de leurs mers rétrécies, sauvages et sans issues.

La capitale du Mexique est une des plus belles cités du monde ; elle leur dispute en beauté , elle l'emporte en richesses , en bonheur de situation , en volupté de climat , en abondance de production ; en un mot , en tout ce qui fait les cités riantes , populeuses et reines du monde. La population du Mexique est déjà très-forte , favorisée par toutes les influences d'un ciel serein et d'une terre féconde. Le sang espagnol y domine celui des indigènes , et tend tous les jours à le faire davantage. Elle arrivera à un très-haut degré avec le tems , et sur-tout avec une bonne administration qui est le principe de toute prospérité dans un état. La position du Mexique , au centre de l'Amérique , lui donnera une grande influence dans cette contrée ; il y est placé comme le pivot sur lequel elle roule , comme le lien et le modérateur entre les deux grandes divisions de ce vaste continent. Le nouvel empire du Mexique est donc destiné à égaler dans sa reconstruction la splendeur de l'ancien , et à consoler le nouveau monde de l'avoir perdu.

Ici l'Amérique méridionale s'ouvre à nos regards, et nous présente d'abord les deux états de la Nouvelle-Grenade et de Terre-Ferme. L'épaisseur que prend l'Amérique au sortir du Darien, oblige à cette division, et rend un dédoublement nécessaire. Il seroit impossible de ne former là qu'un seul état, et de rapprocher convenablement les différentes parties du centre, et le centre des parties. D'ailleurs cet état seroit beaucoup trop étendu et coupé comme il l'est par des chaînes de montagnes ; une division appropriée à toutes les circonstances est indispensable. Il en résulte deux états, dont le premier, nommé état de Terre-Ferme, s'étend au midi, du Darien à l'Orénoque, vers l'ouest à l'Océan, à l'est, aux montagnes qui le séparent de la Nouvelle-Grenade, vers le nord au Darien, qui le sépare du Mexique. Les îles de Curaçao et de la Trinité entrent dans son apanage, à cause de leur voisinage de ses côtes et de leur richesse qui compenseroit un peu sa pénurie ; car on ne peut se dissimuler que ce pays, composé, formé en majeure partie des trois provinces de Sainte-Marthe, Venezuela, Carthagène, ne soit le plus misérable de l'Amé-

rique, par un grand nombre de causes, parmi lesquelles l'excès de la dégénération des habitans et l'incurie du gouvernement, joue le principal rôle. Le meilleur moyen d'y remédier, est sans doute de fixer dans son sein, une administration qui s'en occupe, et qui rende à ce pays négligé, l'usage des facultés dont tant d'incurie l'a privé jusqu'ici. Cet état est sûrement très-bien situé; il ne perd pas de vue la route de la mer, principe toujours constant de prospérité. Il avoisine des contrées très-riches, son étendu est de plus de quatre cents lieues sur autant de large, sans compter les deux îles adjacentes, la Trinité et Curaçao: que lui manque-t-il pour profiter de tant d'avantages naturels, sinon un gouvernement et rien qu'un gouvernement qui sache et qui veuille s'en occuper?

La Nouvelle-Grenade n'est pas moins bien partagée dans un sens, et l'est beaucoup mieux dans l'autre. Les avantages de situation correspondent exactement à ceux que possède l'état de Terre-Ferme; elle est bornée comme lui; ils partent tous les deux du même point; ils sont adossés l'un à l'autre dans toute leur étendue. L'un regarde la mer de l'Ouest et

l'Asie ; l'autre celle de l'Est et l'Europe. La Terre-Ferme a toutes ses relations dirigées vers l'Europe, les Antilles et la côte orientale de l'Amérique ; la Nouvelle-Grenade tourne toutes les siennes vers l'Asie et les étend sur toute la côte occidentale de l'Amérique, embrassant le Mexique, le Pérou, et leur servant de point de réunion et de lien commun. C'est un pays étendu, le plus riche de l'Amérique en mines d'or, plus riche encore par la possession d'un démembrement du Pérou qui lui attribue une étendue de côtes dont les Espagnols n'ont encore occupé que quatre-vingts lieues de long, sur quinze de large, qui forme le plus riche pays de l'Amérique, celui où les Espagnols se sont le plus multipliés. Avec tous ces avantages et ceux qui résultent d'un gouvernement, ce pays peut arriver à une grande prospérité ; il en a en lui tous les germes, ainsi que tout ce qui est nécessaire pour se suffire tout seul.

Le Pérou formeroit un état à part ; il a dans sa longueur, cinq cents lieues ; et dans sa largeur moyenne, soixante lieues susceptibles de culture. On ne compte pas les côtes arides qui n'offrent que des sables brûlans,

non plus que les sommets des montagnes qui n'offrent que des monceaux de glace , car ce pays présente , dans un petit espace , la Lybie et la Sibérie. La fertilité est entre deux , comme le bien est toujours entre les extrêmes. Cette étendue est tout ce que l'on peut désirer pour le fonds d'un état. Il n'y a ni superflu , ni pauvreté. Le sol n'est ni vague , à force d'étendue , ni étranglé à force de petitesse. Cette proportion est une des plus convenables que l'on puisse imaginer , une des plus désirables qu'on puisse se proposer ; elle s'améliore encore par sa situation : d'une part , tout le Pérou est couvert par la plus grande chaîne de montagnes qui existe sur le globe ; de l'autre , il règne dans toute son étendue sur les côtes de la mer , et ne s'en écarte pas d'un seul pas. Son nom seul est le synonyme de la richesse. Si dans le misérable état d'administration et d'exploitation , où restent à-la-fois les mines et le pays qui les renferme , car tout se ressent du même vice , le Pérou fournit les plus riches métaux , et principalement de l'or , pour une valeur annuelle de six millions de piastres , c'est-à-dire pour une somme qui surpasse trente millions : combien n'en rendroit-il pas

sous une administration éclairée et vigilante, sous l'influence de méthodes plus sûres et de procédés mieux dirigés que ceux qu'on emploie aujourd'hui : N'est-on pas fondé à croire que dans cet état de surveillance et de lumières, il remonteroit à son ancienne opulence, et se montreroit aussi riche, aussi prodigue d'or, qu'il l'étoit au tems de Charles-Quint et de Philippe II, sous lesquels la seule mine du Potosi rendit pendant dix-neuf ans, 192,500,000 d'extraction annuelle, constatée par l'acquit des droits? Il faut y ajouter le produit détourné par la fraude; on ne peut l'évaluer; mais en le supposant seulement d'un quinzième du produit, le total se seroit élevé à la somme étonnante de 200 millions par an pour une seule mine. A la vérité, le produit de ces mines est bien tombé, particulièrement celui de la mine dont nous venons d'établir l'ancienne richesse, puisqu'au lieu de 200 millions, elle n'en rend plus que deux, et que l'ancienne proportion de l'argent au minerai qui étoit de 1 à 2, a passé de 1 à 1200.... Mais pour une mine perdue, on en a trouvé mille autres : il y en a de si riches, que le métal se montre spontanément à la surface de

la terre, et s'offre de lui-même au ciseau. On en a découvert d'une très-grande richesse, mais dont l'exploitation a été si mal dirigée, qu'on en est presque privé; une bonne administration corrigeroit tous ces vices, répareroit tous ces désastres, arrêteroit tous ces torts, enfans des mêmes pères, l'éloignement et l'ignorance du gouvernement. Établissez un grand gouvernement à Lima, dans *cette ville d'argent*, et vous verrez s'il n'en devient pas lui-même le premier trésor. Vous verrez de quelles productions se chargeront ces vallées du Pérou, qui, semblables à toutes celles formées par les montagnes et par les rivières, sont fertiles en raison du volume des fleuves qui les arrosent et de la hauteur des montagnes qui les dominent. Sûrement aucun pays ne peut le disputer dans ce genre au Pérou, qui est couvert dans toute sa longueur, par les Cordelières, et coupé en tout sens par les milliers de fleuves qui en découlent. Jusqu'ici, la mer avoit été un apanage inutile pour lui: il lui étoit défendu d'en user; il devoit attendre sur ses plages délaissées, dans ses ports déserts, qu'il plût à la métropole de lui envoyer quelques navires, bornés pour le

nombre et pour le chargement : il devoit recevoir de Panama et du Mexique , les objets de première nécessité ; les gênes, les entraves y étoient multipliées à l'infini. L'administration toujours variable, n'a fait que flotter pendant deux cents ans, de la réunion à la division de cette contrée, dont l'étendue faisoit trop sentir son poids à une administration unique ; et cependant le Pérou a prospéré malgré tant de causes de retard, ou plutôt la nature, celle des choses a triomphé des obstacles; elle a été plus forte qu'eux, et le Pérou est sorti vainqueur, quoique mutilé d'une lutte perpétuelle contre son propre gouvernement. Que n'auroit-on donc pas le droit d'attendre de lui, si au lieu de ces contrariétés, il éprouvoit des soins , de l'attention , et devenoit l'objet d'une application suivie , et n'étoit plus celui des distractions continuelles de ses maîtres ? N'en doutons pas , le Pérou livré à lui-même , dans un arrangement général des colonies, deviendroit un des plus magnifiques empires qui ait jamais existé, et rempliroit tout ce que son nom semble promettre.

Le Chili formeroit le dernier état au midi de l'Amérique, sur la côte occidentale. Il

règne dans toute sa longueur , depuis l'extrémité du Pérou , jusqu'aux Terres Magellaniques que nous avons dit devoir être réservées. Le Chili est d'une étendue immense en longueur , n'ayant pas moins de cent lieues dans cette proportion , sur une largeur moyenne de trente lieues , resserré entre les Cordillères et la mer. Ce pays est le plus fertile de l'Amérique ; il passe pour son paradis terrestre. La population espagnole n'y est pas proportionnée à ses facultés ; cependant cinq cent mille habitans font un bon fonds de population qui n'a besoin que d'être développé : il a l'avantage de n'être point mélangé de nègres ; et la population indigène ne s'élève plus qu'à cent mille ames. La supériorité du sang européen y est donc affermie de manière à aider beaucoup le gouvernement par l'absence de tous les embarras que ce désastueux mélange ménage à tous les souverains des colonies. Le Chili avoit atteint les commencemens de sa prospérité sous les plus dures loix de l'exclusif. Il ne pouvoit s'approvisionner qu'au Pérou , des marchandises même d'Espagne. Qu'on juge à quoi revenoient pour lui les frais d'un pareil détour ! Il jouit de la liberté de ses

approvisionnement depuis 1776 ; quand il jouira d'un gouvernement qui lui sera propre, il donnera alors à l'Amérique, et lui fournira à son tour toute l'étendue des jouissances dont elle peut être susceptible. Ce pays est borné de manière à n'avoir point d'ennemis ; quoiqu'en plein continent, il est comme isolé, borné à l'ouest, par la mer ; à l'est, par les Cordelières ; au midi par les déserts des Terres Magellaniques ; au nord, par le Pérou, qui est son seul voisin, mais qui, étant bien limité par rapport à lui, n'a rien à lui demander, ni aucun sujet de querelles à lui intenter. Les deux îles de Chiloe et de Saint-Juan-Fernandez, situées sur les côtes du Chili, sont des dépendances naturelles de ce pays. La dernière dont la description si connue d'un voyageur célèbre a enrichi le monde, car c'est lui qui lui a révélé ce pays, pourroit, dans l'avenir, servir aux délices des souverains et des grands du Chili, comme le faisoient, sous les empereurs et les riches de Rome, les îles renommées qui bordent l'Italie : Juan-Fernandez seroit la Caprée du Chili. Ce pays renferme éminemment tout ce qui est nécessaire pour l'établissement d'un florissant empire, il n'a besoin que de la liberté de le former.

La destination des Terres Magellaniques et de la Terre de Feu, a été indiquée ailleurs.

Sur la côte orientale de l'Amérique méridionale se formeroient trois grands empires : le Paraguay, le Brésil et la Guiane, résultats de la réunion des trois Guianes française, hollandaise et espagnole, bornées au nord par l'Orénoque, et au midi par l'Amazonie. Tout écart, tout envahissement au-delà de ces deux grandes barrières, seroient rigoureusement interdits.

Le Paraguay est une immense contrée qui a au moins cinq cents lieues de long, et encore plus de large. Le prolongement du Brésil, qui, du côté de l'est, règne sur toute sa longueur, lui interdit, il est vrai, les avantages des positions maritimes; mais il en est dédommagé par le cours d'une multitude de fleuves, dont les deux principaux sont celui dont le pays emprunte son nom, ainsi que celui de la Plata, dans laquelle le premier va se perdre, et dont la réunion avec lui forme à son embouchure une espèce de mer. Le grand fleuve Paraguay arrose ce pays dans toute sa longueur, en le partageant en deux parties égales. Au nord, il n'a pour voisins que des

peuplades errantes ; au midi, les solitudes des Terres Magellaniques ; à l'ouest , les Cordelières ; à l'est , le Brésil : c'est le seul côté qu'il ait à défendre. Sa fertilité est assez connue : dans son état actuel de délaissement et d'abandon , il n'en fournit pas moins au Chili et au Pérou une partie de leurs besoins en bétail et en chevaux , à la métropole une immense quantité de cuirs , à toute l'Amérique méridionale l'herbe célèbre dont elle fait ses délices. Cependant , la huitième partie du Paraguay n'est pas encore en culture. Pour juger ce dont il est susceptible , il ne faut que se rappeler le parti qu'en avoient tiré les jésuites , quoique bornés dans leurs moyens , circonscrits dans leur autorité , et forcés pour leur propre sûreté de borner et de dissimuler leurs succès , objets inévitables de l'envie en tous tems , et chefs d'accusation lors de leur infortune. Un gouvernement indépendant qui n'auroit pas la même responsabilité , n'éprouveroit pas les mêmes obstacles , et ne seroit point arrêté dans ses progrès. Rien ne les contrariait du côté des hommes , rien non plus ne les contrarieroit du côté des choses qui semblent conspirer au con-

traire pour la prospérité de cette contrée ; et lui avoir préparé tous les moyens de devenir un puissant empire. Les îles Malouines devroient en faire partie , jusqu'à l'établissement d'un état , sur les Terres Magellaniques ; celui du Brésil est tout fait , il n'a besoin que de s'appartenir à lui-même. Etendue , population , bonheur de situation , fertilité du sol , solidité des barrières , tout s'y trouve , tout y est réuni. Qu'on l'affranchisse d'une métropole qui l'entrave de son ignorante inertie , qu'on l'abandonne à un gouvernement fait pour lui et travaillant uniquement pour lui , et dans peu le Brésil montrera au monde un de ses plus beaux empires ! Y en a-t-il beaucoup d'un étendue de huit cents cinquante lieues en longueur , ainsi que l'est le Brésil , se développant comme lui sur une pareille latitude des côtes de la mer , et d'une largeur qui , quoique variable aux deux extrémités , est cependant pour la plus grande partie de trois cents lieues ? Y a-t-il beaucoup d'états bornés à-la-fois par la mer , par deux grands fleuves qui eux-mêmes sont des mers , au nord par l'Amazone , au midi par la Plata , à l'est par l'Océan ? Sa population excède huit cent mille

ames; ses cultures, quoique bornées encore au seul cours des rivières par le défaut d'habitans, fournissent déjà à ses besoins, et à une exportation qui surpasse 30 millions. Le Brésil possède des mines qui rendent à la métropole une somme annuelle de 25 millions en métaux, et de 4 millions en diamans. L'exportation de ces métaux appauvrit la colonie, qui ne profite pas des richesses qui naissent dans son sein, et qui est réduite à ne posséder que la plus petite partie des capitaux dont elle auroit besoin. Ses mines de diamans sont exploitées sur les calculs de l'avarice européenne, qui ne compte pas pour les colonies, mais pour elle, et qui borne l'extraction pour s'en conserver le produit intact. Le Brésil paie encore au Portugal une somme de 19 millions d'impôts de toute nature; il a de plus à supporter le poids de ses monopoles : délivrez-le de toutes ces charges, de toutes ces entraves, et vous y conservez une somme de 60 millions, qui, rendue à la circulation, au commerce, à la culture, donnera bientôt à cette contrée une face et une existence nouvelles; rendez-le à sa liberté, rendez-le à lui-même par l'anéantissement de tous les monopoles euro-

peens, et vous verrez bientôt le Brésilien, qui, seul de tous les Américains du midi, fait ses affaires par lui-même, et commence à prendre son essor sur les mers; vous le verrez bientôt en prendre un plus étendu dans tous les genres de grandeur et de puissance. Il en jugeoit ainsi, le célèbre Pombal, cet habile ministre, lorsqu'il songeoit à porter au Brésil le trône du Portugal, prêt à s'engloutir à Lisbonne, lorsqu'il vouloit par ce changement le faire sortir de ses ruines, plus élevé et plus brillant qu'il n'étoit en Europe. C'est la destinée qui attend celui qui y sera établi; non-seulement il n'aura rien à envier au Portugal, mais il ne peut manquer de le surpasser en prospérité et en force, autant que le Brésil le fait déjà en étendue à l'égard du Portugal.

La partie du Brésil située au-delà de l'Amazone, en restera séparée d'après la règle de limites qui a été établie: elle sera réunie aux trois Guianes, française, hollandaise et espagnole, et formera avec elles l'état compris entre l'Orénoque et l'Amazone. Ce vaste pays compte quatre cent vingt-six lieues d'étendue d'un fleuve à l'autre, sans s'écar-

ter de la mer qui le borne à l'est , tandis qu'il est borné à l'ouest par les grandes montagnes où l'Orénoque prend sa source. Sa profondeur est de plusieurs centaines de lieues , et va jusqu'aux frontières du nouveau royaume de Grenade. De ces quatre parties de la Guiane , une , la hollandaise , est déjà florissante , comme on l'a vu à l'article de Surinam ; la française est susceptible de le devenir , et renferme déjà des cultures précieuses , telles que les épiceries qui y ont été portées d'Asie , le tabac qui remplace celui du Brésil dans le commerce de Guinée , et le café qui est d'une qualité supérieure à tous ceux d'Amérique. Elle possède de plus des bois très-précieux et très-abondans , qui seroient d'un grand produit dans l'accroissement commercial et maritime que le nouvel arrangement procureroit à l'Amérique , en les distribuant à toutes les autres parties du globe. La compagnie de la Guiane avoit tourné ses vues de ce côté , et s'en trouvoit bien ; elle soignoit aussi la multiplication des troupeaux , dont le débit est toujours assuré aux Antilles. Sur quatre parties , dont la nouvelle Guiane se composeroit , en voilà déjà deux en état de

prospérité solide ou commencée ; les deux autres sont à-peu-près à créer, comme tout ce qui se trouve dans le mobilier de l'indolente Espagne ; mais les deux premières parties aideront les deux autres , et leur bonheur les ayant rapprochées , les ayant fait contiguës , elles formeront le centre du nouvel état , dont la prospérité s'étendrait peu-à peu de ce centre aux extrémités. Il faut remarquer , à l'avantage de cet état , comme de tous les autres , qu'il a ses plus grandes dimensions sur les côtes de la mer , avantage inappréciable , qui ne peut manquer de devenir pour lui et pour eux , une source de prospérité , comme elle l'est pour tous les pays qui ont le bonheur d'être ainsi partagés. En cela , les états du nouveau continent le sont bien mieux que ceux de l'ancien , dont une partie n'a pas la jouissance d'un seul débouché maritime , dont quelques-uns n'en ont qu'un petit nombre , et parmi lesquels la force et la richesse s'évaluent cependant par le nombre des ports et par l'étendue des côtes. Que sont ces ports rares, ces rivières à embouchures étroites , à cours si bornés ? Que sont tous ces foibles attributs de l'Europe , auprès de ces ports vastes et pro-

fonds dont est couverte l'Amérique ? auprès de ces lacs, de ces fleuves, qui eux-mêmes ressemblent à des mers, et qui pénétrant dans leur cours prolongé, au sein de contrées étendues, portent la fertilité sur d'immenses terrains, et porteroient à la mer les productions d'une multitude de nouveaux climats ? C'est bien là qu'il y a de quoi exercer le génie commercial des nouveaux habitans, de quoi leur donner des marines nombreuses, moins dispendieuses que celles de l'Europe. La nouvelle Guiane sur-tout seroit dans ce cas ; car c'est un des pays du globe le mieux pourvu de bois et de rivières dans toute son étendue, sans y comprendre les deux grands fleuves auxquels elle est appuyée, dont l'un, celui des Amazones, est le plus grand que l'on connoisse au monde, et dont l'autre l'emporte sur tous les fleuves de l'ancien continent, et ne le cède qu'à l'Amazone et au Saint-Laurent. La position maritime sera l'attribut distinctif et le principe de force des états du nouveau continent. Il restera dans l'intérieur de l'Amérique méridionale, un vaste espace dont on ne fait pas de destination ; il est compris entre la rive droite au nord de l'Amazone, les Cordelières

à l'ouest, le Brésil à l'est, et le Paraguay au midi; il en est environné de tous côtés. Cette région est avec le Paraguay, le seul pays d'Amérique converti en état, qui ne participeroit pas aux avantages d'une position insulaire. En revanche, il est supérieurement bien arrosé et traversé dans toute son étendue, par un très-grand fleuve, qui prenant sa source au nord du Paraguay, se partage en deux parties égales. On peut juger de son étendue par l'espace qu'occupe une seule peuplade, celle des Chacos, qui tient à elle seule un territoire de deux cent cinquante lieues de long et de cent cinquante de large, regardé comme un des meilleurs sols de l'Amérique. Les autres peuplades sont possessionnées dans la même proportion; et l'arrangement qui rendroit à la civilisation une contrée aussi précieuse sous tant de rapports, seroit pour l'Amérique et pour l'Europe une bien grande conquête; elle donneroit à toutes les deux un peuple qui alors en mériteroit le nom, qui existeroit avec utilité pour les Américains et les Européens, tandis que les sauvages habitans d'aujourd'hui sont pour les uns et les autres, comme s'ils n'existoient pas, ne leur portent rien,

ne reçoivent rien , et sont classés dans l'échelle de l'utilité générale et réciproque de l'humanité , au-dessous des hôtes des forêts , dont la dépouille fournit sous mille formes , des alimens à l'homme et des élémens à son commerce. A part le caractère sacré de l'humanité , le sauvage passant ses tristes jours sans produire et sans consommer , sans besoins et sans jouissances , sans relations comme sans liens avec le reste de ses semblables , est pendant sa vie et à sa mort , plus onéreux qu'utile à la terre , moins utile aux hommes que la brute qui les sert pendant sa vie , qui les nourrit et les vêt après sa mort. La vie d'un sauvage est pour lui une mort anticipée , pour le reste du monde une mort continue. Si le pays dont on se borne à tracer le cadre , car on n'a pas de connoissance suffisante sur son intérieur , entre dans l'arrangement général des colonies , il sera à son tour un grand empire , dont la grandeur et la fertilité du sol permettent de bien augurer.

Toutes les colonies des Antilles , à l'exception de la Trinité et de Curaçao , doivent être réunies dans un seul et même état , et ne faire plus qu'un même corps : il n'a été mutilé que

trop long-tems, victime et sujet de l'ambition et des intérêts d'autrui, et jamais des siens propres. La richesse de ces îles, leur importance, leur population sont assez connues; nous ne les retracerons pas, et nous nous bornerons à indiquer les motifs et les conséquences de leur réunion. Tant que les colonies furent foibles, soumises aux métropoles et aux mêmes loix fondamentales sur les principes de leur existence, elles purent rester séparées sans des inconvéniens trop sensibles. Cette séparation arrêtoit, il est vrai, leur prospérité; mais cet effet, tout fâcheux qu'il étoit, s'arrêtoit là. Aujourd'hui, tout est changé; les colonies sont fortes; certaines métropoles sont foibles en proportion d'elles; des loix communes ne règnent pas entre les divers possessionnés pour maintenir l'ordre parmi leurs sujets respectifs. Au lieu de cela, quelques-uns sont en état de contrebande permanente contre les autres, et par cette infraction continue aux droits du voisinage, ils sapent les fondemens de l'édifice colonial dans la partie qui est la seconde en importance, le régime exclusif, car, sans lui, il n'y a pas de colonies. On ne peut se lasser de le répéter; par exemple,

le Danemark tient à Saint-Thomas, entrepôt ouvert de contrebande pour toutes les Antilles; les Suédois en font autant à leur Sainte-Croix, à leur Saint-Barthélemi; les Hollandais suivent la même méthode à Saint-Eustache; les Anglais viennent d'en faire autant à Curaçao. A la longue, de pareils dissolvans, tout foibles qu'ils sont en apparence, rongent tout ce à quoi ils s'attachent, parce que leur foiblesse naturelle est aidée et relevée par la force de tous les intérêts personnels qui s'unissent à eux, et à la longue cette coalition est irrésistible. Les métropoles elles-mêmes ont dévié de la ligne stricte de l'exclusif; elles ont montré à leurs colonies l'exemple et la possibilité de s'en passer: elles leur ont fait goûter les douceurs de leur absence; elles ont de leurs propres mains porté le coup mortel à leur domination; elles se sont suicidées aux colonies par un simple essai, car en pareil matière, il n'y a pas d'essai, tout *est définitif*. Dès que le régime exclusif a cessé pour une colonie, il doit cesser pour toutes, de droit d'abord, et bientôt après de fait. Ce changement lui donne trop d'avantages sur les autres; ces avantages sont si remarquables et si remarqués, la ten-

dance à s'y associer , l'impatience d'en être privé sont si naturelles , qu'un exemple de cette nature établit sur-le-champ une lutte entre le régime qu'on supporte et celui auquel on aspire ; il élève aussitôt des nuages entre les colonies et les métropoles : et voilà où en sont les colonies des Antilles. Non-seulement la contrebande d'une partie d'entr'elles les sollicite continuellement à briser le joug de l'exclusif des métropoles ; mais celles-ci les en ont délivré par elles-mêmes, sur quelques points, comme a fait la France par l'arrêt du 30 août 1784 ; elles les en délivrent encore tous les jours, comme fait l'Angleterre pour les colonies qui se soumettent à elles, en les liant seulement à son commerce, sans les lier à la souveraineté. De son côté, l'Amérique du nord et d'autres états contigus, tels que le Canada, commencent à prendre la route des Antilles. Comment résisteroient-elles à tant de séductions et de facilités d'y succomber ? mais ce qui achève de détruire l'exclusif, est ce qui se passe à Saint-Domingue et à la Guadeloupe. Ces deux grandes colonies sont ouvertes à qui veut y pénétrer ; la métropole n'y existe plus pour elles que de nom. L'Amérique y aborde

tant qu'elle veut; la Jamaïque traite avec elles; Saint-Thomas et Sainte-Croix y commercent journellement : que devient l'exclusif? Comment le rétablir? et que deviennent les autres colonies au milieu de cette bigarrure de liberté et de contrainte? Quand la moitié des Antilles, quand les plus importantes de ces îles seront affranchies de l'exclusif, comment le maintenir dans les autres? Il faut rétablir l'uniformité entre toutes les colonies, ou s'en désister, il n'y a pas de milieu. Les métropoles cessent d'avoir directement intérêt à leurs colonies propres, du moment qu'elles y perdent l'exclusif; leur intérêt change alors, et passant de l'exclusif à la liberté, elles ont intérêt à la propager dans les autres colonies pour pouvoir s'y introduire avec elle et en partager les produits comme on a partagé ceux des leurs, par la rupture de l'exclusif qui leur étoit personnel. Mais les Européens sont trop inégalement possessionnés aux colonies pour adopter jamais de pareils réglemens d'égalité; et quand même ils y consentiroient, on peut être sûr que leurs démarches clandestines romproient leurs engagemens ouverts : l'expérience ne permet pas de les calculer autrement. Cepen-

dant cette disparité, quelque importante qu'elle soit, n'est encore rien en comparaison de la division qui règne aux Antilles, sur la base même de l'état colonial, sur l'esclavage : ce sont encore les métropoles qui ont porté le désordre dans cette partie. Ici, la France affranchit tout d'un coup six cent mille nègres, nombre égal à la moitié de toute la population noire des colonies, qui ne possèdent pas en totalité au-delà de douze cent mille esclaves; et, ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est que cet acte insensé n'est pas une explosion d'humanité envers des hommes malheureux, ou bien un acte d'aveuglement réparable de sa nature, et imputable au gouvernement seul, mais il est le résultat de principes solennellement promulgués, reçus et embrassés par les intéressés, de manière à ne devoir jamais s'effacer, et à se reproduire en tout tems. Là, c'est l'Angleterre, qui, comme si les Antilles n'étoient pas déjà assez troublées, soulève les questions qui les ont embrassées, et en poursuit l'application à ses colonies. Ailleurs, c'est le Danemark qui fixe une époque déterminée pour l'affranchissement des esclaves. Que feront les colonies plus sages et encore intactes,

au milieu de cette grande innovation ? Comment s'en défendront-elles ; et si elles l'essaient, quelle lutte , quels combats éternels ne se préparent-elles pas ? Voilà donc l'état colonial entièrement ébranlé dans les deux bases principales , l'exclusif et l'esclavage : quel remède peut-on apporter à ce désordre ? N'est-ce pas de remonter à sa source ? Quelle est-elle ? Ne sont-ce pas les métropoles qui , par leur division , et de domination sur une même contrée , et d'opinion sur des matières communes , fomentent dans les colonies des divisions , des troubles , et tous les désordres qui ont désolé et qui vont achever de perdre ces belles contrées ? Alors , n'est-ce pas la séparation d'avec ces métropoles perturbatrices , n'est-ce pas la cessation de la division de souveraineté , et la réunion de toutes les parties en un même corps , qui sont seules capables de rendre à ces malheureux pays tout ce que les divisions mentionnées plus haut leur ont fait perdre. Oui , il faut le dire , il n'y a plus que l'indépendance , il n'y a plus que la séparation d'avec l'Europe foible et turbulente , il n'y a plus que la réunion de toutes ces îles en un seul corps d'état , qui puisse encore les

sauver pour elles-mêmes et pour l'Europe. A force d'hésitations , d'incurie , de tracasseries , de petites et mal-adroites manœuvres , l'Europe a perdu ses colonies : elle ne mérite plus de les conserver , quand même elle le pourroit ; mais elle ne le peut plus que d'une seule manière , qui est de commencer par les perdre , et de les détacher d'elle. Il n'y a plus de salut pour les colonies que hors de la dépendance mal-adroite de l'Europe , et dans le régime uniforme qu'elles se donneront à elles-mêmes , qu'elles soigneront avec la vigilance de l'intérêt personnel , avec tous les avantages de la connoissance et de l'usage des localités. Alors il y aura encore des Antilles pour l'Europe , et des Antilles mille fois plus florissantes qu'elles ne le furent sous le joug des Européens (1). Si ces îles écrasées par les compagnies et l'exclusif , administrées à l'aveugle , comme elles l'ont été presque toutes , se sont cependant élevées à un si haut degré de prospérité , quel est celui auquel elles doivent arriver , débarrassées de leurs

---

(1) *Vide* Arthur Young , tom. III , p. 173.

anciennes entraves, pouvant étendre leurs relations par-tout où leurs besoins le leur indiqueroient ; délivrées des guerres et des querelles de l'Europe , administrées enfin pour la première fois par un gouvernement qui n'auroit qu'à s'occuper d'elles , par un gouvernement qui ne leur feroit plus la grace de leur accorder ses momens perdus , comme on fait en Europe , mais qui lui consacreroit tout son tems ? Avec la domination européenne , cessent tous ces odieux monopoles qui , dans presque toutes les colonies , saisissant les produits à leur premier développement , en étouffent le germe. Alors Cuba , Porto-Ricco , Saint-Domingue espagnol verroient disparaître leurs déserts , et tomber les haillons qui les couvrent ; alors , même les autres îles , quoique beaucoup mieux partagées que celles-là , verroient leur prospérité monter à un degré bien supérieur à celui auquel , en dépit de tant d'entraves , elles ont pourtant su s'élever : mais à qui adjuger ces précieuses possessions ? Comment réunir sous une même domination , des parties si différentes par les mers , par le langage et par la force ; des parties entre lesquelles le cours des saisons éta-

blit de si grandes difficultés de communication ; des parties entre lesquelles la différence des sangs élève des barrières si fortes , et produit des hâines si vives ? Les Antilles sont inégalement divisées pour le sol et pour la propriété. Les Antilles sont habitées par des Européens de toutes nations et de toutes religions. Les Antilles sont peuplées et dominées aujourd'hui par les *noirs* qui y disputent aux Européens leur vie avec leur empire. Voilà le grand changement que la révolution a introduit aux colonies ; avant elle , leur arrangement étoit facile ; aujourd'hui il est impossible ; ou s'il peut arriver de quelque endroit , ce ne peut être que de la réunion des lumières et des forces des principaux états de l'Europe , coalisés pour le rétablissement aux colonies , d'un ordre qui les empêche de périr , et de faire périr avec elles tout ce qui les entoure.

Quatorze nouveaux états seront donc l'apanage de l'heureuse Amérique , qui dans sa vaste enceinte présente le fonds de cette création simultanée et inouïe d'empires , au lieu de six qu'elle possède aujourd'hui. Après l'avoir épuisée , transportons-nous à l'extrémité

de l'Afrique, où un nouvel état nous appelle ; ce sera celui du cap de Bonne-Espérance : il est dès aujourd'hui une colonie bien florissante, malgré les entraves dont elle a été surchargée. Les établissemens épars, il est vrai, mais cependant tout formés, s'étendent déjà à plus de cent lieues dans les terres. Le chef-lieu de la colonie actuelle, destiné à devenir la capitale du nouvel empire, est déjà une ville importante : il conviendrait d'étendre cet état sur les deux côtes de l'Afrique, depuis le cap lui-même jusqu'à l'espace sur lequel tombe le vingt-deuxième degré au midi de l'équateur. Il renferme, il est vrai, l'établissement portugais du Mozambique, qui, d'après les principes adoptés sur les enclaves ou sur les écarts de souveraineté, resteroient au nouvel état qui en a besoin, tandis qu'il ne sert de rien au Portugal qui est à mille lieues de là. La position du nouvel état est la plus pacifique du monde, car il est *unique* dans un espace immense : elle est encore infiniment heureuse en formant le lien de l'Europe, de l'Amérique et de l'Asie. Là, relâcheroit tout ce qui passe d'une de ces contrées dans l'autre ; et tout ce qu'elles produisent se rassembleroit

naturellement dans son sein , et lui procure-  
roit avec d'innombrables jouissances , les bé-  
néfices attachés à l'entrepôt du monde ; car  
il n'y a pas de doute que si le cap formoit un  
état libre , ou seulement un port franc , il  
ne fût dans peu de tems l'entrepôt des quatre  
parties du globe. Il est étonnant que cette  
idée ait échappé aux Hollandais , si clair-  
voyans d'ailleurs en commerce , et qu'ils aient  
préféré d'écraser ce pays sous un régime ab-  
surde autant que barbare , plutôt que de le  
laisser fleurir par un moyen aussi naturel , et  
si profitable pour eux-mêmes.

On dira plus bas comment l'érection de cet  
état peut devenir un moyen de paix pour  
l'Europe , et la solution d'une grande diffi-  
culté sur un point qui l'intéresse toute en-  
tière. Les îles de France et de Bourbon étoient  
pécuniairement onéreuses à la France : on a  
dit pourquoi elle les conservoit. Ces motifs  
n'existent plus ; elles lui sont donc inutiles et  
onéreuses tout-à-la-fois : ce qui est trop de  
moitié. Dans cet état , elles doivent devenir  
indépendantes et rester unies ; mais comme  
elles sont , par elles-mêmes , bien peu pro-  
portionnées à ce qu'on entend par un état , il

faut déterminer qu'elles seront, avec Madagascar, adjointes au cap de Bonne-Espérance ; qu'à elles seules appartiendra le droit d'y former des établissemens, d'y placer des habitans, et de travailler à le mettre au niveau des autres colonies. Cette réunion formera, par la suite, un état important.

L'Archipel des Philippines formera aussi un état résultant de la réunion de toutes ses parties et de celle des Mariannes. C'est une étendue égale à celle de l'Espagne, de la France et de l'Italie. Il y auroit de l'étoffe pour trois états, s'ils étoient coupés et partagés, comme le sont ceux de l'Europe que nous venons de citer ; mais leur position insulaire, leur défaut de population, la dépendance naturelle des très-petites îles envers les grandes, ôtent tout l'inconvénient de l'unité d'un seul pouvoir sur un aussi grand espace. Cent petites îles, que l'occupation d'un seul point suffit pour contenir, sont moins difficiles à retenir dans la dépendance, que trois ou quatre grandes qui ont le sentiment de leurs forces, et qu'on ne peut garder qu'avec beaucoup plus de frais et de précautions. Les Philippines, loin de rien rendre à

l'Espagne, lui coûtent annuellement 600.000 livres ; ce qui , dans trois cents ans de possession, monte à une somme exorbitante , sans compter ce que lui a coûté leur défense en tems de guerre : elles ont plus coûté à l'Espagne qu'elles ne valent intrinsèquement. Le commerce de l'Espagne ne profitoit pas davantage des Philippines, que ne le faisoit le gouvernement espagnol ; elles étoient inutiles à-la-fois à la métropole , à l'Amérique et à l'Asie , dont elles auroient dû , dans un bon système , être l'entrepôt. Mais on n'avoit jamais songé qu'à les écraser et à les vexer par des prohibitions , portées au point de ne permettre à ces immenses contrées de communiquer avec l'Amérique que par un seul vaisseau. On ne concevra jamais ce comble d'absurdité : un seul vaisseau pour toute l'Amérique et toutes les Philippines ! elles qui auroient pu les employer par milliers. N'étoit-ce pas vouloir les étouffer et avoir conjuré leur perte ? La déraison d'une pareille conduite se faisoit cependant sentir en Espagne , et plusieurs fois on chercha à la rectifier. Nous avons rapporté les divers projets formés pour ces îles , aucun n'avoit été adopté ; seulement

dans ces derniers tems , on avoit fait l'effort de tolérer la création d'une compagnie de commerce , dont l'état est encore incertain , et dont les bénéfices le sont encore davantage. Le seul commerce direct avec les Philippines ne lui suffisoit pas ; car pour atteindre un modeste dividende de 5 pour 100 , elle étoit obligée de faire le commerce avec la côte de l'Amérique espagnole , et de s'approvisionner dans les marchés étrangers , d'un certain nombre d'objets que les Philippines ne lui fournissent pas. Voilà où en est en elle-même et pour l'Espagne une colonie que la nature semble s'être plu à combler de ses dons ; que sa position entre l'Amérique et l'Asie , à la porte de la Chine et du Japon , destine à être l'entrepôt de ces contrées , et à jouir de tous les avantages attachés à une pareille situation. Il ne manque donc aux Philippines qu'un gouvernement particulier , et qui n'ait qu'à s'occuper d'elles. Il trouvera tout dans ces îles , comme elle trouveront tout en lui.

Il en sera de même pour les Moluques , actuellement occupées par les Européens ; elles sont assez étendues pour former un seul

état, Batavia en seroit la capitale. Il ne se rencontre qu'une seule difficulté pour décider de leur sort, c'est de choisir entre l'indépendance ou la continuation de la dépendance de la Hollande. La véritable, ou même l'unique raison qui milite en faveur de la dépendance, est la force de la population indigène : elle l'emporte beaucoup sur l'euro-péenne, et celle-ci a besoin d'être soutenue continuellement par celle de la mère-patrie. Les Hollandais ne sont pas propriétaires du sol des Moluques comme de celui de leurs autres colonies ; il appartient en très-grande partie à des souverains du pays, qui sont les alliés ou les tributaires de la Compagnie. Celle-ci leur en impose moins par les Hollandais des Moluques, que par ceux de Hollande, qu'elle a toujours à sa disposition, et que ces princes voient toujours prêts à venir au secours de leurs frères d'Asie. Voilà ce qui fait la sûreté des colons contre des hommes qui ont trop de sujets de les haïr, et trop d'envie de rester les maîtres chez eux, pour ne pas profiter de l'isolement où l'indépendance placeroit les Hollandais des Moluques. Il faut songer à leur sûreté avant tout, et ne

pas exposer la colonie à périr avec eux. Il y auroit des correctifs à cet inconvénient; le premier seroit d'augmenter la population européenne, par un transport considérable d'habitans de la Hollande ou des parties adjacentes de l'Allemagne; le second, de tenir toujours dans ces colonies un corps de troupes auxiliaires à leur solde. Mais ces deux expédiens sont bien foibles en eux-mêmes; le premier, parce que le sang européen ne prospère pas aux Moluques; le second, parce que ces troupes peuvent manquer, qu'elles seroient mal composées, encore plus mal qu'elles ne le sont aujourd'hui, et que dans cet état il vaut mieux s'en passer: elles ne rendroient pas ce qu'elles coûteroient. L'état des Européens dans ces contrées, seroit donc toujours précaire; et comme une pareille incertitude est incompatible, non-seulement avec l'état colonial, mais avec tout état quelconque, peut-être seroit-il mieux de fortifier les liens entre la Hollande et les Moluques, que de les rompre? Ce n'est pas que l'indépendance ne réunît un grand nombre d'avantages bien précieux pour les Moluques. Le plus essentiel seroit de les affranchir à ja-

mais des querelles de l'Europe, où elles n'ont rien à faire, et qui ne manquent jamais de retomber sur elles. Par quelle étrange complication d'événemens faut-il que les orages formés sur les marais de la Hollande et sur les brouillards de la Tamise, viennent fondre aux Moluques, à six mille lieues delà? Qu'ont-elles de commun avec ces contrées et avec leurs différends? Cependant il n'y a pas de guerre entre l'Angleterre et la Hollande, dans laquelle ces colonies ne soient enveloppées. Six mois après les hostilités entamées en Europe, ces îles sont à leur tour attaquées ou bloquées, et et dans tous les cas, arrêtées dans leur commerce. Conçoit-on un pareil attentat à la raison, au sens commun, soutenu cependant pendant trois siècles? Il dure encore et avec une nouvelle force; car les Moluques, qui ne sont pas encore tombées aux pouvoirs des Anglais, sont bloquées par eux; et comme elles n'ont plus de commerce, elles se sont fait *corsaires*. Le passage de l'un à l'autre état est immanquable. Arrêtez le commerce; d'armateur il devient armé; le vaisseau qui ne fait plus le transport, fait la course. C'est ainsi qu'en tems de guerre la France fourmille de

corsaires créés par l'interruption du commerce. Le vaisseau, les matelots remplacent, par le corsairage, l'emploi que leur fournisoit le paisible transport des marchandises. C'est ainsi qu'on en use et qu'on en usera encore aux Moluques. Dès que la supériorité habituelle de la marine anglaise interrompra leur commerce, elles y substitueront un essaim de corsaires qui couvriront les mers d'Asie, encore plus qu'ils ne font dans cette guerre. Cette piraterie est la conséquence nécessaire de la liaison des Moluques à une métropole qui lui fait partager ses guerres. Le second motif de la séparation est la foiblesse de la métropole. La Hollande, avant ses malheurs, avoit à peine les moyens nécessaires pour contenir ses colonies. Comment y suffiroit-elle dans l'état de délabrement où elle est? Si elle ne reprend pas un rajeûnement entier, tel que celui indiqué dans plusieurs ouvrages, elle n'est plus rien pour ses colonies, ni ses colonies pour elle; elle ne doit songer qu'à les abandonner, plutôt que de les perdre, après de vains efforts pour les retenir.

Le troisième motif de séparation est puisé dans l'immense disproportion de la marine

hollandaise avec la marine anglaise. Celle-ci domine tellement celle-là, que la possession de ses colonies ne peut plus être que sous le bon plaisir de l'Angleterre. L'Angleterre ayant toujours eu ses principales guerres avec la France, les colonies françaises étoient toujours attaquées par elle; c'étoit toujours par là qu'elle débutoit; cette occupation formoit la diversion la plus favorable pour les Hollandais. Mais comme dans ce moment il n'y a plus de colonies françaises nulle part, et encore moins aux Indes qu'ailleurs, les Anglais n'y ayant plus de rivaux du premier rang, n'appercevront-ils pas les Hollandais au second, et ne leur feront-ils pas éprouver le même sort qu'aux Français? Il a déjà eu lieu dans cette guerre, où les Anglais les ont complètement dépouillés dans les Indes. Ce résultat est inévitable; il découle de l'arrangement qui partage l'Inde en deux possesseurs, arrangement qui, en les faisant rivaux, les fait aussitôt ennemis. L'indépendance et la dépendance des Moluques ont donc mutuellement de grands inconvéniens; c'est à la sagesse des intéressés à les peser et à les décider.

## CHAPITRE DIX-NEUVIÈME.

*La vérité sur l'empire anglais dans l'Inde ;  
et sur le commerce anglais en général.*

Enfin, le dernier et dix-septième état sera l'empire anglais dans l'Inde, mais l'ancien empire anglais accru de Ceylan, de Pondichéry, et des possessions hollandaises conquises pendant la guerre. Il seroit même à desirer qu'un arrangement général, prévenant ce que la force des choses saura bien amener avec le tems, y réunît encore le reste des petites possessions appartenant aux autres peuples (1), tels que les Suédois, les Portugais et les Danois. Ce sujet est si important, il donne

---

(1) On ne concevra jamais quel intérêt la France et toute autre puissance peut avoir à conserver quelques petits établissemens au centre de la domination anglaise dans l'Inde. Les profits sont mille fois au-dessous de la dépense, sur-tout pour la France, qui de règle, dans toutes ses guerres, se rencontre avec l'Angleterre, et commence par perdre ses colonies de l'Inde. Ce qu'elles rendent pendant dix ans de paix, ne vaut

lieu à tant de méprises et de vaines déclamations, qu'on ne peut se dispenser d'y porter la lumière, d'en développer les principes avec exactitude et en détail. C'est ce qui a donné lieu à ce chapitre, qui sera complété par des considérations sur le commerce anglais en général, autre sujet très-abondant de déclamations, d'erreurs et d'envie.

L'empire anglais s'étend sur toute la presque-île méridionale de l'Inde, presque depuis le fleuve Indus, à l'ouest de cette presque-île, jusqu'au cap Comorin, et à l'est depuis le

pas ce qu'elles coûtent pendant six mois de guerre ; encore même ces produits de la paix ne couvrent-ils pas les frais ordinaires d'établissement et de garde. Nous le répétons : l'égalité dans l'Inde ou l'abandon ! Pourquoi, d'ailleurs, la France, puissance dominante sur le continent, va-t-elle se faire dominer dans l'Inde et sur mer, et se créer des côtés foibles dans un pays et sur un élément qui ne lui appartiennent pas, au lieu de réserver toutes ses forces pour l'élément qui lui appartiendra toujours, la terre ? Ces deux principes sont fondamentaux pour la France ; ils doivent diriger toute sa politique, et sont un peu plus certains que tous les essais et les systèmes dont l'ont bercée tous les gouvernemens qui ont précédé le consulat.

Gange, jusqu'à ce même cap. Avant cette guerre, les possessions anglaises étoient entrecoupées par celles de la Hollande et de la France. Elles sont conquises et réunies à celles de l'Angleterre d'une manière qui paroît irrévocable, comme on en peut juger par le sort qu'a éprouvé Pondichéry dont les murs ont été démantelés, et les habitans français déportés. Il ne reste plus sur le continent, hors de la main de l'Angleterre, que quelques petits établissemens danois, un, ou deux comptoirs suédois, et les trois minces établissemens portugais de Diu, Goa et Daman. Avec d'aussi petites exceptions, les Anglais doivent être considérés comme entièrement maîtres de la presqu'île : ils le sont en effet, depuis la chute de l'empire de Tippoo-Saïb. La cession du nabad d'Oude vient d'y compléter leur établissement. Jusques-là, les possessions anglaises, comme celles des autres Européens, ne pénétoient pas dans les terres, et s'arrêtoient aux côtes, parce que les premiers établissemens n'avoient eu pour but que le commerce dont elles sont le théâtre principal. Mais la destruction du royaume de Tippoo-Saïb a changé ce rapport pour les Anglais ; elle leur a donné

l'intérieur même des terres ; elle leur a ouvert une communication directe entre leurs possessions, sur les deux côtes de la presqu'île ; enfin, elle les a délivrés d'un ennemi qui, par sa position centrale entre les deux côtes, partageoit leurs possessions et les inquiétoit continuellement sur leurs derrières. Exempts de ces inquiétudes, les Anglais n'auront plus qu'à s'occuper de quelques arrondissemens et de quelques convenances locales. Ils y ont ajouté dès le commencement de la guerre avec la Hollande, l'île de Ceylan, qui, par sa position à la pointe de la presqu'île, semble demander à y être rattachée, et complète à-la-fois l'Inde et l'empire anglais dans cette contrée. Il n'y manque donc rien pour l'étendue et la solidité de leur établissement : voyons quelle en est l'utilité pour eux et pour l'Europe.

L'Inde rend 200 millions à l'Angleterre. Ainsi le porte le dernier rapport du ministre, chargé du département de ce pays. Nous l'avions évalué à ce taux, avant que ce rapport ne fût public et ne vînt garantir l'exactitude de nos calculs. Dans cet immense produit, il faut distinguer ce qui provient de la souveraineté ou du commerce ; ce qui revient en Europe, ou

reste en Asie. Les Anglais étant souverains du pays, y perçoivent les droits qui, en tout lieu, appartiennent à la souveraineté. Ils s'élèvent à 150 millions ; mais les dépenses locales étant de 114 millions, il n'en reste que 36 millions à la métropole. Cette somme n'y revient pas en numéraire, mais en marchandises, parce que le commerce d'Asie ne se faisant pas par voie d'échange, il faut des capitaux pour s'y procurer les objets que l'Europe consomme. En voici la raison : l'Indien n'éprouve presque aucun besoin sous un ciel brûlant et sur un sol fertile ; quelques bamboucs forment sa demeure ; du riz fait sa nourriture ; une étoffe grossière son habillement : il est vêtu du climat ; il n'a le goût d'aucune jouissance ; à l'exception des grands, personne ne les recherche. L'oisiveté est son bonheur ; quand le besoin commande, des tissus suspendus à des palmiers lui ont bientôt fourni les moyens de le satisfaire et de retourner à son oisiveté chérie. Les élémens de cette fabrication si peu dispendieuse, existent en grande abondance dans ces riantes contrées ; le coton, la soie y abondent : comment les ateliers européens, comment les artisans entassés dans des espèces de

palais, dissipateurs, inappliqués, consommant beaucoup, et vivant dans des pays très chers ; comment les métiers européens, avec tant de principes d'inégalité, supporteroient-ils la concurrence de ceux de l'Inde ? Aussi les Européens sont-ils réduits à porter des métaux dans l'Inde pour les deux tiers de leurs cargaisons de retour. Il n'y a d'exemptés que les peuples qui y jouissant d'un commerce très-étendu, balancent par les fournitures avantageuses qu'ils font à certaines parties de l'Asie, l'infériorité de leur commerce avec quelques autres, ou qui y étant possessionnés comme souverains, paient les produits industriels du pays avec ses tributs même : c'est ce que font les Anglais, qui seuls, parmi tous les Européens, ont assez multiplié leurs relations et leurs importations en Asie, seuls y possèdent assez de *sujets* et de *matière imposable* pour pouvoir se passer d'y apporter des capitaux : tout le reste y trafique avec des métaux, et constitue l'Europe en perte avec l'Asie. Les Hollandais y portèrent dans un espace de quarante ans, une somme effrayante. La France, lorsqu'elle y étoit *aussi* souveraine, y envoyoit encore des métaux, quoi qu'en moins

grande quantité, parce que les tributs du pays diminueoient d'autant son exportation métallique. En partant de cette base qui est incontestable, on trouve que l'intérêt général de l'Europe se confond avec celui du peuple possessionné en Asie, de manière que s'il l'étoit assez pour solder avec les seuls tributs du pays, tout ce que l'Europe tire de l'Inde, il lui épargneroit toute la partie du numéraire qu'elle est obligée d'offrir annuellement à l'Asie, pour les objets qu'elle lui demande, et dont l'Asie n'accepte le paiement qu'en argent : alors, tout l'argent que l'Amérique envoie en Europe, y resteroit, et celle-ci ne serviroit plus de canal à l'écoulement des métaux d'Amérique vers l'Asie où ils vont se perdre et s'enfouir sans retour. Par conséquent, le peuple qui domine assez dans l'Inde pour diminuer de beaucoup l'exportation du numéraire européen en Asie, y règne au profit de l'Europe autant qu'au sien propre ; son empire est plus *commun* que *particulier*, plus *Européen* qu'*Anglais* ; en l'étendant, il le fait au profit de l'Europe, et chacune de ses conquêtes est une vraie conquête pour celle-ci. Voilà ce qu'il faut bien entendre pour ne pas

s'égarer dans cette question ; elle tient toute entière à la nature du commerce de l'Europe avec l'Asie , qui suffit seul pour donner aux états européens dans cette contrée une existence tout-à-fait différente de celle qu'ils ont ailleurs. Par conséquent, toutes les plaintes , toutes les clameurs dont l'Europe est inondée contre la grandeur anglaise dans l'Inde , sont des cris d'un délire aveugle , sont des clameurs *anti-européennes* : on diroit que l'Angleterre enlève à chaque état d'Europe , ce qu'elle conquiert sur ceux d'Asie , tandis qu'au contraire , chaque partie qu'elle détache de l'Asie pour se l'ajouter , elle l'ajoute par-là même à l'Europe. Aussi est-ce avec douleur que les vrais amis de l'Europe ont vu que l'Angleterre avoit dans la dépouille de Tippoo-Saib, admis quelque réserve, quelque partage en faveur des princes du pays : c'est autant de perdu pour l'Europe comme pour elle ; chaque million qu'elle a laissé entre leurs mains , est réellement soustrait à l'Europe , qui , dans son commerce avec l'Inde , sera obligée d'y suppléer par l'envoi d'une somme correspondante. Il ne falloit pas hésiter ; et puisque la fortune *de l'Europe*, autant que celle *de l'Angle-*

*terre*, lui avoit adjudgé cette superbe dépouille, il falloit s'en désaisir en entier et l'offrir à l'Europe, plutôt qu'à l'Asie. On a fait là une grande faute, un véritable contre-sens contre l'Europe. Dans ce moment, l'Angleterre cherche à pousser ses relations vers le Mogol, Siam et la Cochinchine : ce sont de nouvelles croix qu'elle prépare à la populace politique de l'Europe, tandis qu'au contraire ce sont de nouvelles épargnes pour son numéraire qu'elle lui ménage. Nous avons déjà vu le parti que la compagnie française des Indes eût pu tirer de ces pays qui lui étoient ouverts : le premier est d'une richesse immense ; les deux autres sont d'une fertilité presque fabuleuse : espérons que les Anglais, débarrassés de contrariétés et soutenus par leurs grandes lumières dans le commerce de l'Inde, en tireront un meilleur parti, bien sûrs que leur avantage particulier sera en définitif celui de l'Europe. On sent bien d'où partent les cris que l'on entend par-tout contre cette puissance exclusive de l'Angleterre aux Indes ; ils ont deux causes ; on est fâché de la prospérité de l'Angleterre en elle-même ; on l'est de ne pas la partager. L'envie est le sentiment qui habite le plus fré-

quemment le cœur de l'homme , et rien ne l'offusque tant que le spectacle d'un bonheur qu'il ne partage pas. Il avoue même que la supériorité de l'Angleterre est due à des moyens souvent peu légitimes ; j'avoue qu'elle doit être pénible : mais celle de l'Asie le seroit-elle moins ? Si l'une des deux doit prospérer , ne vaut - il pas mieux pour l'Europe que ce soit l'Angleterre ? Au moins lui en revient-il quelque chose ; des avantages compensent cet inconvénient , au lieu que la prospérité de l'Asie est toute en perte pour l'Europe , qui ne peut que lui porter son argent , et le lui donneroit tout , sans en retirer jamais aucune partie , tandis qu'elle le repompe de mille manières des mains de l'Angleterre. Dans l'alternative inévitable des deux inconvéniens , il faut choisir le moindre , et puisqu'il faut qu'il y ait infériorité avec l'Angleterre ou avec l'Inde , il vaut mieux l'avoir *avec richesse* , à l'égard de l'Angleterre , qu'*avec pauvreté* à l'égard de l'Asie. Si la supériorité de l'Angleterre en Asie conserve l'argent d'Amérique en Europe , celle-ci , au lieu de se plaindre , doit applaudir et doit voir dans l'Angleterre le conservateur de ses ri-

chesses en général , car elle l'enrichit de tout ce qu'elle lui épargne.

Mais ce que l'Angleterre fait seule aux Indes , les autres Européens le feroient aussi , dira-t-on ; et c'est leur exclusion en faveur d'une seule puissance , qui les offusque et les soulève contre l'Angleterre ; et voilà précisément l'erreur.

D'abord , si l'Angleterre est , par sa nature , tellement coloniale que les autres puissances ne puissent l'être là où elle ne le permettra pas , à quoi bon ces plaintes et ces cris d'un désespoir impuissant ? La puissance coloniale étant fondée sur la supériorité maritime , celle de l'Angleterre est tellement prépondérante , qu'elle est vraiment la seule puissance coloniale , la puissance exclusivement coloniale , quand elle voudra l'être. Elle choisira parmi toutes les colonies celles qui lui conviendront ; elle *jardinera* les colonies européennes , sans que les métropoles de celles-ci puissent l'en empêcher ou s'en venger ; car elles ne peuvent atteindre ni l'Angleterre , ni ses colonies ; par conséquent , l'Angleterre est hors de leur portée ; par conséquent , elle est dominante aux colonies , elle l'est en Asie comme en

Amérique, comme par-tout. C'est un malheur sans doute, mais il est inévitable : il faut, en sachant s'y soumettre, avoir le bon esprit de se tourner vers le côté qui peut renfermer des consolations ; et dans le cas présent, celles de l'Europe se trouvent dans la conservation de ses capitaux que l'empire anglais lui procure, et dont elle lui est redevable.

En second lieu, il est faux que le partage de l'Inde, entre les puissances de l'Europe, eût les mêmes effets pour elle. Les Européens feroient encore aux Indes ce qu'ils ont toujours fait : se jalouser, se combattre, armer les naturels contre eux-mêmes, faire de ces contrées, uniquement destinées à *produire* et *consommer*, des champs de discorde ou de bataille. L'Inde a déjà été partagée entre les puissances européennes. L'Europe, en général, en retireroit-elle alors les mêmes avantages que lui procure la possession d'un seul ? Envoyoit-elle en Asie plus ou moins de capitaux qu'elle ne le fait aujourd'hui ? Voilà le thermomètre véritable de sa situation : son inspection seule suffit pour décider la question. Sûrement on ne refusera pas à l'Angleterre de fabriquer mieux et à meilleur compte que le

reste de l'Europe , de se rapprocher plus qu'elle pour le prix et pour la qualité des fabriques de l'Inde. Le partage diminuera les exportations anglaises dans toutes les parties qu'elle n'occupera pas. De plus , l'Angleterre possède en quantité et en qualité supérieure au reste de l'Europe , un des objets principaux du commerce de l'Inde , l'étain , qui est , en Angleterre , le premier du monde. Il en est de même de ses aciers et des autres produits de son industrie. La fourniture de ces objets diminuera , et leur diminution dans l'Inde ne sera pas compensée autrement que par l'envoi des métaux. Par conséquent , l'Europe ne fera pas le commerce de l'Inde avec le même avantage *pour elle , même en général* , que le fait l'Angleterre. Enfin , la possession de l'Inde par un seul , évite à l'Europe les frais et le scandale des guerres auxquelles on s'y livroit. Les Européens , introduits dans ces contrées éloignées , par toutes sortes de moyens , avoient intérêt , en contenant les naturels du pays , de se respecter entr'eux , et de leur donner ainsi l'exemple des égards et de la vénération pour eux-mêmes. Ils devoient bien sentir la répugnance de ces peu-

ples à porter un joug étranger ; ils devoient donc prendre tous les moyens de le rendre sacré à leurs yeux , et de leur en imposer par un accord mutuel. Si les Européens avoient eu des idées vraiment coloniales , ils auroient établi une ligne de démarcation pour ces contrées , dans lesquelles leurs guerres n'eussent jamais été portées. Au respect de leur race ; les Européens devoient encore joindre la conservation de leurs secrets politiques et industriels , de leur tactique et de leurs arts militaires. C'étoit sur cet article que l'exclusif étoit bien placé , et qu'il tomboit par la nature des choses. Au lieu de cela , qu'ont-ils fait ? La guerre éclate en Europe ; dans six mois , l'Inde est en feu ; des colonies attaquées sans être prévenues , apprennent , par la présence de l'ennemi , que l'on se bat en Europe , que les métropoles s'y déchirent ; et ces attaques ont toujours le caractère de la surprise et de la perfidie , car c'est à qui y préviendra son ennemi. Un des deux partis succombe ; mille fois ils ont mutuellement envahi leurs colonies. Comme ces débats doivent , par eux-mêmes , ravalier l'Européen aux yeux du naturel , auquel ces procédés sont inconnus et

odieux, quelle considération peut-il conserver pour le vainqueur et pour des dominations si variables ? De plus, les Européens ont poussé leur aveugle animosité, au point d'exciter les princes du pays contre eux-mêmes. Ils les ont mêlés dans toutes leurs querelles, dans leurs alliances; ils les ont initiés dans la politique, dans la tactique, dans toutes les connoissances meurtrières de l'Europe, en oubliant qu'outre l'intérêt particulier des Européens, ces princes avoient encore celui des naturels du pays, qui étoit d'être également ennemis de tous les étrangers établis chez eux. Que faisoient donc les Européens, en élevant ainsi à leur niveau les naturels ? Ce qu'ils faisoient ! Ils formoient des vengeurs à l'Inde, ils préparoient les instrumens de leur expulsion commune, et cependant cette conduite irréfléchie dure depuis deux cents ans. Quelle étourderie, par exemple, étoit celle du cabinet de Versailles, en favorisant la formation de l'empire d'Hyder-Aly ? Quelle étoit celle du directoire, en s'alliant à Tippoo-Saïb ? Quelle étoit celle de tous les deux, en les fournissant d'instructeurs pour leurs troupes, d'agens pour tous les moyens d'attaque et de défense usités en Eu-

rope ? En travaillant contre l'Angleterre , en empruntant contre elle le bras des Indiens , les deux gouvernemens faisoient - ils autre chose que de travailler contre eux-mêmes , contre l'Europe entière , que de forger les instrumens de leur propre ruine dans l'Inde ? Avoient-ils la simplicité de croire que les Indiens victorieux les épargneroient ; qu'ils triompheroient des Anglais pour leur substituer des Français , et un nouvel empire étranger à une autre domination aussi étrangère ? Ne devoient-ils pas voir , au contraire , que la proscription seroit commune à tous les Européens ; qu'elle s'étendroît aux amis comme aux ennemis ; et qu'après avoir triomphé de ceux-ci , leur premier besoin seroit de rester les maîtres chez eux ? Que les Européens en jugent par eux-mêmes ; qu'ils déplacent la scène , qu'ils la transportent en Europe , et qu'ils se demandent si , après avoir abattu une peuplade indienne établie au milieu d'eux , avec le secours d'une autre , ils ne profiteroient pas de leurs nouvelles forces et du bonheur des circonstances pour rester les maîtres chez eux , et pour en expulser tous ces étrangers , au lieu de leur céder les dépouilles

des vaincus? Eh bien! ce qui se feroit en Europe, auroit eu lieu en Asie, si les projets de la France eussent été couronnés du succès. Si quelqu'un pouvoit douter de la vérité de cette assertion, qu'il se rappelle que Tippoo-Saïb, ce fidèle allié de l'imprudente France, fit massacrer ses propres ambassadeurs pour se débarrasser de l'importunité de leur admiration pour la France. Mais dans le cas d'une expulsion générale des Européens, ou tout commerce eût cessé avec l'Inde, ce qui lui faisoit perdre le bénéfice de ce qu'elle lui fournit, ou bien le commerce eût continué avec des métaux qui devoient remplacer les tributs de la souveraineté de l'Europe sur l'Inde. C'étoit donc ou une interdiction de commerce dont la France frappoit l'Europe, ou un impôt qu'elle mettoit sur elle en faveur de l'Inde et à son désavantage propre; car il est bien certain que les Indiens, une fois délivrés des Européens, avec toutes les raisons qu'ils ont de les repousser, auroient dû prendre toutes les mesures propres à leur interdire de nouveau l'accès d'une terre qu'ils ont occupé si long-tems malgré eux. Qui sait si le souvenir du passé et la crainte de l'avenir n'eussent

pas réduit les Européens dans l'Inde, à la même condition où ils sont à la Chine et au Japon, et à paroître en supplians aux mêmes lieux, où, depuis si long - tems, ils ne paroissent qu'en rois? La domination d'un seul dans l'Inde pare à tous ces inconvéniens; elle exclut toutes ces ligues, toutes ces intrigues avec les princes du pays; elle rend la puissance *unique* assez forte pour résister à leurs attaques; elle donne à l'Europe une sauvegarde de l'Inde, un garant assuré de sa conservation.

Cette même domination a encore l'effet de détruire le germe de toute guerre dans l'Inde, par l'impossibilité de la faire, et d'en épargner ainsi les frais à l'Europe. Quand il n'y aura plus dans l'Inde qu'un seul maître des côtes, des ports, des points fortifiés, comment et pourquoi les autres nations y feroient-elles la guerre? Quel en seroit le théâtre, les moyens et l'objet? On n'en apperçoit aucun. Par conséquent, plus le propriétaire unique sera fort et difficile à attaquer, plus la paix de l'Inde sera assurée, plus la bourse de l'Europe sera ménagée; car, n'ayant plus la possibilité de porter la guerre dans l'Inde, elle

n'en aura plus l'envie , et épargnera ainsi tout ce que la guerre lui auroit coûté.

La même domination a de plus l'avantage de mettre un terme à l'état de contrebande habituel où des peuples européens sont à l'égard des autres. Ainsi, le Danemark fait, dans l'Inde, le même métier qu'aux Antilles. Tranquebar est le Saint-Thomas de l'Inde ; et les Danois, trop foibles, de toutes manières, pour lutter contre la puissance de la Compagnie anglaise, travaillent incessamment à attirer à eux, par des canaux détournés, les profits de la compagnie. C'est ainsi qu'avertie par un grand *déficit* dans son commerce, elle découvrit, il y a peu de tems, que ses bénéfiques s'écouloient par le canal des Danois, qui s'entendoient avec ses employés. Cet état est anti colonial, il est anti-social, il démoralise l'homme, il met le subalterne en opposition continuelle avec son supérieur : il doit finir en Asie comme en Amérique. Le bon ordre, la bonne foi, la légitimité du gain assuré à celui qui y a droit, sont d'un plus grand poids que des intérêts individuels, et doivent l'emporter sur quelques millions de plus ou de moins, attribués à un petit peuple qui ne sert à rien aux colo-

nies , et qui n'y profite que par des voies détournées et honteuses. Les Anglais sont les conservateurs de l'Inde pour l'Europe , les Danois en sont les contrebandiers : cela seul juge le différend entr'eux.

C'est d'après ces considérations , que nous avons insisté pour que Ceylan et les autres petits établissemens européens soient adjugés à une puissance prépondérante. Ils y viendront avec le tems , on peut en être sûr ; il est impossible que de petites enclaves, dont elle sentiroit continuellement l'importunité, lui échappent à la longue. Il vaut donc mieux prévenir les extrémités qui doivent les lui faire valoir , et faire de bonne grace ce qu'il faudra bien faire de force. Celui qui domine dans l'Inde doit y être exclusif ; le bon ordre de ce pays le commande et la raison l'indique. Après s'être débarrassé de ses principaux ennemis , de ses véritables rivaux qui étoient les Français , il n'en épargnera pas d'infiniment plus petits , et voilà ce qu'a fait l'Angleterre. Elle a chassé les Français , qui seuls pouvoient la contrebalancer ; elle a détruit , avec Tippoo-Saïb , son ennemi naturel : souffrira-t-elle auprès d'elle de petits établissemens sans consistance ,

sans utilité, sans puissance réelle ni dans l'Inde, ni en Europe, uniquement occupés de troubler le repos de l'Asie? Non, elle ne le souffrira pas, et en cela elle fera bien; elle doit être à leur égard, ce que les Indiens seroient à l'égard des Européens, s'ils venoient à triompher d'eux. Toutes les déclamations dont l'Europe retentit contre la puissance anglaise dans l'Inde, sont donc des plaintes inutiles ou autant de contre-sens; car dans un cas cette puissance est inévitable, fondée sur la nature des choses, et dans un autre, elle est en Asie la sauve-garde de l'Europe. Au lieu de tant s'élever contr'elle, il faudroit au contraire se liguier pour elle, et la soutenir contre les naturels du pays, si c'étoient eux qui s'élevassent contre cette puissance. La population de l'Inde soumise à l'Angleterre, s'élève depuis la conquête des états de Tippoo, à près de vingt millions d'hommes; c'est beaucoup en soi-même, et beaucoup par rapport à l'Angleterre, qui n'en a guères que les deux tiers; mais cette population étant de *sujets*, et non pas d'esclaves indiens, et non pas de nègres, n'a pas les inconvéniens de la population noire, qui dans ce nombre seroit ingouvernable. En

effet , on ne conçoit pas par quels moyens on pourroit retenir dans le devoir vingt millions de nègres, lorsqu'on a tant de peine à en contenir douze cent mille, sur-tout lorsque cette compression seroit la tâche d'un seul état, tandis que le soin de leur soumission a été jusqu'ici celle de l'Europe entière.

L'Indien devenu sujet de l'Angleterre, est soumis comme un sujet ordinaire. L'Angleterre ne le considère, ni ne le traite en esclave, ne touche pas à ses mœurs ni à ses loix, les lui laisse, et l'en fait jouir. L'Indien n'a donc pas les mêmes sujets de se plaindre de ses maîtres, que le noir des siens. La soumission est donc moins pénible pour lui, et plus pénible pour ses maîtres; il n'a pas non plus les passions orageuses et féroces du noir, son sang ne s'allume et ne bouillonne pas comme celui de l'Africain. Rien n'est timide et doux comme l'Indien; ses passions, si on peut appeler de ce nom les foibles émotions qu'il éprouve, ses passions sont sans orage et sans durée; il n'en a qu'une qui soit décidée, c'est le repos, et celle-là, en excluant à-peu-près toutes les autres, est sûrement la moins à craindre. Enfin, la division des castes, cette barrière insur-

montable que le tems et l'usage ont rendu sacrée pour l'Indien , est encore une nouvelle garantie pour son maître , en rendant tout accord , toute coalition impossible entre les différentes classes d'habitans. Les dernières n'osent lever les yeux sur les premières ; celles-ci mettent leur bonheur à n'avoir rien de commun avec les inférieures , à maintenir leur ligne de démarcation avec elles. Ce soin descend dans tous les degrés de la hiérarchie des classes ; elle s'opposera éternellement à leur réunion , et n'exposera jamais leurs maîtres communs qu'à des attaques partielles , dont la séparation des diverses classes leur donnera les moyens de triompher aisément. L'empire anglais dans l'Inde n'a donc pas , du côté de la population , les inconvéniens qui affectent du même côté les autres états coloniaux , qui affectent l'Angleterre elle-même dans ses colonies d'Amérique ; elle est donc mieux affermie qu'eux , mieux qu'elle-même dans d'autres contrées , et son empire est plus solide au Bengale qu'à la Jamaïque. Ce sont vraisemblablement ces apparences de solidité d'une part , et d'instabilité de l'autre , qui ont fait conjecturer que l'Angleterre songeoit sé-

rieusement à abandonner les Antilles, et à se concentrer dans l'Inde. En cela, elle ne feroit qu'une chose très-sage ; elle préviendroit la perte de ses colonies, qui est inévitable. On a cru remarquer une indication de ce dessein dans la nouvelle espèce de cargaison des vaisseaux de l'Inde, qui, rapportant en Europe des sucres du Bengale au même prix et de la même qualité que ceux de Saint-Domingue, peuvent être destinés à remplacer ceux-ci. Mais cette induction est démontrée fautive, par la considération bien simple que le sucre est une marchandise de trop grand encombrement pour pouvoir être transporté *seul* d'Asie, sans des frais qui en élèveroit trop le prix : qu'il arrive maintenant en lest, sur des vaisseaux, dont les marchandises très-précieuses, sous un petit volume, font la cargaison principale, et paient les frais de voyage ; que le commerce de l'Inde n'employant pas cent vaisseaux, ce nombre seroit infiniment au-dessous de celui qu'exigeroit le transport du sucre que le Bengale peut produire, et dont l'Europe a besoin ; qu'il n'en est pas de l'Asie comme de l'Amérique, où quelques jours de trajet font aborder les vaisseaux en

toute saison , tandis que le trajet de l'Inde prend plusieurs mois , doit se régler sur les saisons , et ne permet les retours qu'à des époques très-éloignées des départs , de manière que ce qui se fait d'un côté à très-bon compte , ne peut avoir lieu de l'autre qu'avec de très-grand frais. L'Angleterre peut bien se ménager le Bengale comme une ressource , contre un évènement qu'elle peut et doit prévoir , contre un évènement qu'elle contribue autant que les autres à amener , à la bonne heure ; mais que ce soit son intention directe et un dessein prémédité , voilà ce qu'on ne peut prouver par aucun fait plausible , par aucune induction raisonnable.

La prospérité du commerce et la supériorité de l'industrie des Anglais , affligent avec raison la plupart des Européens , et sur-tout les deux espèces les plus remuantes de la société , les politiques et les négocians. Les plaintes retentissent de toutes parts , contre cette supériorité ; et ce qu'il y a de plus remarquable , c'est qu'au milieu de leurs plaintes , la plupart de ces mêmes politiques et négocians sont couverts de produits de cette industrie , n'aiment , ne recherchent qu'elle , et que

la seconde classe s'en étaie tant qu'elle peut dans son commerce. Cependant, les plus simples considérations devroient bien servir de calmans à tous les Européens. Qu'est-ce, en effet, que le commerce, et qu'est-ce qui y donne la supériorité? Est-ce autre chose qu'industrie et capitaux? Le peuple qui peut faire le plus d'avances, et qui travaille soit à meilleur marché, soit le plus au goût du consommateur, n'est-il pas le peuple préféré, le peuple prévalant dans tous les marchés? Il ne faut donc qu'examiner, si le négociant anglais peut consacrer à son commerce de plus grands fonds que le négociant étranger, et s'il travaille mieux que lui pour le prix que pour le goût. S'il réunit ces qualités, il est son supérieur de droit, et crier contre lui, c'est crier contre la nature des choses, contre celle du commerce. *Crier*, ne remédie à rien, il vaut mieux travailler pour *égaler*, ou pour *surpasser*. Jusques-là, il faut s'épargner les déclamations superflues, et savoir souffrir ce qu'on ne peut empêcher. C'est ce qui rend si ridicule les espérances décevantes que l'Europe, et sur-tout l'Allemagne ne cessent de former sur l'avenir. On diroit que cet

avenir aura le pouvoir magique d'abattre tout d'un coup les fabriques anglaises, et de faire sortir du sein de la terre germanique, des milliers d'ateliers qui les remplaceront. L'avenir, à moins qu'on ne l'attende que dans le lointain, n'aura pas la faculté de détruire l'industrie de l'artisan anglais, de fondre les capitaux du négociant, de brûler ses vaisseaux qui couvrent les mers; elle transportera donc tous ses attributs sur le continent, et par cette émigration, elle se substituera à-la-fois aux capitaux et à l'industrie de l'Angleterre? Il faut tout cela pour que la prophétie s'accomplisse; car, si le négociant anglais continue d'être industriel et riche; si le négociant étranger continue d'être peu habile et peu fortuné, quel changement s'opérera-t-il dans sa position à l'égard de l'Angleterre? qu'y gagnera-t-il? qu'y perdra-t-elle? La fortune et l'éducation du négociant anglais, ont été faites avant la sienne; il faut qu'il en fasse autant à son tour, s'il veut l'égaliser; jusques-là il sera toujours à sa suite. Ce n'est donc ni la guerre, ni la paix qui constitue la supériorité du commerce anglais et l'infériorité de celui de l'étranger, ce sont les

éléments même du commerce , l'industrie et les capitaux ; et par conséquent , s'élever contre des effets nécessaires , ou y chercher des remèdes qui n'y ont aucun rapport , c'est s'élever contre la nature des choses , c'est se perdre dans de grandes et dangereuses illusions. Malheureusement c'est le penchant naturel de l'homme ; et comme si les passions n'avoient d'autre emploi que de déranger son point d'optique , sa vue prend presque toujours l'accessoire pour le principal , et l'effet pour la cause.

Quelque favorable que cette discussion puisse être à l'Angleterre , que pourtant on se garde bien de croire qu'elle soit dictée par aucun esprit d'intérêt ou de parti. On n'est pas digne d'écrire quand on le fait sous des couleurs personnelles et exclusives , sous une autre inspiration que celle de la vérité et de la plus stricte impartialité. Les écrivains ne sont pas des *gens de livrée* ; et s'il pouvoit être permis d'en porter *une* , ce ne seroit jamais que celle de son pays ; encore cette obligation n'impose pas celle de partager ses erreurs ou de les dissimuler. En pareille matière , ce n'est pas de lui plaire dont il s'agit , mais de

la servir. L'Angleterre n'a été que le *nomi-*  
*natif accidentel* de tout cet article; elle ne  
 nous est connue par aucune affection parti-  
 culière, *nec amicitia, nec odio cognita.*  
 Tout peuple qui auroit occupé la même place  
 dans l'Inde et dans le commerce, eût aussi  
 occupé la même dans cet article. La sévérité  
 avec laquelle nous avons relevé les écarts de  
 sa conduite aux colonies, doit servir de ga-  
 rantie aux éloges que nous lui donnons ail-  
 leurs: le droit de blâmer assure celui de louer.  
 Ce n'est ni comme Anglais, ni comme Fran-  
 çais que nous écrivons, c'est en Européen,  
 parce qu'ils'agit d'un objet qui intéresse tout le  
 monde. Nous avons la confiance d'avoir semé  
 notre ouvrage d'assez de preuves du double  
 caractère d'européen et d'impartial, pour  
 n'avoir pas à redouter l'inculpation contraire.  
 Nous rejettons loin de nous le titre de cosmo-  
 polite, dont on s'est paré avec tant d'affecta-  
 tion dans ce dernier tems, ce titre dont le  
 moindre tort est d'être vuide de sens. A force  
 d'être de tous les pays, on finit par n'être d'au-  
 cun, et un pareil détachement ne sera jamais  
 dans notre caractère. *On est toujours de*  
*son pays, quel qu'il soit et quoi qu'on en*

*dise* ; on appartient ensuite à la division générale à laquelle il tient lui-même : les affections suivent cette gradation , et ne s'égareront pas sur la généralité des objets. En repoussant donc le titre de cosmopolite comme une absurdité et une abjuration de parti , nous tiendrons à celui d'Européen ; et continuant d'écrire en cette qualité , nous tâcherons de répondre à ce titre par de nouveaux développemens assortis aux vrais intérêts de l'Europe , sans *acception d'état ni de pays*.

## CHAPITRE VINGTIÈME.

### *Avantages , pertes et dédommagemens dans le plan général.*

La séparation simultanée de toutes les colonies , leur partage en états libres et indépendans , l'érection de tant d'empires nouveaux , l'apparition sur la scène du monde de tant de peuples qui y étoient inconnus , tout cet ensemble de nouveautés formeroit sûrement de la séparation des colonies l'époque la plus grande et la plus importante de l'histoire ;

elle compléteroit la découverte du nouveau monde qui est restée ébauchée, en restant dans une organisation informe. Cette seconde et dernière révolution l'emporteroit de beaucoup sur la première, celle de leur découverte; elle changeroit la face du monde, mais elle la changeroit d'une manière pacifique seulement; elle lui donneroit un air plus calme et plus riant. Les avantages de cette grande innovation, tant pour les colonies que pour l'Europe en général, sont inappréciables; mais ils seroient peut-être cause de regrets pour les propriétaires riches en colonies, qui, perdant tout-à-coup d'immenses possessions, pourroient croire avoir le droit de se plaindre et de s'affliger du bonheur général qui seroit à trop haut prix pour eux. C'est à ces craintes qu'il faut répondre. Il faut qu'aucune larme ne se mêle à l'allégresse générale; il faut que les accents de satisfaction et de joie que ce grand événement exciteroit d'un bout du monde à l'autre, ne soient troublés par aucun cri douloureux. Les peuples qui, au premier aspect, croiront perdre à cet arrangement, reviendront de leurs craintes par une connoissance plus approfondie de leur situation et de leurs

véritables intérêts. Ils se calmeront en s'éclairant, ils appercevront des dédommagemens faciles, là où ils n'entrevoient encore que des objets de regrets. La division de ce chapitre est donc commandée par la nature du sujet. Il faut démontrer, dans la première partie, les avantages que les colonies, en général, retireront du plan d'affranchissement simultanée ; dans la seconde, les avantages que l'Europe en retirera aussi ; dans la troisième, les dédommagemens dont les puissances dépouillées sont susceptibles.

*Avantages du plan pour les colonies.*

Si la liberté est le principe de tout bien dans un état ; si les gênes ont constamment produit les effets les plus désastreux aux colonies, si elles n'ont commencé à fleurir qu'avec le retour de la liberté, comment douter que cette liberté, dans toute son étendue, ne fût pour elle du plus grand prix ? La liberté des colonies, même les plus libres, n'est pas encore la vraie liberté, c'est la diminution de l'esclavage ; mais ce n'est pas la liberté dans son sens naturel, dans sa véritable acception.

On les dit libres par comparaison avec leur ancien état : ainsi, des colonies livrées auparavant à des compagnies, ont maintenant la liberté de commerce avec la métropole, et sont pour cela appelées et réputées libres. Mais delà à la vraie liberté, quelle distance ? Ont-elles leurs loix propres, leur administration personnelle, leur commerce ouvert à tout le monde ? Sont-elles sujettes aux loix d'autrui, à une administration étrangère, à des querelles étrangères ? Elles ne sont donc pas libres, et ce seroit leur insulter, ainsi qu'à la raison, de les considérer comme telles dans leur état actuel. Cependant, le seul allègement de leurs chaînes, quelques adoucissements à leur sort, ont suffi pour faire fleurir les unes, pour améliorer les autres. L'Amérique rend le double en métaux et en productions, au bout de dix ans d'une liberté de commerce, même mal modifiée. Saint-Domingue, libre en 1722, est déjà, en 1745, le *roi* des colonies ; il en est de même par-tout où on a soulevé leurs chaînes ; par-tout elles se sont ravivées et ont changé de face. Que sera-ce donc quant à cette ébauche, à cette ombre de liberté, en succédera la plénitude

et la réalité? Ce sera comme en Amérique ; dont la population et le commerce ont doublé dans moins de vingt ans. Ce prodigieux accroissement résulte des avantages suivans :

1<sup>o</sup>. D'une administration propre , et par conséquent éclairée sur ses besoins , d'une administration fixe , au lieu d'administrations versatiles et sans bases , comme doivent être toutes celles qui opèrent de loin , sous l'inspection d'administrateurs passagers , et sans attachement pour le sujet commis à leurs soins. Le changement , à cet égard , seroit la source de bienfaits incalculables ; ou si l'on peut les apprécier , c'est par la somme des maux qu'a produit son absence. Son heureuse influence s'étendrait à tout , gouvernement , police , instruction , mœurs , arts , commerce , culture , tout se ressentiroit de la présence bienfesante d'une administration locale. Quelles contrées y prêtent davantage que les colonies , par la fécondité de leur sol , par la variété de leurs productions , par l'heureuse disposition de toutes leurs parties? Quand il existera au milieu d'elles un mobile actif , appliqué à développer ces germes féconds , avec quelle force ne pousseront - ils pas , et ne répon-

dront - ils pas aux soins qu'on leur donnera ?

2°. De la liberté du commerce. La révolution des colonies la leur donnera avec l'univers entier. Qu'on en calcule , si l'on peut , les effets pour elles. Si , restreintes à celui de leurs métropoles , elles ont cependant trouvé le moyen de prospérer , que ne feront-elles pas quand elles auront la liberté de demander tous leurs besoins à tous les points du globe , de s'attacher à ceux où elles les trouveront à leur avantage , comme de leur porter en échange les produits de leur crû qui peuvent leur convenir ? Quelle richesse nouvelle ne résultera pas pour elles de ce redoublement d'activité et de consommation au-dehors et au-dedans ? Quel encouragement pour multiplier des produits qui ne seroient plus , comme autrefois , renfermés dans un seul canal et bornés à un seul débouché , mais qui auroient dorénavant le globe entier pour débouché et pour entrepôt , qui se distribueroient sans entraves sur toute sa surface ? Combien de productions que les gênes de leur situation ont fait méconnoître ou laissé perdre ? Combien qui , languissant sans vertu , parce qu'elles sont sans prix , acquerroient de

la valeur, et ajouteroient aux jouissances du monde entier ? La liberté du commerce, généralisée dans toutes les colonies, en élèveroit les produits, ainsi que ceux de l'Europe, à un point qu'on ne peut calculer, parce que chacune, en devenant plus productive, augmenteroit aussi en consommation, comme il arrive toujours par l'effet naturel de la richesse, qui est d'élever graduellement la consommation à sa hauteur ; car généralement on ne devient riche que pour pouvoir consommer davantage.

3<sup>o</sup>. De l'affranchissement des querelles de l'Europe. Elles ont été, elles-sont encore le fléau des colonies qui n'y ont aucun intérêt, qui en ont *un tout contraire*, qui destinées uniquement à produire et à consommer, ne peuvent jamais participer à des débats dont le premier effet porte tout de suite sur les productions et sur les consommations. Les guerres d'Europe ont en effet ce double inconvénient pour les colonies. Dès que la guerre éclate entre les métropoles, les colonies en deviennent le théâtre ; les productions s'arrêtent devant le corsairage et ses mille vaisseaux qui couvrent les mers ; elles ne peuvent plus ex-

porter , on ne peut plus importer chez elles. Leur perte arrive de deux côtés à-la-fois , pour une cause où elles n'ont pas l'ombre d'intérêt. A cet égard , le sort des colonies a été vraiment déplorable et cruel. Elles existent pour l'Europe , à-peu-près depuis trois cents ans ; elles en ont passé les deux tiers à voir leurs féroces propriétaires s'expulser , s'exterminer mutuellement sur leurs ruines sanglantes. Elles ont passé le reste de ce tems , depuis que la guerre a admis d'autres procédés , à être conquises tour-à-tour , à changer de maîtres , mais toujours à être dérangées dans le cours de leurs opérations , pendant tout celui de la guerre. Tout cela finit avec la dépendance de l'Europe. Si l'Amérique n'étoit pas englobée dans la guerre de la révolution , si elle n'étoit pas liée à son sort , les Antilles , le continent espagnol seroient-ils dans la détresse et dans l'oubli de la part de l'Europe qui ne peut plus communiquer avec elles ? Saint - Domingue seroit-il ravagé , incendié et incendiaire , toujours à la veille d'être son propre brûlot et celui de ses voisins ? Dans l'état de séparation , ces colonies n'appartiendroient-elles pas plus réellement à l'Europe , qu'elles ne le font dans leur état de

dépendance actuelle , qui , la majeure partie du tems , n'a rien de réel , et gît toute en apparence ? L'affranchissement des querelles de l'Europe provenant de la séparation , produira tous ces avantages ; ils sont communs aux colonies et aux métropoles ; ils sont un grand motif d'effectuer cette séparation.

Nous bornerons cette énumération à ces trois effets principaux. Il s'en présente mille autres ; ceux-ci les renferment , les produisent tous , et suffisent à l'exposition du sujet ; mais ce que nous ne tairons pas de même , c'est le caractère inoffensif par nature , et , pour ainsi dire , innocent des nouveaux états. Il résulte de la bonté de leurs barrières , de leur force et de leur foiblesse réunies. En effet , ces états sont tellement bornés , tellement purgés de ces *enclaves* litigieuses , de ces *convenances* , objets éternels de jalousie dans les états d'Europe , tous formés au hasard , qu'il ne peut exister chez les premiers aucun sujet de *querelles entre voisins*. Chaque état possède en étendue , en convenances locales , en sûreté de frontières , tout ce qu'il peut désirer. C'est ce qui fait les sujets les plus ordinaires de contestation entre les états. Ils sont tous écartés

dans le plan actuel. Les trop grands états, foibles en eux-mêmes, sont trop forts pour les petits ; ils les vexent, ils les effraient ; les petits les jalouent et les tracassent : c'est la maladie habituelle des états de l'Europe, taillés tous sur des proportions fortuites ; mais ce ne sera pas celle des états coloniaux, parce que chacun est fort en lui-même, parce que chacun est à-peu-près inattaquable chez lui, parce que chacun possède tellement ce qui est à sa convenance, qu'il n'a rien à envier à autrui. La force de ces états est leur sauve-garde mutuelle, et le gage réciproque de leur bonne harmonie. Chacun est borné de manière à former, pour ainsi dire, une île ; il est inattaquable chez lui, couvert tant par la mer que par des fleuves qui eux-mêmes sont des mers, par d'immenses chaînes de montagnes : comment pourroit-on les attaquer chez eux ? Mais chacun jouissant en particulier de ces avantages communs, étant couvert de son côté par les mêmes défenses, il en résulte pour tous une impossibilité absolue de se nuire, et par conséquent une nécessité de bien vivre ensemble. Comment l'Europe ou l'Amérique attaqueroient-elles l'état du cap de Bonne-Espérance ? Comment et pourquoi le

continent américain attaqueroit-il les Antilles ou les Philipines ? le continent étant divisé en plusieurs états, l'agresseur n'a-t-il pas tout de suite pour ennemis, tous les intéressés à la propriété de ces états attaqués ou menacés ? Ne s'établit-il pas tout de suite une balance entre tous ces états, un équilibre fondé sur la nécessité pour tous de leur conservation respective ? Une pareille balance résultant de la force des choses , a bien d'autres garanties que celle des alliances, des traités et de toutes les spéculations de la politique, sujettes à tant de vicissitudes et d'oscillations ; l'une dépend des hommes, et l'autre des choses ; et c'est parce que l'expérience apprend combien il faut se défier de tout ce en quoi il entre de *l'homme* , qu'il faut bien se garder de faire porter ses bases *sur eux* , qui sont fragiles et trompeurs de leur nature ; mais qu'il faut , au contraire , les établir sur les choses mêmes , qui ne sont , *elles*, ni mensongères, ni fragiles. La force des nouveaux états répond donc d'eux et pour eux ; leur foiblesse n'en répond pas moins ; car ces états auront long-tems à faire chez eux , avant de s'ingérer chez les autres. Les élémens de tout existent dans leur

sein ; mais il faut classer , ordonner , activer ces élémens , toutes choses qui ne sont pas l'affaire d'un jour. Pour l'Europe , ces états n'ont aucun moyen de lui nuire , ni de l'atteindre. L'Europe , au contraire , en raison de son développement , complété depuis long-tems , en a plusieurs de leur nuire , quoiqu'elle n'ait aucun intérêt de les conquérir. Où se rencontreroient-ils , où se combattoient-ils ? L'Amérique ne se formeroit-elle pas sur-le-champ en corps fédératif contre l'état européen , qui annoncerait des plans ou des projets d'invasion sur quelqu'un de ses co-états. De leur côté , les nouveaux états sont dans l'impuissance absolue de *mordre* sur l'Europe ; leur rôle commun se borneroit donc à celui que l'Amérique soutient aujourd'hui avec tant de dignité , celui d'une neutralité absolue , armée , et d'un respect égal pour les droits d'autrui et pour les siens propres.

Si les colonies trouvent dans leur séparation avec l'Europe , les avantages qu'on vient d'exposer , l'Europe , de son côté , n'y gagne pas moins , sous les apparences d'une grande perte , apparences trompeuses s'il en fut jamais. Plus cette proposition paroît paradoxale,

plus elle s'éloigne de la ligne des idées reçues généralement, plus elle a besoin de développement et de preuves ; les voici :

Il faut d'abord distinguer ce qui appartient au corps de l'Europe, à l'ensemble de ce que l'on appeloit la république européenne, d'avec ce qui appartient à chaque membre en particulier. La majeure partie de l'association européenne n'a pas de colonies ; elle en acquiert, ou plutôt elle les acquiert toutes dans cet arrangement. L'ensemble des colonies appartient à quelques puissances ; celles-ci les perdent, et avec elles semblent perdre beaucoup ; la masse gagne donc, dans le tems que les parties perdent : cela est incontestable. Voyons d'abord quelle est la nature et la somme des avantages de la masse, nous rechercherons ensuite la perte des parties, et nous dirons enfin quelle espèce de dédommagement leur est applicable.

La masse de l'Europe formée, tant des puissances coloniales que de celles qui ne le sont pas, gagne à l'affranchissement des colonies, les unes les frais ordinaires de la garde de ces colonies et les frais extraordinaires de leur défense en tems de guerre. Elles y gagnent

la perte qu'elles faisoient pendant la guerre sur le commerce des colonies , dont la guerre ralentissoit et renchérissoit les produits , dont la guerre élevoit les assurances en multipliant les dangers et les chances de la navigation. Cette perte étoit commune à toutes les puissances coloniales ou non-coloniales , seulement elle étoit plus sensible pour les premières , à mesure qu'elles étoient plus richement possessionnées aux colonies. Ce premier article est incontestable , le second ne l'est pas moins. La séparation des colonies débarrassant l'Europe du soin de leur garde , la débarrasse des dépenses qu'elle faisoit pour elles , soit en paix , soit en guerre. En paix , le produit de quelques colonies ne suffisoit pas aux frais de leur établissement. Ici , il faut distinguer deux produits , celui qui appartenoit à la métropole , en qualité de souverain , et celui qui appartenoit au particulier. Les métropoles n'entroient pas en partage avec celui-ci ; il pouvoit arriver , il arrivoit de fait que des colonies , d'ailleurs très-florissantes en elles-mêmes , très-lucratives pour les propriétaires , ne rendoient pas assez au gouvernement pour couvrir les frais de leur établissement. Ainsi l'opulent

Saint-Domingue et les colonies françaises ne suffisoient pas *par l'impôt seul*, par le *produit de la souveraineté*, aux frais de leur *entretien ordinaire* : il falloit y faire passer des capitaux d'Europe. Ainsi les Philippines coûtoient 600,000 livres à l'Espagne, et Saint-Domingue espagnol un million. Une partie des Moluques ne se soutient que par les versements qu'elles reçoivent des autres. Sous ce rapport, l'Europe gagnera tout ce que les colonies lui coûtoient d'excédent sur leurs produits. Cet excédent provient en partie, il est vrai, des fonds même que les colonies versent dans les états, par le commerce, par les fortunes particulières situées aux colonies et consommées dans les métropoles, tous objets dont le gouvernement profite à son tour, et qu'il atteint par l'impôt et par les consommations. Mais comme la séparation des colonies n'en est pas la destruction, comme leur commerce et les fortunes particulières ne souffriront pas du changement de souveraineté, mais qu'au contraire elles y gagneront, les produits qui parvenoient à l'état continueront par là-même, tandis que les autres dépenses cesseront. Les états d'Europe, en général, ne

perdront donc rien d'un côté , et gagneront de l'autre.

L'application de ce principe , au tems de guerre , est encore bien plus sensible ; il n'y en a pas qui ne coûte à l'Europe des sommes immenses ; une partie de la dette des états européens provient de cette source. La guerre d'Amérique a coûté un milliard 200 millions à la France , deux milliards à l'Angleterre. Si on additionnoit toutes les sommes que les colonies ont coûté à l'Europe , on trouveroit que si elles lui ont beaucoup rendu , elles lui ont aussi coûté bien cher , et qu'elle a bien acheté les avantages qu'elle en a retirés. Car il faut encore distinguer ici , entre ce que l'état et les particuliers retirent des colonies. La métropole , en qualité de souverain , n'atteint les colonies que par l'impôt , de quelque nature qu'il soit , dans la colonie même , ou dans le transport et l'introduction de ses denrées. Le produit territorial appartient à des particuliers distincts de l'état ; le versement de leur fortune dans le sein de l'état lui est profitable sans contredit ; mais il n'est pas *sa chose* , il n'en dispose pas , il n'y participe qu'en très-petite portion , et l'effet le plus ordinaire de la

présence des produits des colonies au milieu d'elle , est de fournir des bases à son crédit , soit en dispensant l'état de les demander aux autres nations coloniales , soit en se mettant à portée de trouver chez lui des capitaux. C'est sous ce double rapport que l'on peut se représenter les produits des colonies à l'égard des métropoles. Ainsi , quand on dit que Saint-Domingue valoit 20 millions à la France , que l'Inde en vaut aussi 200 à l'Angleterre , que la Jamaïque lui en rend 100 , on n'entend pas par-là , que ces colonies rendent ces sommes au souverain , mais seulement qu'elles envoient annuellement cette valeur en produits de leur crû ; valeur qui représente , soit les fortunes des particuliers , soit les échanges de la métropole dans ses colonies. De même , quand on dit que Saint-Domingue donne à la France la balance du commerce , et par elle , celle de l'Europe , on ne peut vouloir dire que Saint-Domingue verse , dans les coffres de l'état , la somme qui remplit cet objet , mais seulement qu'il fournit une quantité de valeurs assez grande pour la consommation de la France , et pour lui faire trouver dans l'excédent de ses denrées vendues au-dehors ,

le solde des fournitures faites par l'étranger, et une somme de numéraire qui reste dans l'état après tous ces paiemens, après tous ces apuremens de compte. Voilà la seule manière raisonnable de fixer le sens des mots par lesquels on peint ordinairement l'utilité des colonies pour les métropoles. Mais dans le système de la séparation, ces avantages subsisteront d'abord pour la masse de l'Europe qui continuera ses relations avec les colonies ; ensuite pour les métropoles assez industrieuses pour se faire préférer dans les marchés des colonies ; enfin pour celles qui, sans avoir ce degré supérieur d'industrie, en ont cependant un très-grand, et des productions territoriales qu'elles seules peuvent fournir. Le bénéfice de chaque métropole venoit de l'exclusif ; il est de deux espèces, des loix, ou de l'industrie. La séparation détruit l'exclusif *légal*, mais elle laisse subsister l'*industriel*. C'est le seul qui puisse exister. Toute métropole qui aura de l'industrie, de grands capitaux, ou beaucoup de productions, conservera donc l'exclusif, non par les loix écrites, mais par celles bien plus profondément gravées dans le cœur de l'homme, celles de l'in-

térêt et du sentiment de ses convenances. C'est encore ainsi qu'en parlant des immenses dépenses du gouvernement anglais, on entend vulgairement attribuer au commerce les efforts vraiment gigantesques de l'Angleterre. *Le commerce paiera tout, vous dit-on*, comme si c'étoit le gouvernement en personne qui commerçât; tandis que s'il est vrai que le commerce paie tout, il ne le fait pas directement, car il ne pourroit fournir les sommes prodigieuses que l'Angleterre dépense; mais il paie tout en ce sens, qu'il introduit dans l'état assez de capitaux et de prospérité pour lui donner des bases de crédit correspondant à ses dépenses. Il en est de même de tous les autres états à colonies; ils ne les exploitent pas directement, mais ils trouvent dans l'exploitation dirigée par des mains étrangères et pour un compte étranger, des moyens de crédit qui les mettent dans le cas de solder leurs dépenses. Ces avantages tout importans qu'ils sont en eux-mêmes, coûtent cependant bien cher aux métropoles; car pour s'assurer des colonies, il faut les acheter par de grands sacrifices d'argent; ainsi, si par les différentes guerres que la France a

soutenues pour ses colonies, elles lui ont coûté plus de deux milliards, ce qui est incontestable, cette puissance en avoit bien acheté la jouissance; car, la position des métropoles est différente de celle des particuliers qui n'ont pas à supporter les dépenses des colonies, et pour lesquelles elles sont *tout profit*. Voilà les distinctions qu'il faut bien concevoir. Par conséquent, en se séparant d'elles, les métropoles se sépareront des dépenses qu'elles leur occasionnoient, sans, pour cela, se séparer de leurs profits; car les colonies, en se séparant, ne cesseront pas de consommer, et les particuliers possessionnés aux colonies, ne fuiront pas pour cela des métropoles. Encore, en les fuyant, emporteroient-ils avec eux le goût de leurs jouissances, et continueroient-ils de les payer, de loin, comme de près, seule chose qui importe à la métropole.

Il faut observer que les guerres des colonies ont le double inconvénient d'être toujours les plus chères et les moins décisives. Sur cent expéditions coloniales, à combien la contrariété des élémens et du climat ont-elles permis de réussir? Comment calculer et disposer avec précision les élémens des succès à de si

grandes distances , à travers tant de hasards ? Ces mêmes expéditions sont la source de la plus grande déperdition en hommes et en argent. Les armemens, les transports, les pertes, les remplacements, rendent ces expéditions ruineuses en argent, et le climat les rend meurtrières pour les hommes.

L'Europe, en se séparant des colonies, gagnera toutes ces pertes, et cet article est immense.

L'Europe gagnera de plus d'être débarrassée des détails de leur gouvernement, de leurs mécontentemens, de leurs plaintes, de leurs continuelles prétentions, objets de mille sollicitudes pour les métropoles.

L'Europe gagnera sur-tout de n'avoir plus à se mêler des deux questions de l'esclavage et de l'exclusif, ces deux points fondamentaux de tout l'état colonial. La manière dont elle les a entamées, ne doit pas lui en faire regretter la décision, plus qu'aux colonies elles-mêmes. Après avoir eu à se reprocher de les avoir soulevées, ébranlées avec ces deux leviers, peut-être sera-t-elle bien aise de s'arrêter là, et de ne pas pousser jusqu'au bout une épreuve qui surpasse ses forces.

Tous ces avantages, quoique certains, ne

sont cependant que négatifs; ce sont plutôt des fins de dommage, que des acquisitions d'avantages; quant à ceux-ci, ils se rencontrent aussi dans l'œuvre proposée. En voici la preuve :

On a établi plus haut, que les colonies débarrassées du joug de l'Europe, en deviendroient plus florissantes. L'administration personnelle, la liberté du commerce, la cession de toute querelle étrangère seront la source de cette prospérité. Mais les colonies, en prospérant, n'éprouveront-elles pas plus de besoins? une plus grande population ne consommera-t-elle pas davantage? une plus grande richesse n'accroîtra-t-elle pas les besoins et les moyens d'y satisfaire? Les fournisseurs des colonies auront donc davantage à leur livrer et à en recevoir? Et où sont, où peuvent être ces fournisseurs, sinon en Europe; car si, pour les productions du sol, l'Europe ne peut pas remplacer les colonies, celles-ci, pour l'industrie, ne peuvent remplacer l'Europe? Il y a égale difficulté de part et d'autre; l'industrie ne s'étend qu'aux états peuplés; elle s'alimente de l'excédent de la culture et de la navigation; elle demande du tems pour l'instruction des artistes, pour la diffusion des arts. L'industrie vient dans les états

comme le chapiteau dans l'édifice ; on le place quand il est achevé : il en est de même de l'industrie. L'état se forme , s'organise , se pourvoit peu-à-peu du nécessaire , et ne s'élève à l'industrie que lorsque les besoins principaux sont à-peu-près remplis. Or, les états coloniaux ne font que de naître ; ils ont à parcourir tous les degrés de l'accroissement , et cette gradation nécessaire assure pour long-tems à l'Europe le bénéfice de leur fourniture. Elle a donc intérêt à leur prospérité, elle-même prospérera avec eux , par eux , et dans le même degré qu'eux. Qu'on en juge par ce qui s'est passé en Amérique. Cet exemple répond à tout. La séparation devoit porter le coup mortel à l'Angleterre , ainsi le vouloit le grand Chatam , ainsi le pronostiquoient les plus grands génies de l'Angleterre et du continent ; ç'est précisément le contraire qui est arrivé. L'Amérique a prospéré , l'Angleterre a prospéré avec elle , par elle , et dans la même proportion qu'elle. L'Amérique libre a plus demandé à l'Angleterre que l'Amérique dépendante. L'Amérique lui a plus porté , depuis sa liberté , que pendant son exclusif. L'Amérique est aujourd'hui un des principaux débouchés de l'Angleterre.

Dernièrement encore, on a entendu les fabricans en laine, déclarer au parlement qu'ils ne pouvoient suffire aux demandes de l'Amérique, et que leurs expéditions pour cette contrée, n'étoient bornées que par le défaut des matières premières : heureuse épreuve, qui confondant les antiques et jalouses maximes du commerce exclusif, a révélé le vrai secret du commerce, et l'a reporté à la liberté, son attribut ineffaçable, qu'on avoit si mal à-propos attaché à son ennemi éternel, la dépendance et la gêne ! L'Europe n'a plus qu'un intérêt aux colonies, c'est de les voir prospérer ; car, en prospérant, elles produiront et consommeront davantage, et tout l'état, comme toute la science coloniale est renfermée dans ces deux mots. Ceci apprend aux peuples à passer des sentimens haïneux à d'autres plus généreux ; le bonheur de l'un fait celui de l'autre. Rien de sa nature n'est si expansif que le bonheur ; et dans l'état où est l'Europe, ouverte de tous côtés à tous les peuples, les uns à l'égard des autres, quel autre intérêt peuvent-ils avoir que celui d'une prospérité commune ? Il en est des nations comme des grandes villes, celles-ci enrichis-

sent et fécondent tout ce qui les entoure. Un grand état fait de même , il enrichit ses voisins , même malgré lui ; il y a action et réaction perpétuelle entr'eux. Ainsi, Paris, Londres , Amsterdam, se font prospérer , se communiquent mutuellement leurs richesses , sans s'entendre et sans le vouloir , mais par l'effet nécessaire des liaisons que le besoin a formées entr'eux ; le profit s'accroît en raison de la multiplicité de ces grands réservoirs de la richesse. Multipliez les villes comme Londres , et vous verrez ce qu'y gagnera Paris. Créez des *Paris*, et vous verrez ce qu'ils vaudront à *Londres*. Il y a plus , c'est que des centres de richesses de cette nature , contribuent plus efficacement à la prospérité des voisins , que ne font des états entiers dépourvus de ces grands rassemblemens d'hommes , de ces réservoirs de leurs richesses. Ainsi , Londres rend plus à Paris que dix états d'Allemagne , et Paris rend plus à Londres que la Suisse et le Piémont. Qu'on juge donc de ce qui arriveroit à l'Europe , par l'établissement sur des bords encore sauvages , de capitales semblables à ces grandes villes , habitées par des hommes qui auroient le goût de ses jouis-

sances , et qui se plairoient à les retrouver dans leurs nouvelles demeures. Multipliez les Philadelphie , les Boston , les Charles-Town ; établissez trois ou quatre Mexico de plus , comme le feroit nécessairement la création de plusieurs grands empires , et vous verrez quel mouvement ils donneront au commerce de l'Europe ; vous verrez quels torrens d'or et d'argent couleront de leurs mines mieux exploitées ; vous entendrez généraliser dans toute l'Europe , le cri qui a retenti dernièrement au parlement d'Angleterre , qu'on ne suffisoit plus à la fourniture de l'Amérique.

L'Europe en masse , au lieu d'avoir à perdre à sa séparation des colonies , a donc à y gagner négativement et positivement. Recherchons maintenant sur quels états , en particulier , tombe la perte ou le profit.

On a déjà distingué entre les états possessionnés ou non-possessionnés aux colonies ; il est évident que ceux-ci , loin de perdre à l'émancipation générale , ont au contraire tout à gagner . car ils acquièrent à-la-fois toutes les colonies. Ils y ont , en grand , l'accès qu'ils cherchent incessamment à s'y procurer en détail. Pour ceux-là , l'utilité est hors de doute.

Les possessionés aux colonies sont de trois espèces, supérieurs, égaux, inférieurs en industrie.

Ceux qui sont supérieurs, ne perdent rien d'un côté, et gagnent de l'autre. Ils continuent de fournir leurs colonies qui continuent de tenir à eux, à cause des avantages que leur procure la supériorité de leur industrie, comme elles y tenoient auparavant, à cause de leur dépendance. Car des colonies ne peuvent vouloir préférer qui fourniroit moins bien : ainsi a fait l'Amérique à l'égard de l'Angleterre. Elle s'en est séparée ; elle l'a combattue ; elle l'a vaincue ; elle a brisé le joug de ses loix ; elle a conservé celui de son industrie, à laquelle elle trouve son avantage. Les autres colonies feront de même ; si leur métropole les fournit mieux, elle sera préférée. Par conséquent, les métropoles supérieures en industrie, ne perdent pas leurs colonies par la séparation ; de plus elles gagnent celles des autres ; car celles-ci cherchant aussi leurs avantages commerciaux, les prendront où elles les trouveront ; et par conséquent celui qui pourra les *mieux servir*, sera encore préféré. Les métropoles supérieures en industrie, ga-

gneront donc les colonies des autres , en conservant les leurs.

Les états d'une industrie à-peu-près égale doivent aussi gagner , parce que si l'on s'introduit dans leurs anciennes possessions , ils pénètrent aussi dans celles des autres ; et comme les propriétés de *tous* sont plus étendues que celles d'un *seul* , le champ de l'industrie s'agrandit nécessairement pour ces peuples , et leurs profits s'étendent avec leur nouvelle sphère.

Les inférieurs en industrie perdent , au contraire , et doivent perdre. L'exclusif est la sauve-garde de l'infériorité d'industrie et de commerce. La séparation rompant l'exclusif , les met aux prises avec une industrie supérieure qui doit nécessairement l'emporter , et retourner l'exclusif contre eux. Cette conséquence est inévitable ; mais à quoi s'étend-elle ? et en quoi les peuples inférieurs d'industrie perdent-ils réellement ?

On commerce de trois matières : de ses productions , du transport de celles d'autrui , ou de toutes les deux à-la-fois. Dans le premier cas , on est propriétaire de son *commerce* , puisqu'on en crée le sujet ; dans le

second , on est commissionnaire ; dans le troisième , on est l'un et l'autre.

Pour évaluer la perte ou l'avantage de ces trois états , il faut distinguer en fait de commerce ce qui est à soi d'avec ce qui est aux autres. L'état commerçant de ses productions , gagne ou perd tout suivant leur hausse ou leur baisse. Le commissionnaire ne perd ou ne gagne que des bénéfices de frêt ou de transport. Celui qui réunit les deux caractères , gagne aussi ou perd suivant ce double rapport. Cherchons donc quelle seroit la part de perte ou de profit dans ces trois positions. D'abord tout le nord de l'Europe , tous les non-possessionnés , gagnent à ce changement. Les produits de leur sol et de leur industrie ne pénètrent dans les colonies , que par l'intermédiaire des métropoles ou de la contrebande : ces deux voies les renchérissent. Ces nouveaux admis aux colonies gagneroient d'abord le transport direct , et puis l'augmentation de la consommation provenant du bon marché.

La Hollande , en cédant quelques petites colonies aux Antilles et le cap de Bonne-Espérance , gagneroit l'entrée de toutes les autres

colonies, dans lesquelles elle porteroit, comme à l'ordinaire, son active économie. Quel vaste champ ouvert à son industrie et à son génie commercial ! Quel dédommagement pour les sacrifices qu'elle auroit faits à l'arrangement général !

L'Angleterre perdrait *en apparence* le Canada, qui vaut huit millions ; les colonies des Antilles qui en valent cent, mais elle gagneroit en réalité toutes les colonies. Nous disons qu'elle ne perdrait des siennes que l'apparence, car la supériorité de son industrie les lui conserveroit ; sa perte ne seroit que  *nominale*. Ses colonies ont intérêt de ne s'en pas séparer sous ce rapport. Nous disons encore qu'elle gagneroit toutes les autres colonies ; car la même supériorité de commerce qui lui conserveroit les siennes, qui les retiendrait au milieu même de la séparation, cette supériorité lui ouvreroit et lui attacheroit toutes les autres. Elle auroit donc un bénéfice immense à cette séparation : au profit du commerce, elle en joindroit un autre d'une importance majeure, celui d'être déchargé de la garde de ses colonies, de ne plus éprouver de partage de forces, et de pouvoir les

consacrer toutes à garder solidement ses précieuses possessions de l'Inde. Plus l'Angleterre s'y étend , plus elle s'y affermit en surface , plus elle doit aussi s'y affermir en moyens de consistance et de défense ; et pour cela elle doit éviter tout ce qui divise ses forces. Tout ce qui est employé ailleurs , est dérobé au Bengale , et c'est pourtant là qu'est la grande importance de son empire.

Mais qu'on ne s'effarouche pas de la généralité de cette conclusion ; la donation générale des colonies à l'Angleterre n'en peut être l'exclusion des autres peuples , par l'immensité même de ce présent , dont la grandeur empêche l'acceptation entière. Par quel prestige , en effet , se feroit-il que l'Angleterre , occupée de la fourniture de trois parties du monde , pût encore suffire à la quatrième ? Comment l'Angleterre qui vient d'entendre retentir dans son parlement le cri de ses fabricans sur leur insuffisance à pourvoir aux besoins des États-Unis , suffiroit-elle à ceux de tout le continent américain ? Comment elle , qui ne peut s'élever au niveau des besoins d'une partie de l'Amérique , rempliroit-elle ceux de la totalité de ce vaste conti-

ment, couvert d'une population trois fois plus nombreuse que celle de l'Amérique septentrionale, d'une population bien autrement exigeante qu'elle pour la quantité et pour la qualité de ses consommations; car l'Espagnol du Mexique et du Pérou est bien plus fastueux que l'Anglais de la Pensilvanie et du Maryland, et l'habitant de Mexico a bien plus de besoins et de luxe que celui de Philadelphie et de Boston?

En supposant même, ce qui est inévitable, que le commerce anglais reçût un grand accroissement de l'affranchissement général des colonies, 1°. le commerce européen s'étendant aussi, il y auroit accroissement proportionnel et parallèle pour tout le monde, mais point de lésion pour personne; ce qu'il faut toujours considérer pour le maintien de l'équilibre. 2°. Le nouveau commerce anglais avec le continent américain, devant se faire entrès-grande partie avec des denrées ou des marchandises d'Europe, celle-ci partageroit les bénéfices de ce nouveau débouché; elle auroit ceux de la production et de la fabrication, tandis que l'Angleterre n'auroit que ceux de la revente et du frêt: l'équilibre seroit donc

encore conservé de cette manière. 3<sup>o</sup>. Quand l'Amérique s'est affranchie , et que le commerce anglais avec elle a pris un immense accroissement , cette augmentation a-t-elle frappé d'interdiction le commerce des autres nations ? a-t-elle diminué leurs trésors , paralysé leur industrie ? Non sans doute. L'Amérique est restée ouverte à tout le monde ; tous les navigateurs y ont abordé suivant leur industrie et leurs richesses , comme les Américains abordoient chez eux suivant les degrés de leurs besoins ou de leur intérêt. Cet exemple répond à tout , et fait que l'Amérique est destinée à servir à-la-fois de modèle au nouveau monde , et de réponse à l'ancien.

La France n'a presque plus de colonies. Ce qui en reste est un théâtre de désolation et d'horreur ; ses colonies sont peut-être *irréparables*. Dans cet état , elle n'a qu'à gagner à la séparation qui lui fait trouver dans les colonies des autres , de grands dédommagemens pour celles qu'elle perd , sans espérance probable de les recouvrer telles qu'elles furent autrefois. Si même elle y parvenoit , peut-être auroit-elle encore besoin d'être admise dans celles de l'Espagne , pour pouvoir contre-

balancer l'Angleterre, dont l'ascendant maritime et colonial est monté à un degré qui ne peut être compensé que par des moyens extraordinaires.

Restent donc en perte réelle l'Espagne et le Portugal. Celui-ci tire du Brésil une somme de 56 millions. Une partie y reste pour l'acquit des dépenses locales et de souveraineté. Il peut lui en revenir un produit net d'environ 40 millions. Si toute cette somme étoit perdue pour le Portugal, et perdue toute à-la-fois, il éprouveroit un coup très-sensible; car recevant annuellement pour 60 millions d'importations qu'il balance avec ses profits du Brésil, si cette ressource venoit à lui manquer en totalité, il ne sauroit plus comment pourvoir à cette somme d'importations, et il auroit sûrement bien droit de se plaindre. Mais il existe peut-être pour lui, comme pour d'autres, des dédommagemens, et cet article aura aussi son tour.

L'Espagne fait donc les frais principaux dans le plan général de la séparation et de l'organisation des colonies. En effet, elle cède les Philippines, les belles îles de Cuba, de Porto-Ricco, de la Trinité, les deux tiers de Saint-Domingue, et presque tout le continent

de l'Amérique. Cette cession est immense , on n'en peut disconvenir ; elle le paroît bien davantage , quand on pense aux produits qu'elle en retire , et qui ne sont pas moindres de 160 millions de métaux et de 200 millions de productions. Sûrement un état ne fait pas impunément une perte pareille , et ne s'y décide qu'à la dernière extrémité. Voyons donc si la perte de l'Espagne est de toute cette étendue , et s'il n'y a pas de moyens de l'en dédommager.

L'Espagne est le pendant de l'empire ottoman. Montesquieu a dit que l'un et l'autre étoient les deux états du monde les plus propres à posséder inutilement des empires , et il avoit bien raison. Ces deux grands corps tombent de toutes parts , dépourvus qu'ils sont d'énergie , de gouvernement et de vie. L'Espagne possède ses colonies , comme la Turquie possède une partie de l'Afrique et de l'Asie. Ces deux empires penchent visiblement vers leur ruine. L'Espagne voit ses colonies lui échapper par sa foiblesse à la guerre , et par son incurie pendant la paix. La Turquie voit ses provinces sans cesse troublées , et menaçant de séparation par la ré-

volte permanente de ses pachas. Celui de Scutari vit dans l'indépendance , celui d'Acre y touche ; Paswan-Oglou la défend à main-armée ; le foible sultan est presque bloqué dans Constantinople , comme les empereurs grecs l'étoient par ses prédécesseurs , comme les Espagnols le sont à Cadix. L'Espagne est aussi impuissante pour ses colonies , que la Turquie l'est pour l'Egypte , obligées toutes les deux de dévorer en silence toutes les insultes , tous les outrages de leurs ennemis. Une partie de l'Asie est onéreuse à la Turquie , comme certaines colonies le sont à l'Espagne. Que font à la véritable grandeur de la première , ces prétendus sujets , dont elle ne reçoit que d'insultans hommages , et dont la mutinerie habituelle la désole et la ruine ? Que fait à la seconde , le luxe de colonies qui ne lui rendent rien pendant la paix , et qui la ruinent pendant la guerre ? L'une et l'autre ne feroient-elles pas mieux de se désister de ces possessions de pure ostentation , en les faisant rentrer dans un ordre général , utile à tout le monde ? ne gagneroient-elles pas avec lui ? Si la Turquie se désistoit de toute la partie de l'Asie qui commence à l'Oronte , et va

en s'abaissant jusqu'à la mer Rouge ; si elle renonçoit à la turbulente Egypte , où son autorité n'est que l'objet des outrages d'esclaves révoltés ; si elle abdiquoit sa suzeraineté nominale sur les régences barbaresques , et si elle les délioit de son joug pour leur en *imposer un qui vînt d'elles-mêmes* , dans le fait quelle seroit sa perte réelle ? et que ne gagneroit-elle pas , au contraire , par l'établissement à sa portée de plusieurs empires et de grandes capitales avec lesquelles elle communiqueroit , et dont elle partageroit la prospérité , comme elles s'associeroit à la sienne ? Si l'Egypte est le grenier de Constantinople , ce grenier ne se fermera pas pour lui , ni lui pour elle . Ce n'est pas parce que Constantinople règne sur l'Egypte , que celle-ci cultive et approvisionne , mais c'est parce qu'elle cultive beaucoup que Constantinople trouve son avantage à s'y approvisionner . Tant que ce commerce leur sera mutuellement avantageux , leurs relations s'y soutiendront , n'importe sous quelle autorité elle passe . Ce n'est pas la souveraineté , c'est la réciprocité des convenances commerciales qui fait et qui fera toujours leur union . Ainsi , la France ,

l'Espagne et l'Italie ne règnent que sur les côtes de Barbarie , mais n'en consomment pas moins les moissons. Si les Français , en cherchant en Egypte un passage vers l'Inde ; si les Européens , au lieu d'armer mutuellement contr'eux les régences d'Afrique , avoient travaillé à faire de ces pays des états libres et indépendans , ils auroient rempli une grande vue d'utilité , ils auroient atteint un grand but. La réunion des trois régences en un seul état suffiroit pour former un bel empire ; et peut-être qu'en les élevant à cette dignité , on les eût guéries des goûts honteux du brigandage que leur foiblesse fomente , et dont leur force leur permettroit de se passer. La Turquie retrouveroit dans ses possessions de tous les tems , de quoi constituer un bel état ; et , de son côté , la Syrie n'est pas moins bien disposée pour en former un. Il en sera de même de l'Espagne , au moment de la séparation. Elle offre d'abord à l'arrangement général d'immenses colonies qui sont mortes entre ses mains , ou qui lui sont onéreuses. Les Philippines , Saint-Domingue , sont dans ce cas. La Floride , la Louisiane , le nouveau Mexique , la Californie ,

la Guiane, tout le royaume de Terre-Ferme, sont sans utilité pour elle. Que perdra-t-elle donc à s'en désister? Elle gagnera avec les unes, elle ne perdra rien avec les autres. Quant à ses colonies vraiment productives, la portion de produit qu'elle en retire peut être remplacée comme on va l'indiquer. L'Espagne, comme état, ne perdra rien en puissance à se désister de ses colonies même; car ses colonies ne lui ajoutent rien comme *puissance*, mais comme *produits*. L'Espagne peut se complaire dans le dénombrement des couronnes qui ombragent son front, dans la pensée *qu'elle est par-tout où luit l'astre du jour*; qu'il ne s'absente jamais de ses vastes domaines. Tout cela est très-glorieux sûrement, mais n'a rien de solide; et c'est encore au produit net qu'il faut en revenir. Or, dans le produit de ses colonies, quelle est la portion appartenant à l'Espagne? quelle est celle sujette à dommages, et par conséquent à indemnités? Il faut distinguer entre l'état et le particulier, entre le produit appartenant à l'Espagne et celui dont elle est le canal vers l'étranger.

L'état ne participe aux produits de ses colo-

nies que par les droits de la souveraineté; car il n'y est pas propriétaire. Il doit en supporter les frais, et ceux-ci absorbent la majeure partie des produits dont il ne revient pas en Europe, au-delà de 60 millions. Voilà la somme à laquelle il faudra pourvoir pour l'Espagne, comme *souverain*, comme *gouvernement*. Le commerce espagnol, avec ses colonies, se fait en majeure partie avec productions étrangères. L'Espagne n'est donc que le facteur de l'Europe en Amérique, et elle ne perdra que son droit de commission et le bénéfice de la revente. Aussi, la plus grande partie du numéraire d'Amérique arrivé en Espagne, passe-t-il dans l'étranger. Ce qui a fait dire d'elle, qu'elle étoit comme la bouche où tout passe, et rien ne reste. L'Espagne perdra toute cette partie de ses bénéfices par l'établissement du commerce direct des autres peuples avec les colonies. Mais sa perte se bornera là, car toute la fourniture qu'elle leur fait de ses productions, ne cessera pas par la séparation; elle n'en ôtera aux colonies, ni le goût, ni le besoin; et au lieu de diminuer, il augmentera avec leurs facultés; il arrivera à l'Espagne, ce qui est arrivé à l'An-

gleterre , avec l'Amérique , après leur séparation. Celle-ci libre et florissante , a continué de s'adresser à son ancienne métropole , et lui fait partager sa prospérité. Cet exemple auquel il faut toujours revenir , répond à tout , et suffit pour calmer toutes les craintes que le commerce espagnol peut concevoir. Si les colonies fleurissent par la séparation , elles auront plus besoin de lui , et il regagnera d'un côté ce qu'il aura perdu de l'autre. De son côté , l'état gagnera tout ce qu'en tems de guerre lui coûte au-delà des produits la garde de ses colonies. Une seule année de guerre en absorbe trois ou quatre de revenus , comme on a vu dans la guerre de sept ans , dans celle d'Amérique , et dans celle-ci. Il faut tout faire entrer en ligne de compte , et cet article en vaut bien la peine. Enfin , l'Espagne pourroit être dédommée par le paiement d'une somme correspondante à celle qu'elle perd. Les états formés de ses délaissemens , s'obligeroient à lui payer annuellement cette somme , soit à perpétuité , soit à terme , soit en totalité , soit en dégradation annuelle , soit en raison seule des anciens produits , soit en proportion des nouveaux. Dans ce dernier cas , l'Espagne

pourroit y gagner beaucoup ; car les mines étant beaucoup mieux exploitées, ses droits s'élèveroient de beaucoup au-dessus de leur taux actuel. Si l'Espagne doit perdre ce tribut, que ce soit avec le tems, lorsque l'accroissement progressif du commerce, en élevant les produits dans son intérieur, lui feront trouver des dédommagemens dans elle-même. Jusques-là une perte trop brusque seroit trop sensible à cet état, elle acheveroit de le perdre ; et ce n'est que par gradation et comme insensiblement qu'il faut l'en priver. On ne doit admettre dans aucun plan, rien de brusque, ni de tranchant, mais au contraire, travailler à concilier les intérêts, et imiter la nature qui n'a rien fait de tranchant, mais qui, en fondant ensemble les couleurs, en mélangeant les nuances, adoucit les objets les uns par les autres, et les met à portée de l'être auquel ils sont destinés.

Le Portugal sera dédommagé comme l'Espagne. Une partie de son commerce, avec ses colonies, est d'emprunt comme celui de l'Espagne. Il perdra celui-là, mais il le retrouvera dans la prospérité de la colonie à laquelle il vendra une plus grande quantité de ses pro-

ductions propres. La perte de ses droits de souveraineté sera compensée comme celle de l'Espagne, par un paiement annuel fixé sur les mêmes principes.

Dans cet état d'isolement, ces deux royaumes restent les plus heureux du monde, car ils n'ont plus l'occasion, ni la possibilité d'un débat avec personne. Les petites colonies qui restent à leur portée, ne conviennent qu'à eux, et ne peuvent jamais devenir des sujets de litige. Les voilà donc pour toujours rendus à ce repos qu'ils aiment tant, et qui leur convient si bien.

Ainsi s'applanissent des difficultés qui, au premier coup - d'œil, paroissent insurmontables : semblables à ces montagnes qui, aperçues de loin, présentent une élévation et une surface immense, mais qui s'abaissent à mesure qu'on s'en approche. La difficulté de dédommager les parties lésées dans le partage des colonies, s'abaisse de même devant un peu de réflexion ; elle cède à l'examen et elle se fond, pour ainsi dire, dans le détail.

Il résulte de cette déduction 1<sup>o</sup>. que l'Europe en masse gagnera à la séparation et à l'organisation des colonies, deux choses qu'on

ne doit jamais séparer ; l'une manque tout son effet , sans l'autre ;

2<sup>o</sup>. Qu'en général , les puissances coloniales ne perdent pas ;

3<sup>o</sup>. Qu'il existe des dédommagemens très-faciles pour les parties perdantes.

## CHAPITRE VINGT-UNIÈME.

*Plan général des Colonies ; moyen éventuel de paix.*

Cette cruelle guerre , qui faite toujours excentriquement à son objet , désole l'Europe en pure perte , aura pourtant un terme. Il faudra bien s'entendre un jour , et finir par se rapprocher , ne fût-ce que par impossibilité de continuer à se battre. *Fracti bello fatisque repulsi*, amis et ennemis chercheront enfin à se rapprocher. Là , il faudra bien parler de ce qu'on a tant oublié , des colonies ; il est même très-probable , que cette question se présentera au second rang de celles qui seront à traiter. On cherchera à balancer les pertes et les avantages , et à racheter les unes par les autres.

C'est la marche usitée dans tous les traités, et d'ailleurs, les uns ne peuvent pas tout perdre, et les autres tout garder. Mais quel sera l'embarras des négociateurs pour concilier les divers intérêts coloniaux, lorsqu'ils trouveront ceux-là sans colonies, ceux-ci maîtres de toutes les colonies; les uns ne voulant pas céder des points qui entrent, il est vrai, bien avant dans leurs convenances; les autres ne voulant pas davantage tolérer dans des mains ennemies des possessions qui les blessent, à mesure qu'elles conviennent davantage à leurs compétiteurs? Là, ce sera un état que la perte de ses colonies déprécie, appauvrit et fait descendre au-dessous de sa place ordinaire en Europe, place nécessaire cependant à l'Europe comme à lui-même; ici ce sera un autre état que sa prépondérance coloniale déplace dans un sens opposé, et fait peser trop durement sur l'Europe.

Comment sortir de cet *imbroglio*, sur-tout lorsqu'à la solution des difficultés purement politiques, il faudra joindre le remède aux désordres qui affectent le fonds même de l'état colonial? Car il n'en sera pas de cette négociation comme des autres, dans lesquelles on se restituoit des colonies intactes, ou que la guerre

seule avoit atteintes, au lieu que la restitution actuelle tombera sur des colonies frappées à-la-fois de la guerre et de la révolution mille fois plus cruelle. Dans cet embarras, ne sera-t-on pas trop heureux de trouver une porte de sortie, comme celle qu'offre le plan général? La séparation des colonies contestées, termine le différend. Ce qui ne peut appartenir à *un seul* sans inconvéniens *pour tous*, ne doit appartenir à *aucun* en particulier, mais à *tous* en général, ce qui s'effectue par l'indépendance qui le neutralise, et qui le rend ami de *tous*, au lieu d'être ennemi de *tous*, et offensif pour eux dans la main d'*un seul*. Ainsi le cap de Bonne-Espérance ne pouvant être retenu par l'Angleterre seule, sans lésion pour tout le reste de l'Europe, doit devenir indépendant, et dans cet état il cesse d'offenser personne, et devient au contraire utile à tous. Il est impossible de sortir autrement des innombrables difficultés que présente dès l'abord, la grande question des colonies. Le plan proposé pour elles est donc un moyen éventuel de paix sous les rapports politiques, entre les puissances coloniales; il l'est encore entre les puissances continentales.

La révolution, les guerres et les traités qui en ont été la suite, ont déplacé et dépouillé un grand nombre de princes; ils ont encore nécessité des *replacemens* pour lesquels on manque d'*étouffe*, et qui n'ont trouvé que froideur ou opposition de la part des puissances principales, appelées à concourir à ces nouveaux établissemens qui peuvent renfermer le germe de grandes et dangereuses querelles, prêtes à éclater de nouveau sur la malheureuse Europe. Mais s'il y manque de place pour le rétablissement ou pour la création de quelques souverainetés, il y en a, et des plus spacieuses, dans l'immense territoire dont le plan des colonies laisse à disposer. Pourquoi n'y chercheroit-on pas ce qui manque en Europe? et pourquoi, ou dans quoi des princes qui y occupent des places aussi *inutiles* qu'*imperceptibles*, se trouveroient-ils lésés, en échangeant ces extraits de souveraineté, contre des empires aussi riches qu'étendus, aussi forts et indépendans en Amérique, que leurs petits états sont dépendans et foibles en Europe? Celle-ci en recueilleroit de plus l'avantage de ramener les états qu'elle renferme à de plus grandes proportions; l'inutilité et l'incommodité des

petits états est la maladie de cette contrée, et fait son tourment depuis deux cents ans : tout ce qui tend à en diminuer le nombre est un grand bien et une acquisition précieuse pour elle.

D'un autre côté, la révolution ayant déplacé les races royales et les maisons souveraines les plus antiques et les plus illustres de l'Europe, ne peut-on pas user à leur égard du même mode de dédommagement que pour les princes dépouillés dans l'Empire, par le seul fait de la guerre et des traités ? L'Europe et la France n'y ont-elles pas quelque intérêt de tranquillité, de dignité et même de gloire ? L'Europe et la France les verroient-elles donc froidement subir le sort ou plutôt le supplice prolongé des Stuart, sans réfléchir aux différences qui existent entr'elles et eux, par le nombre des branches de ces maisons, et par l'étendue de leurs rameaux qui couvrent une partie des trônes de l'Europe ? Les condamneront-elles à continuer de s'exiler, d'errer, de solliciter des secours ? Se condamneront-elles elles-mêmes aux inquiétudes, aux tracasseries que la prolongation de leur existence dans cet état ne peuvent manquer de susciter pendant des siècles ? N'y

a-t-il pas des choses et plus généreuses et plus solides à faire , et le plan des colonies n'offre-t-il pas des dédommagemens faciles ?

Cette idée avoit acquis naguères de la faveur, et c'est à l'abri seul de cette même faveur , que nous nous permettons de l'énoncer ici , quelque ancienne qu'en soit la conception de notre part. Mais il est de ces sujets qui touchent à des intérêts et à des têtes si élevées, que la circonspection ne cesse pas d'être un besoin , lors même qu'elle a cessé d'être un devoir.

## CHAPITRE VINGT-DEUXIÈME.

### *Améliorations pour les états nouveaux.*

Le plan relatif aux états coloniaux seroit incomplet sans ce dernier article qui terminera cet écrit, pour la fin duquel il a été réservé. Ainsi le peintre et l'artiste réservent les ombres et les ornemens pour les derniers traits de leurs ouvrages , pour en faire ressortir les couleurs ou pour en relever les beautés. Après avoir dit ce qu'il faut faire des colonies , il faut ajouter ce qu'on doit faire pour elles. L'Europe et les

nouveaux états doivent y travailler à-la-fois, et se prêter un appui mutuel, qui tournera à leur avantage commun.

Les établissemens européens se ressentent tous de l'époque de leur découverte. Alors les arts étoient dans l'enfance, sur-tout ceux qui se rapportent aux jouissances de la vie ou à l'économie domestique. Ainsi, dans ces tems reculés, les hommes vivoient séparés, habitans des cités hideuses, destinées plutôt pour la défense contre l'ennemi que pour leur propre agrément, plus pour leur sûreté que pour leur commodité. Aussi les anciennes villes présentent-elles presque toutes un aspect hideux. Il n'y a de vraiment beau en Europe que les nouvelles constructions : ce qui fait qu'elles présentent presque par-tout des faubourgs charmans à côté de villes très-laides ; leur rapprochement fait mieux ressortir la différence des deux âges, et leur sert, pour ainsi dire, de médaille. Ce qui se passoit dans l'intérieur des habitations de l'Europe, avoit encore lieu dans tout le reste ; aussi tout y étoit-il grossier et informe. Elle transporta son ignorance et son manque de goût dans ses colonies. Tout s'y organisa sur des plans informes et défectueux

comme leurs modèles. Un nouveau jour a lui sur l'Europe ; les arts ont chassé l'ignorance , le goût a remplacé la barbarie , et tout ce qui date de cent à cent cinquante ans , est marqué par des degrés successifs de goût , d'élégance et de commodité. Voilà ce qu'il faut à son tour transporter dans les états coloniaux , comme on y avoit transporté d'abord le mauvais goût du tems. L'un ne coûtera pas plus que l'autre. Les nouveaux états en ont deux modèles dans le nouveau monde lui-même. Le premier sur le continent espagnol , le second aux États-Unis. Les Espagnols , en arrivant en Amérique , ne trouvèrent point d'habitations qui leur convinssent , rien qui leur rappelât leur patrie : car il faut rejeter bien loin les descriptions mensongères , les récits fabuleux de la somptuosité des monumens du nouveau monde , sur lesquels l'enflure espagnole s'est donné libre carrière. La vérité est que les Mexicains et les Péruviens étoient également ignorans , également dépourvus de monumens et de moyens d'en élever ; puisque semblables à tous les peuples sauvages ou dans l'enfance , ils n'avoient pas la moindre notion des instrumens les plus communs , ils ne connoissoient pas même l'u-

sage de la scie et de la hache , sans lesquelles il n'y a ni artiste, ni édifice. Les Espagnols durent donc bâtir les villes qu'ils habitent aujourd'hui; ils profitèrent du vuide, de l'absence des constructions anciennes, pour en établir à leur usage, en suivant des plans uniformes. C'est ce qui a valu aux villes du continent espagnol plus de régularité, de commodité, et des situations plus heureuses qu'elles n'en ont ordinairement en Europe, et sur-tout en Espagne. Les conquérans cherchèrent à fixer et à généraliser par des loix, dans leurs nouvelles possessions, ces dispositions bienfesantes, et il n'y a pas de doute que si elles eussent été ponctuellement exécutées, l'Amérique ne présentât l'aspect le plus satisfesant par sa régularité et par sa décoration. Les États-Unis ont aussi déterminé l'emplacement et les plans des nouvelles villes destinées à s'élever sur leur sol; ils ont fait tous les réglemens nécessaires pour procurer à-la-fois à leur patrie, beauté, commodité, élégance; rien n'y a été oublié, et par le laps du tems, les États-Unis présenteront le spectacle inoui d'une immense contrée traitée sur des plans réguliers, et tirée au cordeau. Les nouveaux états devront suivre ces exemples. N'é-

tant point embarrassés par d'anciennes constructions qui gênent toujours dans l'établissement des nouvelles, ils pourront déployer sur un sol libre le génie de l'Europe, son goût et ses arts. Ils pourront faire participer leur pays aux mêmes jouissances que leurs anciennes métropoles; ils pourront les surpasser avant peu. Ils ont la faculté de choisir des modèles en tout pays, d'en faire chez eux l'application la plus convenable aux localités, de généraliser les institutions qui décorent certains états, ou seulement quelques parties de ces états. L'Europe n'aura précédé si longuement, si péniblement ses colonies dans la carrière de la civilisation, que pour la leur porter toute entière à-la-fois, et ce don du fruit de ses longs travaux sera tout ensemble le témoignage de sa reconnaissance pour ce qu'elle en a reçu, et l'expiation de tout ce qu'elle a commis contr'elles. L'Europe doit encore seconder l'action de ses colonies par toutes les institutions applicables à ces contrées, chose à laquelle elle a à se reprocher de n'avoir pas encore songé. Tant que les colonies lui ont appartenu, elle n'a pas pensé à former un établissement vraiment colonial, un seul, relatif à l'éducation des colons, à la recherche des

moyens curatifs des maladies qui leur sont propres, à la connoissance de la culture de leurs productions, à la naturalisation des siennes aux colonies, à l'instruction d'un certain nombre d'hommes dont les études seroient uniquement dirigées vers elles, et qui préluderoient ainsi à leur administration. Cependant les métropoles avoient un grand intérêt à ces établissemens; ils leur auroient rendu d'immenses avantages, soit en appelant dans leur sein un plus grand nombre de colons, soit en conservant une multitude d'hommes, victimes de l'ignorance et des méthodes les plus défectueuses, car il est connu que les colonies n'ont que le rebut des écoles d'Europe, pour leur santé comme pour tous leurs autres besoins. Que n'auroient pas gagné les métropoles à étendre la connoissance des productions des colonies, à les naturaliser chez elles, comme à leur donner les siennes. Ce nouveau genre de commerce et d'échange n'eût-il pas été le plus précieux de tous? n'eût-il pas été également utile aux colonies et à l'Europe? Le nouvel arrangement permet de réparer cet oubli. Les colonies partagées en plusieurs états seront mieux connues; à mesure qu'elles se peupleront davantage, elles auront aussi plus

besoin de l'Europe pour tout ce qui a rapport à l'éducation, aux sciences et aux arts. De long-tems encore ces pays nouveaux n'auront dans leur sein la somme de talens et de lumières que requièrent ces différens emplois. Les empires ne commencent pas par des académies , mais par des laboureurs. On commence par peupler, par s'établir, on étudie après, et la science arrive pour corriger et décorer l'édifice. Telle est la gradation de la civilisation. Les États-Unis formés par un peuple très-éclairé, ayant déjà possédé des hommes comme *Francklin*, en possédant d'autres très-instruits, sentent cependant ce *deficit* d'instituteurs; ils sont occupés dans ce moment à déterminer un mode de fixer parmi eux leur jeunesse, qui va chercher dans l'étranger les moyens d'instruction qui leur manquent encore. Les nouveaux états éprouveront long-tems les mêmes besoins, et l'Europe a encore long-tems à jouir de leur enfance, si elle sait en profiter. Par exemple, la révolution ayant expulsé de leurs habitations les anciennes congrégations régulières de France, qui empêcheroit qu'un certain nombre de ces établissemens, vuides aujourd'hui, inapplicables par

leur grandeur même à tout autre objet qu'à des établissemens publics, et qui sans cela sont destinés à accuser la révolution par des ruines que leur masse seule rendroit éternelles, qui empêcheroit que ceux de ces établissemens, qui sont situés le plus près des rivages de l'Océan, dans les climats les moins disparates avec ceux des colonies, dans les départemens qui entretiennent le plus de relations avec elles, ne fussent consacrés à cet usage vraiment national, en ayant l'air de n'être que colonial? Il existe actuellement en France mille édifices, capables, par leur étendue et par leur position, de remplir cet objet; ils périront en pure perte, si on ne leur donne une destination de véritable utilité; et quelle est celle qui peut égaler des institutions propres à former des nœuds durables entre la France et toutes les colonies connues? Quel spectacle plus grand et plus singulier à-la-fois, que de voir le Péruvien, le Mexicain, le Créole, venir chercher la science et se livrer à l'étude; aux mêmes lieux où la religion rassembloit le pieux solitaire et la vierge innocente? Quel plaisir on auroit à voir les productions des colonies cultivées sous les yeux, et souvent par

les mains *de leurs compatriotes* ! Quelle nouvelle carrière ouverte à l'étude , par la recherche et par le développement de toutes les parties d'instructions relatives aux colonies ! Quel charme pour l'homme sensible , de voir préparer dans sa patrie , les soulagemens aux maux particuliers dont la nature affligea les colonies , et de pouvoir leur rendre les préservatifs qu'il en reçoit pour les siens propres !

Il resteroit encore un pas à faire à l'Europe pour compléter son ouvrage à l'égard des colonies : ce seroit de pourvoir à l'accroissement de leur population. Il sera tout à son avantage , en donnant aux colonies plus d'habitans , et par conséquent plus de consommateurs , souvent en la débarrassant elle-même d'un excédent de population très-nuisible , soit par sa quantité , soit par sa qualité. Cependant il ne s'agiroit plus de ces envois d'hommes pris au hasard , entassés dans le trajet sur des vaisseaux infects , jetés sans précaution sur des plages homicides , qui ont bientôt dévoré ces peuplades de dupes , trompés par des fripons ou conduits par des aveugles. Mais il s'agit d'envois réguliers , calculés , proportionnés aux pays qui doivent les recevoir , dirigés

avec tous les soins que commande l'humanité et que dicte le desir de remplir son objet ; car il faut le dire, s'il n'y a rien de plus barbare que la conduite que l'on a tenue envers ces malheureux déportés, il n'y a aussi rien de plus absurde. Il est absurde, en effet, de se couvrir de sang, et de dépenser des sommes immenses pour ne rien faire, pour ne remplir aucun but. Ici, ce sera tout le contraire, les moyens seront assurés, le but certain et le succès aussi. On devra s'attacher sur-tout, dans ces envois, à diriger les nouveaux habitans vers des climats correspondans à celui qu'ils auront quitté, et à les éloigner ainsi le moins que possible de leur patrie. Ainsi l'habitant du nord devra être conduit dans les climats froids, et celui du midi dans les pays chauds. La même conformité devra encore être observée pour l'espèce des habitans, et leur identité scrupuleusement respectée ; ainsi le Canada ne recevra que des Français, parce que la population qui s'est conservée sans mélange, est toute française, et appelle des Français comme elle. Le cap de Bonne-Espérance, les Moluques, admettront des Hollandais, des Flamands, et tous les habitans des Pays-Bas,

identiques de langage et de mœurs. L'Espagne ne pouvant fournir seule, ou sans s'appauvrir, à l'envoi d'une population proportionnée aux besoins des états formés avec les colonies, on lui donnera pour adjoints l'Italie et le midi de la France, dont les mœurs et le langage se rapprochent davantage des siennes. Et que l'Europe ne s'effraie pas de cet écoulement, insensible d'ailleurs, de la population, il ne peut pas s'élever à vingt-cinq mille ames par année; qu'elle n'ait pas de regret à ce sacrifice, car c'est à elle-même qu'elle le fait. Chaque habitant qu'elle envoie aux colonies en crée deux en Europe, par la correspondance entre les deux pays, correspondance qui fait que lorsqu'il naît un consommateur dans un lieu, il naît aussitôt un producteur dans l'autre. Pour se rassurer sur les effets à venir de cette cession de population, que l'Europe compare le nombre de ses enfans transplantés dans toutes les colonies, avec celui des habitans que de son côté elle doit aux colonies. La France seule comptoit cinq millions d'hommes, subsistant de travaux et d'occupations coloniales, par conséquent créés par elles. Les autres états de l'Europe en avoient

sûrement davantage , puisque leurs relations coloniales réunies , surpassoient celles de la France seule : on en a déjà porté la totalité à douze millions. L'Europe n'a sûrement pas envoyé douze millions d'hommes aux colonies. L'Angleterre n'a pas cédé à l'Amérique les cinq millions qui la peuplent aujourd'hui , et qui dans quelques années en feront dix et quinze millions : il en sera de même pour les nouveaux états. L'Europe leur donnera peu et en recevra beaucoup ; et dans ce commerce , comme dans tous les autres , la balance penchera encore long-tems de son côté. L'Europe a un grand intérêt à y étendre sa population propre ; car elle seule a un goût général et exclusif pour ses productions ; elle seule prête beaucoup à des consommations européennes. L'état indéfectible des colonies est de produire et de consommer ; l'avantage des états en particulier , est de faire consommer beaucoup de leurs productions. L'intérêt de l'Europe est donc que les colonies consomment beaucoup des siennes. Mais pour cela il faut que leur population en ait le goût, qu'elle en contracte l'habitude, et aucune n'en est plus susceptible que la population européenne elle-même, qui

se plaît à retrouver sa patrie dans les productions qui la lui rappellent. Les colonies, peuplées d'hommes étrangers à ses goûts, seroient pour elle comme si elles n'étoient pas ; aussi, avec quelqu'attendrissement qu'on lise les instructions généreuses que Louis XVI donna à la Peyrouse, relativement aux habitans d'un grand nombre d'îles qu'il devoit visiter, on ne peut cependant les trouver ni bien européennes, ni bien coloniales. La touchante bonté de ce monarque s'y peint à chaque trait ; mais le véritable intérêt de l'Europe, mais les véritables notions coloniales y sont effacées en proportion. Il écrivoit comme il a vécu, plus en juste *qu'en roi*.

Telles sont les idées que nous ont inspiré sur les colonies, c'est-à-dire, sur le plus grand intérêt de l'Europe, le desir de la rappeler de son inapplication sur ce grand sujet, la considération des dangers qu'elles courent, de ceux que l'Europe court elle-même de les perdre et de se ruiner en les perdant ; enfin, la nécessité de prévenir cette catastrophe, en préparant des matériaux aux hommes destinés à s'en occuper. Ce que la foiblesse de nos moyens ne nous a permis que d'ébaucher, d'autres

plus heureux l'accompliront ; il nous suffira de leur avoir ouvert et montré la carrière. C'est en Européen, c'est en Français que nous avons écrit , nous aimons à le répéter ; nous ne voulons , nous ne pouvons nous reconnoître à d'autres titres ; ils seroient également hors de notre ligne et de nos intentions , et nous ne dévierons pas plus des sentimens qui nous attachent à l'Europe en général , que de ceux qui nous attachent à la France en particulier. Heureux si notre foible voix peut percer jusqu'à elle , à travers le tumulte des armes et les agitations d'une révolution dont son sol frémit encore !

F I N.

---

# TABLE DES CHAPITRES

DU TOME TROISIÈME.

---

- CHAP. XIV. *Nécessité d'un changement aux Colonies.*
- XV. *Dangers de la séparation non-préparée des Colonies.*
- XVI. *Hypothèses diverses sur le mode de séparation des Colonies avec les métropoles.*
- XVII. *Récapitulation des principes relatifs aux Colonies.*
- XVIII. *Plan général pour les Colonies.*
- XIX. *La vérité sur le commerce anglais dans l'Inde, et sur le commerce anglais en général.*

- XX. *Avantages, pertes et dédom-  
magemens dans le plan gé-  
néral.*
- XXI. *Plan général des colonies,  
moyen éventuel de paix.*
- XXII. *Améliorations pour les états  
nouveaux.*

# LIVRES NOUVEAUX.

LES TROIS AGES DES COLONIES, ou de leur Etat passé, présent et à venir, par M. de PRADT, membre de l'Assemblée constituante. — Trois vol. in-8., beau papier. Prix : 10 fr.

On desiroit depuis long-tems un extrait de l'ouvrage de l'abbé Raynal, purgé de toutes les licences et de tous les écarts que cet écrivain s'est trop souvent permis sur les objets les plus sacrés. C'est ce vœu que M. de Pradt a rempli dans la première partie de son ouvrage, avec le succès qu'il a déjà obtenu, en traitant des questions politiques non moins importantes. On trouvera de plus, dans la seconde et troisième parties, des choses absolument neuves sur l'état présent et à venir des colonies, sur les événemens importants qui y ont eu lieu depuis la publication de l'HISTOIRE PHILOSOPHIQUE. « Si l'abbé Raynal, dit M. de Pradt, a fait l'acte d'accusation des Européens pour leurs crimes aux colonies; nous, restreints dans les bornes de la juridiction de tout homme raisonnable, nous nous sommes bornés à faire celui de leurs erreurs. Elles sont grandes, sans doute; elles ont eu de grandes suites; elles en entraîneront de plus graves encore, et c'est pour remédier aux unes et pour obvier aux autres, que nous avons recherché, dans la seconde partie de cet ouvrage, d'abord tout ce qui constitue l'état colonial, en général; ensuite l'état de chaque colonie en particulier. La question de l'esclavage, imprudemment élevée en Europe, si cruellement transplantée aux colonies, si opiniâtement débattue dans les pays qui ont le plus grand intérêt à l'étouffer, devoit naturellement trouver place dans cette discussion. Nous l'y avons fait entrer, en la considérant en Européen, loin de toutes les abstractions sentimentales dans lesquelles on l'a égarée jusqu'à ce jour. Passant ensuite de ces principes généraux à l'état actuel des colonies, les confrontant, pour ainsi dire, les unes avec les autres, examinant la nature et la profondeur du mal, l'espece de remèdes dont il est susceptible, les ménagemens qu'il exige, nous nous sommes élevés de cet enchaînement d'idées à la confection d'un plan général, assorti à-la-fois aux progrès naturels des colonies, et aux dangers que la révolution a créés pour elles. De plus, nous nous sommes attachés à démontrer que les pertes qui résultoient de ce plan, pour quelques uns intéressés en particulier, n'étoient pas des pertes réelles, encore moins des pertes irréparables. Nous avons indiqué des dédommagemens bien simples; enfin, nous avons démontré que le plan étoit essentiel autant qu'il étoit compatible avec l'utilité générale; et par-là, c'est le bien public lui-même que nous lui avons donné pour couronne. Peut-il en être une plus belle? »

MEMOIRES DE M. DE BOUILLÉ sur la Révolution française, depuis son origine jusqu'à la retraite du duc de Brunswick. — Deux vol. in-12, ornés du portrait de l'Auteur. Prix : 4 fr.

Ces Mémoires sont imprimés sur le manuscrit original, revu et corrigé par l'Auteur peu de tems avant sa mort, et augmenté de notes et pièces essentielles qui ne se trouvent pas dans l'édition anglaise, publiée en 1797. C'est sur cette édition anglaise qu'on a fait une traduction connue en France depuis plusieurs années. La famille de l'Auteur qui nous a confié son précieux manuscrit, nous invite à prévenir le public que cette traduction est fautive, erronée, incomplète, et désavouée par M. de Bouillé.

PENSÉES ECCLÉSIASTIQUES, pour chaque jour de l'année, à l'usage de tous les fidèles; recueillies par M. CARRON, prêtre français; ouvrage approuvé par M. l'évêque de Tréguier et par M. de Pous, docteur en théologie. — Quatre gr. volumes in-12 d'environ 1600 pages en petit-romain Didot, sur carré fin de Limoges. Prix : 9 fr.

Un ouvrage qui réunit la plus solide instruction à la piété la plus tendre et la plus éclairée, peut-il manquer de plaire dans les circonstances actuelles, où toutes les pensées, tous les sentimens, toutes les affections se portent d'elles-mêmes vers la régénération du sanctuaire? Tel est le caractère de l'ouvrage que nous annonçons. Les portraits, les tableaux, des traits d'histoire bien choisis, et sur-tout des exemples édisians, toujours plus persuasifs que les raisonnemens, y sont souvent employés. Tous y est simple, quoique fréquemment élevé; tout y inspire la douceur, et en même-tems le courage et la fermeté. L'onction et les lumières, le zèle et la piété, la force et la charité y sont généralement répandus.

OBSERVATIONS SUR LE PROJET DE CODE CIVIL,  
par M. DE MONTLOSIER. — Vol. in-12. Prix : 1 fr. 50 c.

LA GASTRONOMIE, ou l'*Homme des Champs à table*, pour  
faire suite à l'*Homme des Champs* par J. DELILLE; poëme di-  
tique en quatre chants. — Vol. in-12. Prix : 1 fr. 25 cent.

RECUEIL DE POESIES et de *Morceaux choisis* de J. DELILLE,  
contenant des pièces fugitives inédites, et quelques fragmens du  
poëme de l'*Imagination* et de celui du *Malheur et de la Pi-  
tié*, avec plusieurs morceaux de l'*Homme des Champs*, qui  
avoient été supprimés dans les éditions récemment publiées; pré-  
cédé d'une notice historique sur l'auteur, de son discours de ré-  
ception à l'Académie française, suivi des extraits raisonnés des  
*Georgiques françaises*, par plusieurs littérateurs distingués, et  
d'un poëme sur le Printems qui a suivi le dix-huit fructidor,  
dédié à l'abbé Delille, par J. Michaud. — SECONDE EDI-  
TION, augmentée de vers inédits sur Pie VI, sur le comte de  
Tressan, d'une fable et de plusieurs autres pièces qui ne se  
trouvoient pas dans la première. — Vol. in-12 de 280 pag., avec  
le portrait de l'auteur. Prix : 2 fr.

HISTOIRE DES PROGRÈS ET DE LA CHUTE DE  
L'EMPIRE DE MYSORE, sous les règnes d'*Hyder-Aly et  
de Tippoo-Saïb*; contenant l'histoire des guerres des souverains  
de Mysore avec les Anglais et les différentes puissances de l'Inde;  
une esquisse de la conquête de l'Égypte, considérée par rapport  
à l'Inde; les lettres de Bonaparte au chérif de la Mecque et à  
Tippoo-Saïb; les négociations de Tippoo avec le gouverneur  
de l'Ile-de-France, et sa correspondance avec le directoire; la  
relation du siège et de la prise de Seringapatam; le recueil des  
papiers trouvés dans le palais de Tippoo-Saïb; des détails curieux  
sur la vie et la mort du sultan de Mysore; un procès-verbal des  
séances des jacobins, tenues à Seringapatam; un examen des  
résultats de cette dernière guerre, la situation des principales  
puissances de l'Inde; le tableau de la religion, des mœurs, de la  
législation des Indous, et des relations commerciales et politiques  
de l'Europe avec l'Indostan, et de l'Indostan avec l'Europe.  
Par J. MICHAUD. — Deux Vol. in-8°. de près de 900 pages,  
enrichis du portrait de Tippoo-Saïb, de cartes enluminées,  
plans, etc.

Prix : Papier carré de Limoges, br. 9. fr.

— Papier grand-raisin ordinaire, br. 12 fr.

HISTOIRE DE LA REVOLUTION DE FRANCE, pen-  
dant les cinq dernières années du règne de Louis XVI;  
par A. F. BERTRAND DE MOLEVILLE, ministre d'état.

Prix de la première partie, composée de 5 vol.

in-8°. d'environ 400 pag., papier carré, broc. 21 fr.

— papier grand-raisin ordinaire, brochés. . . . . 30

— papier-vélin grand-raisin ( belle impression )  
cartonnés à la Bradelle . . . . . 60

M. BERTRAND DE MOLEVILLE, ancien intendant de Bretagne, ministre de Louis XVI au commencement de la révolution, a été plus que personne, à portée de connoître les causes et les progrès de nos troubles politiques. On lui saura gré d'avoir publié des faits qui, sans lui, seroient restés inconnus. — Cet ouvrage a été imprimé sur le manuscrit de l'Auteur, et il est divisé en deux parties; la première comprenant les années 1788, 1789, 1790 et 1791, jusqu'à la fin de l'assemblée constituante; la seconde comprendra les années 1792 et 1793, jusqu'à la mort de Louis XVI.

ÉLISE DUMENIL, par Marie Comarrieu de Montalembert; roman original en 6 vol. in-12, avec fig. grav. par Bovinet. — Prix : 9 fr.

LE CHEVALIER ROBERT, ou *Histoire de Robert, surnommé le Brave*, dernier ouvrage posthume de LOUIS-ÉLISABETH DELAVERGNE, comte de TRESSAN, lieutenant-général des armées du roi, l'un des quarante de l'Académie française, etc. dédié, avec permission, à l'empereur de toutes les Russies. — SECONDE ÉDITION, revue, corrigée, augmentée de plusieurs morceaux inédits du même auteur et d'un discours adressé au comte de Tressan, par l'abbé Delille, et ornée d'une gravure, avec une romance mise en musique par M. Aubert, professeur de musique au Conservatoire. — Vol. in-8., *fesant le treizième des œuvres de cet auteur.* Prix : 3 fr.

GÉRALDINA, nouvelle tirée d'une histoire récente; traduit de l'anglais, par Carlos D. Zeilh. — Trois volumes in-12, fig. Prix : 5 fr.

COURS ÉLÉMENTAIRE D'HISTOIRE NATURELLE, PHARMACEUTIQUE, ou description des matières simples que produisent les trois règnes de la nature, et qui sont d'usage en pharmacie, en chimie et dans les différens arts qui en dérivent, notamment dans ceux du teinturier et du fabricant de couleur, etc., généralement comprises sous l'acception de *matière médicale*, présentées d'abord par règnes, ensuite par genres, et enfin par espèces, avec les noms de chacune, leur origine, leurs choix, leurs préparations, leurs principaux usages, leurs propriétés physiques et médicinales, et considérées par leur rapport à la doctrine pneumatochimique. Par SIMON MORELOT, ancien professeur de pharmacie chimique, professeur d'histoire naturelle à l'École gratuite de pharmacie, membre de la Société de médecine, etc. etc. — Deux vol. in-8. de près de 900 pag., avec sept tableaux. Prix : 9 fr.

DISCOURS SUR L'ANTIQUÉ GOUVERNEMENT *de la monarchie française.* — Volume in-8. Prix : 4 fr.

HISTOIRE DES CAMPAGNES du prince *Italiski-Suworow-Rymnikski*, général-feld-maréchal, au service de l'Empereur de toutes les Russies; traduit de l'allemand et du russe, avec portrait. — Format in-8. 2 vol. fig. 5 fr. Papier vélin, 19 fr. — Format in-12, 3 fr.

CODE HYPOTHECAIRE, contenant la loi sur les hypothèques et celle sur les expropriations forcées, du 11 brumaire an 7, avec

les commentaires, par T. LANGLOIS, ancien jurisconsulte, suivi des discours et rapports faits au conseil. — Vol. *in-12* de 300 pag. Prix : 2 fr.

MÉMOIRE DE RAMEL, l'un des déportés à la Guiane française, sur quelques faits relatifs au 18 fructidor, sur le transport et le séjour des seize déportés dans cette colonie, et sur son évasion avec *Pichegru*, *Barthelemy*, *Villot*, *Dossonville*, *Delarue* et *Letellier*, avec les circonstances de la mort du général *Murinais*, de *Tronçon-Ducoudray*, etc. — Vol. *in-12*, avec gravure, 2<sup>e</sup>. édition. Prix : 1 fr. 50 cent.

ANECDOTES SECRÉTES sur le 18 fructidor. et *nouveaux Mémoires des déportés* à la Guiane, écrits par eux-mêmes, et faisant suite au *Mémoire de Ramel*, 2<sup>e</sup>. édition. revue, corrigée et augmentée, avec gravure. — Format *in-8*. fig. : 3 fr. Format *in-12*, 1 fr. 50 cent.

LE DIX-HUIT FRUCTIDOR, ses causes et ses effets. — Deux vol. *in-8*. Prix : 3 fr.

VOYAGE DANS L'INTÉRIEUR DE L'AFRIQUE MÉRIDIONALE. pendant les années 1797 et 1798. par JOHN BARROW. — Deux vol. *in-8*. ornés d'une belle carte. Prix : 9 fr. — Se trouve aussi chez DENTU.

DICTIONNAIRE D'HISTOIRE NATURELLE, par BOMAR.

Edition *in-4<sup>o</sup>*. fig. 8 vol. 1801. . . . . 150 francs.

Edition *in-8<sup>o</sup>*. caractère de Cicero, 15 vol. 72

Edition *in-8<sup>o</sup>*. 15 vol. Petit-Romain. . . . . 60

L'ILIADÉ ET L'ODYSSÉE D'HOMÈRE, trad. par BITAUBÉ. — 14 vol. *in-18*, fig. — Prix : 21 francs.

*Sous presse :*

LES OEUVRES DRAMATIQUES DU COMTE ALFIERI, trad. de l'italien par M. PETITOT. — Quatre vol. *in-8*.

HISTOIRE DES GUERRES DES RUSSES, depuis le règne de Pierre-le-Grand jusqu'à leur dernière campagne en Italie inclusivement. — Trois vol. *in-8*.

LE MALHEUR ET LA PITIÉ, poème en 4 chants, par Jacques DELILLE, précédé d'une *Ode sur l'immortalité de l'ame*. — Ce Poème roule principalement sur les grandes catastrophes de la révolution.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION DE FRANCE, par M. BERTRAND DE MOLLEVILLE, *seconde partie*, comprenant les années 1792 et 1793, jusqu'à la mort de LouisXVI inclusivement. — Quatre vol. *in-8<sup>o</sup>*.

*Nota.* Pour recevoir, *franco* par la poste, on doit ajouter 40 cent. par vol. *in-18*; — 75 c. par vol. *in-12*; — 1 fr. 25 c. par vol. *in-8*. — et 2 fr. par vol. *in-4*.

4







